3e ANNÉE OCTOBRE 1945

LA VIE INTELLECTUELLE





LES ÉDITIONS DU CERF · PARIS

LA VIE INTELLECTUELLE

Revue mensuelle

XIIIe ANNÉE — OCTOBRE 1945 — N° 9

SOMMAIRE

On trouvera à la troisième page de la couverture les conditions d'abonnement à la Revue.

LA VIE INTELLECTUELLE

XIIIe ANNÉE — N° 9 OCTOBRE 1945

octobre 1945

Une guerre est donc finie. Il nous faut penser à la suivante, pour l'empêcher. Sur quelle méthode préventive arrêterons-nous aujourd'hui notre méditation?

Sur celle, provisoirement efficace, de la bombe atomique américaine? Pour joindre notre voix à tant d'autres, et condamner cet usage d'une découverte plus dangereuse que les autres pour les apprentis sorciers? Certains de nos lecteurs entendraient peut-être avec satisfaction exprimer à nouveau par un chrétien, quelques minutes, la protestation de leur conscience.

Nous préférerons réfléchir à une entreprise d'un autre genre, dont Londres vient de voir un essai, à ce congrès de « Pax Romana » qui succéda aux fêtes du centenaire de Newman. On garde assurément toute liberté d'en critiquer les réalisations. Mais il nous rappelle la nécessité, pour nous chrétiens (je ne dis pas nous autres chrétiens) de travailler à la renaissance de la fraternité chrétienne, sous peine de donner au monde et à l'Église un scandale.

Rien ici n'encourage l'illusion : cette œuvre ne sera pas facile. Car même sur le terrain proprement ecclésial, nous rencontrerons les divergences des peuples, leurs intérêts trop divers, les blessures trop profondes qu'ils se sont portées.

Quelle entente semblait plus facile qu'entre la France et l'Angleterre? C'est de Londres que résonna pour nous, dès juin 1940, la voix de la Liberté. C'est là que nos regards se tournèrent dès l'automne pour admirer la calme résistance anglaise. Quel ami étranger sut jamais émouvoir notre cœur comme Churchill? On suivait passionnément les bonds de « Monty ». On soulignait volontiers la précision de tir de la R.A.F. Aux aviateurs anglais et canadiens, tombés du ciel, une aide fraternelle fut spontanément offerte, à quel prix! De pareils liens semblaient vivaces. Les intérêts le sont aussi. On nous en a donné trop tôt la preuve en Syrie.

Que dire alors de l'Allemagne? Quels rapports établir entre les fils de l'Allemagne et ceux des pays dont elle a voulu faire ses esclaves par la faim et la torture?

Pour terribles qu'elles soient, les blessures que les bombes allemandes ont infligées à Londres paraissent auprès des nôtres des blessures de guerre. Payées d'ailleurs dans une mesure autrement lourde que celle du talion, on comprend que les Anglais semblent en oublier le spectacle et la leçon.

Mais, nous, en France, en notre seule France, pour ne songer qu'aux morts, nous comptons plus de trois cent mille des nôtres fusillés après d'ignominieuses tortures, ou honteusement désintégrés dans des camps d'extermination. Lequel d'entre nous qui ne puisse évoquer un visage très cher qu'avec l'angoisse de s'interroger sur ses derniers spasmes. Des chrétiens français peuvent-ils l'oublier devant des chrétiens allemands? Serait-ce servir la justice que de détendre au profit de ces derniers les responsabilités collectives et la communauté de destin? Des catholiques allemands, avec les autres Allemands, nous ont combattus en 40, ont gardé nos prisons en 43-44.

On parlera de pardonner le passé. Bien des chrétiens, en effet, ne veulent garder que dans leur chair les cicatrices de

leurs tortures. Bien d'autres sont morts en répétant la dernière prière de Jésus et d'Étienne. Mais tout Français n'a pas autorité de pardonner au nom de tous ceux qui sont morts. Celui même qui en a le droit se refusera parfois à l'exercer.

Aussi bien le passé a-t-il moins d'importance que l'avenir. Il faut épargner à nos enfants la répétition de cette histoire, épargner aux plus généreux de nos fils le sort de leurs aînés qui payèrent de leur déportation et de leur mort des sentiments fraternels envers l'Allemagne de Weimar.

Chaque pays pense plus volontiers aux torts qu'il a subis. Mais pour y voir clair, il n'est peut-être pas inutile de signaler les reproches qu'une certaine Allemagne peut faire à ses vainqueurs de 1918; ces vingt-cinq années d'une politique qui n'offrit bientôt à l'Europe malade pour tous remèdes que des anesthésiques dont les médecins furent en 1940 les victimes. Il peut être aussi généreux que réaliste d'accepter ces reproches. Il n'est que réaliste de remarquer encore qu'une nation stupéfiée par les énormes dégâts de la tempête en oublie qu'elle a semé le vent dont les autres aussi ont souffert. Les ruines de Munich, de Stuttgart, de Hambourg feront vite oublier à l'Allemagne Rotterdam, Coventry, Rouen, Oradour....

Mais quelles que soient ces difficultés et celles que nous prépare l'avenir, quels que soient les péchés originels de chaque nation, inégalement graves, tous dangereux, les chrétiens doivent affirmer au monde l'unité de leur foi, de leur espérance, de leur charité.

Ce travail d'Église, tous les chrétiens, membres vivants du Corps mystique, doivent l'aimer et le servir, chacun selon sa vocation. Certains ont reçu de l'Esprit la fonction de contrôler et de conduire les efforts. A nous, parmi d'autres, il est demandé plutôt de réfléchir à l'action des chrétiens dans le monde.

Au début de ce siècle, les chrétiens de France séparaient trop leur vie de foi de leurs activités au foyer, au travail, dans la cité. Un bel effort fut tenté pour parer à ce danger. Cette réaction cependant a peut-être développé trop exclusivement le souci d'affirmer que notre esprit doit jouer un rôle important dans la reconstruction du monde.

Il faut garder ce souci. Ceux-là doivent poursuivre ce travail, qui ont montré leur vitalité et mûri leur expérience dans leur résistance héroïque à l'occupation. Ici, dans une revue dirigée par des religieux, le souci complémentaire doit prévaloir : veiller d'abord à ce que l'Église puisse continuer l'œuvre de la Rédemption dans un monde qui n'a pas cessé de lui être peu favorable.

C'est de cette préoccupation que relève l'œuvre de l'unité entre les catholiques du monde entier. Pour en assurer l'efficacité nous en proposerons quelques conditions dont nous ferons, ici du moins, notre règle de conduite.

1) Ne pas être pressé. *Il faut bien sûr se mettre tout de suite au travail et ne pas tarder à prendre les premiers contacts. Mais si une amitié entre deux hommes de mœurs et de langage semblables exige du temps, combien plus celle qui pour s'établir entre des communautés, doit maîtriser des réflexes nationaux aussi méfiants que ceux que vient d'exaspérer une guerre de six (ou de trente) ans.*

2) Se tenir sur le terrain de la vie chrétienne, de la vie d'Église. *Dans certains pays, les catholiques cherchent à projeter sur le plan politique leur cohésion religieuse. On crée, on maintient des partis catholiques. En France, on redoute que ces deux domaines ne soient confondus. Nous n'avons pas à condamner ceux qui jugeront conformes aux traditions et besoins de leurs pays, des groupements de cette sorte, mais nous nous considérerons comme nullement engagés par leurs manœuvres politiques. Qu'un Centre catholique se reforme en Allemagne, son développement relève de l'opportunité politique; la fraternité catholique universelle ne nous fait pas une loi de l'aider. D'ail-*

leurs notre abstention pourra rendre service à ce parti sur son plan politique : il n'est pas sûr que la faveur témoignée par les Américains aux catholiques pour la formation du gouvernement bavarois ait beaucoup réjoui le cardinal Faulhaber et les plus lucides de ses fidèles. Mais encore une fois, là n'est pas notre affaire. Notre communion spirituelle avec nos frères catholiques allemands se donnera pour objectif, premièrement d'aider à la reprise de la vie chrétienne, de subvenir à leurs misères s'ils sont plus malheureux que nous : c'est là rendre à Dieu ce qui est à Dieu; puis, pour rendre à César ce qui est à César, de réclamer pour eux une application juste du droit international en cours, de contribuer à la rééducation de ce peuple, de servir le bien commun, en luttant contre la guerre par un statut approprié, s'il s'en trouve.

3) Réserver provisoirement certaines marques d'amitié à ceux dont nous savons qu'ils partagent notre préoccupation. *Si la prière de notre charité embrasse tous nos frères, le temps ne semble pas encore venu, où les catholiques de tous les pays peuvent s'aborder, se parler, s'entendre. A ce point de vue, la France est favorisée d'avoir dans sa zone d'occupation le pays de Bade, où, s'il faut en croire nos travailleurs déportés, et les organisations nazies, dont nous avons pu lire les rapports officiels, l'action paganisante a rencontré, sous un grand dévouement à la patrie dont nous ne pouvons que nous réjouir, une très forte opposition. Nous y connaissons des hommes qui ont témoigné jusqu'à la prison et la torture contre l'erreur raciste. Et ces hommes avaient des amis qui ont témoigné jusqu'à la mort. C'est avec ceux-là, avec les catholiques, qui dans les pays ont surtout gardé la hantise de l'Unité du Corps du Christ, que nous commencerons le patient travail que le Seigneur nous presse d'entreprendre.*

« Cherchez d'abord le Royaume et sa justice, et toutes ces choses vous seront données par-dessus le marché. » « Toutes ces choses », par ces mots entendons peut-être, si Dieu les veut, la paix du monde, la cessation des guerres, la

fin de ce fléau, qui en arrive enfin à donner corps à l'antique fantôme de la Gorgone, et, d'une ville entière, fait en quelques secondes un désert minéral. A-t-on noté ici le sérieux avec lequel les politiques et les savants anglais ont envisagé la responsabilité internationale dont les chargeait la nouvelle découverte? « Si nous ne détruisons pas la guerre, la guerre nous détruira », a déclaré l'un des Lords. Détruire la guerre? Rêve fou, à coup sûr, mais qui doit pourtant, si nous voulons seulement ajourner quelque peu ce danger, devenir notre objectif. Vers cet idéal, existe-t-il plus puissante tension que celle qu'a introduite dans le monde, jusqu'en ceux-là qui la regardent comme un mythe, la réalité du Corps mystique? Plus sûre force, enfin, que celle qui se nourrit du véritable amour du Christ?

CHRISTIANUS.

ÉGLISE ET CHRÉTIENTÉ

Résistance chrétienne en Allemagne

La Vie Intellectuelle a déjà eu l'occasion d'affirmer que seul un dialogue un peu prolongé avait chance d'équilibrer les diverses positions du problème des relations franco-allemandes. Après l'article du P. Dubarle (mars 1945), le billet de *Christianus* vient en ce numéro apporter quelques précisions sur un des éléments du problème.

C'est à des Allemands que nous offrons ensuite la parole. Bientôt un de nos amis, qui a des raisons de bien connaître l'Allemagne, continuera l'entretien.

On pourra lire d'abord un récit des divers efforts de la Résistance catholique dans le pays de Bade, puis quelques réflexions d'un pasteur protestant sur le camp voisin de sa paroisse; entre les deux, quelques sonnets du poète catholique R. Schneider. Le document qui les précède aura souligné leur rôle dans la lutte contre le nazisme. Nul Français ne saurait s'en étonner, connaissant la puissance de clarté opposée par certaines poésies, d'apparence parfois ésotérique, à l'envahissement de la nuit.

Nous devons à l'amitié de M. Étienne Gilson la communication et la traduction de ces notes. Elles évoquent élégamment les problèmes de l'intégration d'une minorité vigoureuse dans une communauté nationale. Ce problème en soulève plusieurs autres.

Les questions ici posées n'ont d'autre ambition que d'inviter à définir dès maintenant des forces à qui les événements imposeront peut-être bientôt d'affirmer plus nettement leur vraie valeur et leur vrai nom.

LIVRES

LES CATHOLIQUES DE BADE PENDANT LA GUERRE

Au mois de juin de cette année, le représentant d'un journal chrétien d'Amérique vint voir la femme d'un professeur de l'Université de Fribourg. Ce professeur avait été deux fois emprisonné par la Gestapo, pour profession ouverte de la foi chrétienne et pour conspiration avec Gördeler. Cette visite les amena tous deux à reconnaître que, à l'heure actuelle, nous seuls chrétiens pouvons nous comprendre et parler les uns aux autres. L'Américain demanda au professeur d'adresser une lettre aux chrétiens (protestants) d'Amérique.

Dans les mêmes jours, le directeur de la revue *La Vie Intellectuelle* (que lisait régulièrement avant la guerre l'auteur de ces lignes) arriva à Fribourg dans notre petit cercle de prêtres et de laïcs. C'est comme catholiques d'abord que nous nous rencontrâmes; nous pûmes nous parler les uns aux autres comme membres d'abord d'une Église supranationale, mais aussi comme hommes qui connaissent leurs responsabilités morales envers la tradition humaine de l'Occident. On nous raconta ce que les catholiques français regrettaient chez les catholiques allemands, ce qu'ils avaient regretté pendant la guerre, et pourquoi ils englobaient aussi les catholiques allemands dans la culpabilité générale. Nous trouvâmes en retour l'audience de la fraternité catholique pour notre façon de voir, notre terrible destin et notre détresse pendant ces six années. C'est avec reconnaissance que nous avons accepté l'offre généreuse de montrer dans cette revue comment nous avons vécu et ce que nous avons fait. Ce n'est qu'à ce moment-là que nous eûmes conscience de notre complet isolement du monde extérieur : ni un journal,

ni un périodique ne nous étaient arrivés, pas même de la Suisse, notre voisine. Bien longtemps déjà avant la guerre, la Gestapo avait interdit aux Suisses catholiques l'entrée en Allemagne. Ici nous ne traiterons que des faits et des réalités, comme on nous l'a demandé, sans intention apologétique et sans épiloguer. Le jugement appartient au Seigneur.

Dans la première semaine de la guerre contre la Pologne, en septembre 1939, je m'entretenais du cas de conscience qu'elle soulevait avec un prêtre de mes amis qui avait fait ses études au « Germanicum » à Rome. Pour cette entrevue, nous avions fait tous les deux plusieurs heures de rapide. Il avait apporté la thèse latine de son professeur de morale à Rome; selon cette thèse, seule la guerre juste était permise, et tout homme cultivé pouvait aujourd'hui juger si une guerre est juste ou injuste. Ceux qui ont une certaine culture théologique mesureront facilement quels problèmes étaient soulevés par ces questions. L'entretien se termina par un « non liquet ». Ici nous ne devons pas juger les faits, mais les rapporter seulement. On nous permettra cependant de dire que, dans l'histoire, les causes et les prétextes immédiats et extérieurs d'une guerre s'enracinent dans des couches profondes de vrais motifs qui ne deviennent visibles, dans toute leur portée, qu'aux générations suivantes. Nous deux n'étions pas touchés immédiatement, n'étant pas soldats, par la réponse à ces deux questions. On a entendu dire une fois qu'un religieux a été fusillé pour avoir refusé de participer à la guerre, mais avec les millions de nos coreligionnaires, nous avons été plongés brusquement, sans faute de notre part, dans le grave et tragique conflit. Il devint bientôt évident, surtout après la rapide victoire sur la Pologne et sur la France, que le Parti, de plus en plus ivre d'orgueil, non seulement se refuserait à abandonner son attitude anti-chrétienne, mais au contraire qu'il était décidé après la victoire complète à se débarrasser entièrement de l'Église et du christianisme. Mais la guerre avait aussi pour effet de prouver qu'un noyau décidé de catholiques fidèles à l'Église s'unissaient davantage et formaient un corps solide dans l'ensemble du peuple; ils ressentaient tragiquement le conflit douloureux entre les intérêts de la nation et les plus hauts inté-

rêts de l'Église, et devaient en même temps sacrifier leurs fils et leurs frères sur les champs de bataille. Le slogan du parti : « Est bon ce qui sert le peuple », ce slogan si dangereux pour les idées morales de la masse n'entamait pas ce groupe serré dont les opinions étaient fondées sur la pensée chrétienne. L'épiscopat, le clergé et le peuple chrétien demeuraient en communion étroite. Contrairement à la guerre précédente, aucun évêque ni prêtre n'a participé activement à la guerre ni à la propagande de guerre. L'évêque « d'armée » demeura entièrement inconnu au peuple catholique.

Une première preuve de ce que nous avançons est le fait que beaucoup de prêtres catholiques de l'archidiocèse de Fribourg furent arrêtés pour avoir écouté des postes étrangers. A Todtnau, petite ville de la Forêt-Noire près de Fribourg, cinq prêtres d'un seul coup furent condamnés à trois ans de réclusion pour avoir écouté en commun des postes étrangers. Beaucoup d'autres subirent le même sort.

La question de notre presse catholique du dimanche surtout vint très tôt faire éclater le conflit interne. L'archidiocèse de Fribourg avait un périodique tiré à 120.000 exemplaires qui apportait chaque dimanche la nourriture spirituelle à la grande masse du peuple catholique. Le Gouvernement pouvait trouver là un moyen puissant pour sa propagande. Il fit pression en ce sens sur tous les diocèses allemands qui possédaient chacun un pareil périodique, mais à part de très rares exceptions, ils restèrent fidèles à leurs vraie tâche religieuse. Le fait qu'en 1941 toute cette presse fut supprimée prouve qu'elle n'a pas rendu ce que la Propagande avait attendu d'elle. On peut dire la même chose de nos nombreuses maisons d'édition catholiques. A partir de 1940, il fallut pour chaque livre demander le papier au Ministère de la Propagande; ce fut à peu près la fin de la production des livres catholiques. Pour eux on n'accordait pas de papier. Mais lorsque, au mois de juin 1941, commença la guerre contre la Russie, Goebbels lui-même pria indirectement les éditions Herder à Fribourg de faire écrire par des théologiens en renom une série de brochures contre le bolchévisme. On les alléchait en leur promettant pour d'autres livres du papier et des autorisations. Les éditions Herder refusèrent pour ne pas aider à prolonger la guerre.

Quatre fois, elles ont failli être fermées. Leur seule contribution à la guerre fut un *Missel pour le sac du soldat* et le *Manuel chrétien pour les prisonniers de guerre français*, mais celui-ci fut bientôt interdit. Quelque temps, des maisons d'édition réussirent à tourner les lois sévères concernant le papier, mais ce fut bientôt la fin. En ce qui concerne l'édition catholique, l'Allemagne devint un cimetière : les livres catholiques ne pouvant pas « servir » au sens indiqué plus haut, on les supprima.

Mais alors on y suppléa par une nouvelle espèce d'ouvrages catholiques : on se mit à copier et à diffuser secrètement des livres entiers, des brochures, des essais, des sermons. Courageusement des hommes, prêtres et laïcs, mais surtout des femmes audacieuses, ont réussi des choses invraisemblables. Même nous autres Allemands serons étonnés si un jour on en peut raconter toute l'histoire. Parmi les auteurs dont les œuvres furent ainsi copiées, dactylographiées, ronéotypées, le premier sur la liste est sans conteste Reinhold Schneider, le poète catholique de Fribourg. Longtemps avant la guerre, avant même 1933, les éditions Hegner à Leipzig avaient fait paraître son grand ouvrage sur Philippe II, roi d'Espagne. C'était un livre d'histoire, mais, comme le dit le sous-titre « Religion et puissance », l'auteur voulait, sous le couvert de personnages historiques, avertir les puissants de leurs responsabilités dans l'usage du pouvoir. En pleine guerre, Reinhold Schneider a donné dans une conférence la quintessence de ce livre dont le sens le plus profond et la véritable intention sont exprimés par la phrase suivante : « C'est de Dieu que Philippe avait reçu sa charge, devant Dieu qu'il l'exerçait, dans les mains de Dieu qu'il la rendit sur son lit de mort... Une vie dominée par une mission... Une loi... Cette loi cependant se connaissait des limites, ce qu'ignore la servitude démoniaque; toute la puissance royale était soumise à la croix. » On se servait ici du passé historique pour servir le présent. Comme personne en Allemagne, surtout pendant la guerre, ne pouvait attaquer publiquement le pouvoir et les actes de violence du régime sans risquer sa vie, Reinhold Schneider choisit ce moyen de prononcer un jugement sur le pouvoir actuel. Tout le monde comprit ce qu'il voulait dire, et par

là s'explique que ce livre ait été si recherché pendant la guerre. Il put néanmoins prononcer sa conférence dans deux académies allemandes; elle fut imprimée en 1941 par l'éditeur des Annales Historiques (*Historisches Jahrbuch*), autrefois les Annales de la « Görresgesellschaft ». On opposa l'usage chrétien du pouvoir à la violence du pouvoir démoniaque qui régnait alors en Allemagne. Reinhold Schneider fut invité à donner des conférences dans de petits cercles, devant des étudiants à Fribourg; il parla même à l'église et devant des protestants. On recherchait beaucoup aussi les autres beaux livres du même auteur, *Las Casas* et *Pouvoir et grâce* (paru aux éditions Insel et dont le titre indique la tendance). On ne pouvait offrir de cadeaux plus précieux à des hommes cultivés qu'un de ces livres, mais les tirages furent très vite épuisés. Les chrétiens, protestants et catholiques, cherchaient passionnément à connaître cette conception sainte du pouvoir et cette critique profonde des méthodes de Hitler. Partout, ce prophète catholique qui prêchait contre l'orgueil et l'absolutisme des maîtres de l'Allemagne s'est fait entendre donc, non seulement chez des protestants, mais aussi dans des groupes libéraux qui, nourris de l'éthique idéaliste allemande, ont souffert de la violence du régime et du manque de liberté.

Alors aussi commença la diffusion clandestine des écrits de Reinhold Schneider; comme un fanal apparut le recueil de sonnets *Voici l'heure du saint*, que les éditions Alsatia osèrent imprimer en Alsace. Ces poésies se frayèrent un large chemin. On peut difficilement mesurer quelle force chrétienne pénétrait par ces vers jusqu'au fond des âmes, alors qu'au dehors il n'y avait plus que guerre et injustice. Le poème le plus remarquable du recueil commence par ces vers : « Seule la prière peut encore réussir — à écarter le glaive de nos têtes, — à arracher par une vie sanctifiée — ce monde aux forces de la justice. » Le tirage de ces poèmes s'épuisant aussitôt, le recueil entier, ou des sonnets détachés, furent copiés des milliers de fois. A Constance, une religieuse les a fait réimprimer illégalement sans indiquer ni l'auteur, ni l'éditeur. Un aumônier militaire fit la même chose en Galicie occupée. Un officier de l'état-major de Stalingrad, de ce Stalingrad où commença la terrible

défaite allemande, écrivait dans sa dernière lettre : « Les copies de Reinhold Schneider circulent parmi les officiers d'état-major pour les consoler et les fortifier. » Dans les camps de concentration et les prisons, ces ouvrages circulaient parmi les détenus, et les condamnés à mort y cherchèrent les dernières pensées religieuses qu'un prêtre ne pouvait plus leur offrir. Les sonnets du petit volume expriment le sort tragique et l'espérance des chrétiens dont la foi s'oppose au pouvoir de l'enfer; ainsi ce recueil se dresse comme une croix dans l'histoire de cette guerre. Même dans les réunions pieuses de jeunes filles, on lisait à haute voix et on discutait des ouvrages de Reinhold Schneider. Un beau jour on vint, du Grand Quartier Général d'Adolf Hitler, faire à leur sujet une enquête à Colmar. L'éditeur et l'auteur connurent quelques semaines d'angoisse, mais rien ne vint. Un poète, ami de Reinhold Schneider, a dit de lui : « C'est avec la sécurité d'un enfant qu'il traverse les dangers; nous autres, ses amis, savons qu'il est menacé et qu'il marche sur une crête dangereuse, mais il obéit à une pression intérieure. »

Dans l'été de 1940 l'évêque de Münster, Mgr Von Galen, prononça des sermons fameux contre le national-socialisme; toute l'Allemagne en parla. Bientôt, ils furent copiés et diffusés, on les a même copiés pendant les heures de travail dans un bureau de l'administration badoise. On a également fait circuler la lettre du célèbre aviateur Mönders, membre de la Jeunesse Catholique. A Fribourg, un prêtre fut pris pour avoir expédié une copie de cette lettre, et la Gestapo le punit de trois semaines de prison, ce qui passa pour une condamnation modérée. A Heidelberg et Mannheim, de jeunes catholiques durent se justifier sur ce point devant le tribunal. Un prêtre fut envoyé dans un camp de concentration pour avoir répandu la lettre. On envoya à Paris des avions du Quartier Général pour faire subir un interrogatoire à un aumônier militaire catholique qui avait diffusé la lettre de Mönders, et, pour le punir, on le limogea de Paris. Dans cette lettre, Mönders avait écrit à son aumônier que les chrétiens affirment la vie, que les autres la nient. Plus tard, on a démenti l'authenticité de la lettre,

cela ne change rien à l'affaire; aujourd'hui d'ailleurs, on doute sérieusement de ce démenti.

Pour les soldats qui manquaient de livres religieux, un laïc catholique, Heinrich Höfler, a organisé à Fribourg, au siège et avec l'aide de la « Deutscher Caritasverband », un « Secours de guerre de l'Église » pour les soldats. Le but de ce travail était de maintenir et de fortifier chez les soldats catholiques les sentiments chrétiens et humains contre les menaces rudes et continuelles du nouveau paganisme nazi. Bientôt cette entreprise attira l'attention du ministère de la Propagande et de la Gestapo qui tentèrent de la rendre impossible, d'abord en n'autorisant que des petites brochures vieillies et sans valeur, plus tard en recourant à des méthodes plus rigoureuses. Alors, on se mit aussi à copier des livres entiers, malgré tous les décrets; on continua à procurer de la sorte la nourriture spirituelle des soldats chrétiens, et un véritable génie créateur trouva le moyen de faire toujours parvenir jusqu'aux champs de bataille ces envois que le Parti, comme le Quartier Général, jugeaient cependant gênants. Malgré toutes les difficultés, puisqu'il était interdit de consacrer du papier à de tels livres, les éditions Alsatia imprimèrent courageusement beaucoup d'exemplaires de brochures utiles, comme par exemple le *Notre Père* et le *Chemin de la croix*, de Reinhold Schneider[1]. L'auteur de ces lignes, qui n'a pris aucune part à cette entreprise, s'incline avec le plus grand respect devant cette œuvre dangereuse. Comme son fondateur devenu soldat continuait cette propagande chrétienne, et désormais non seulement de Fribourg, mais aussi d'ailleurs, la Gestapo le fit arrêter pendant une permission; pendant presque une année, il fut retenu pour cette raison dans une prison de Berlin. On l'accusa — et c'est un trait caractéristique de la Gestapo — de « destruction de la Wehrmacht ». Il ne s'agissait pourtant que de direction de conscience, activité purement religieuse. Les soldats catholiques lui furent très reconnaissants de ce bienfait, comme le prouve une correspondance très suivie entre son directeur et beaucoup d'au-

1. On a traduit en français *Philippe II*, *Notre Père*, *Chemin de la Croix* et *Grandeur de Corneille*.

môniers militaires et de soldats. La Gestapo, pleine de soupçons à l'égard de ces relations, se livra à des visites domiciliaires. C'est aussi M. H. Höfler qui a proposé que soit imprimé le *Manuel chrétien des prisonniers de guerre français.*

Les catholiques actifs croyaient qu'une des tâches les plus importantes de la résistance intérieure était de mettre en garde la jeunesse contre la « Weltanschauung » nazie. Nous autres catholiques, nous courions le danger que notre jeunesse ne perde son sentiment de la dignité, de la liberté et de la vocation surnaturelle de l'homme, et de ses relations avec Dieu. Peu après 1933 commença, malgré les garanties du Concordat, une lutte sévère du Parti et de l'État contre les associations catholiques de jeunes et d'étudiants. Les pères qui ne retiraient pas leurs fils de cette association perdaient tout espoir d'avancement et souvent même leur place dans les fonctions publiques. Les jeunes gens qui ne quittaient pas ces associations risquaient de grands désavantages à l'école ou à l'Université. Mais beaucoup de catholiques, parents et enfants, ont couru tous ces risques parce qu'il s'agissait de développer une humanité chrétienne contre l'humanité brutale du nouveau paganisme. Dans quelques quartiers de Fribourg, par exemple, et ailleurs aussi, se formèrent dans le « Jungvolk », stade préalable à la Jeunesse Hitlérienne, des groupes spéciaux de garçons et de filles, enfants de familles catholiques pratiquantes qui rendirent ainsi inefficace l'influence nazie. Il est impossible de donner des noms et des chiffres pour prouver ce que les familles ont fait, osé et sacrifié pour conserver à la jeunesse l'esprit chrétien. On en connaît un nombre magnifique (un mémoire décrit l'exemple caractéristique d'une famille de douze enfants) qui tenaient ostensiblement leurs enfants éloignés de toutes les organisations du Parti; à coup sûr leur avancement en eût souffert si le régime n'avait été renversé. Ce n'est que plus tard qu'on pourra peut-être découvrir la large et forte influence des familles catholiques pendant ces années. Le groupe fribourgeois de l'association interdite « Neudeutschland », l'élite catholique de la jeunesse avant 1933, avait encore deux cents membres au commencement de la guerre. Découverts, ils risquaient tous

leur carrière. Les cinq classes supérieures des écoles moyennes se pressaient volontairement, et malgré toutes les railleries et moqueries, aux cours d'instruction religieuse interdits dans les classes et donnés hors de l'école par un célèbre professeur d'instruction religieuse. Les collégiens, surtout les élèves des deux lycées de Fribourg, étaient du même esprit d'opposition au régime. Les élèves posaient aux professeurs des questions indiscrètes, ils protestaient contre des termes qui rappelaient les théories nazies, par exemple contre « nordique » ou « racique ». Quand les garçons de seize ans d'une classe de lycée furent enrégimentés dans les services auxiliaires de la D.C.A., un groupe composé presque uniquement de catholiques, mais dont le chef était protestant, organisa spontanément chaque soir la lecture de l'Écriture Sainte, et personne n'y manquait. De leur propre mouvement, ils participèrent en groupe et en uniforme à la procession de la Fête-Dieu.

Les groupes de brancardiers composés d'étudiants en médecine constituèrent une cellule de résistance politique contre Hitler. La compagnie casernée à Fribourg, comprenant surtout des étudiants rhénans et westphaliens, forma un groupe choral et un orchestre ; pendant la semaine sainte, ils chantèrent la *Passion selon saint Matthieu* de Bach, malgré beaucoup de difficultés, puisque le thème passait pour « juif ». Ils durent l'exécuter deux autres fois, dont une fois dans la cathédrale. Ces exécutions furent un événement pour Fribourg, et leur caractère anti-nazi sautait aux yeux. Alors que les soldats n'étaient pas autorisés à participer en groupe et en uniforme à la procession de la Fête-Dieu à Fribourg, ces étudiants y prirent part, intercalant après chaque rang de militaires un rang de quatre garçons en civil. Le nombre de ceux qui prenaient part à cette célèbre procession de Fribourg — comme dans d'autres villes — croissait d'année en année. Elle devint une belle manifestation d'opposition au nazisme. On savait pourtant que la Gestapo prenait des photos, et que ceux qui étaient ainsi découverts étaient exposés à des ennuis professionnels, par exemple des industriels et des commerçants ne reçurent plus de commandes officielles, on ferma plusieurs magasins, on réprimanda des employés, etc.

La compagnie des étudiants de Munich fut particulièrement active dans la résistance politique. Elle prit contact avec les fameux publicistes Karl Muth et Theodor Haëcker; elle organisa des cercles à Cologne, Sarrebruck, Stuttgart et à Fribourg. A Ulm les frères et sœurs Schell furent le centre de cette résistance. On avait pour tâche de grouper partout des personnes, de les préparer à la défaite, aussi inévitable que nécessaire, de l'État et des militaires, enfin de former des groupes d'hommes actifs, capables, au cas où les troupes alliées envahiraient l'Allemagne, de contenir les formations locales du parti, dans les Provinces et les Pays, si une conspiration parvenait à abattre le pouvoir de Hitler en son centre. C'étaient avant tout des membres du mouvement de jeunesse étudiante catholique « Neudeutschland » qui participaient à ces groupes actifs. Un de leurs chefs à Fribourg était le Sanitätsfeldwebel, l'étudiant en médecine Willi Graf. Il fut dans toute l'Allemagne méridionale un des propagandistes les plus énergiques et les plus infatigables de cette résistance; il initia aux préparatifs d'autres personnalités de l'université de Fribourg et prit contact avec les cercles ecclésiastiques. On obtint d'eux des sommes d'argent considérables. Lors de la distribution de feuilles volantes imprimées contre Hitler, le « meurtrier de Stalingrad », à Munich, la Gestapo tombe sur la piste de ce groupe qui, depuis longtemps, avait attiré son attention par des démonstrations d'étudiants antinazistes. Graf fut fusillé, Heinz Bollinger, docteur en philosophie, et Helmut Bauer, docteur en médecine, tous les deux de Fribourg, furent condamnés à sept ans de réclusion; on put brouiller les autres pistes.

Lorsque, en 1943, se répandit de plus en plus la nouvelle que, dans les cliniques, les maisons d'aliénés, de même que dans les camps de concentration, des médecins se laissaient entraîner à tuer des hommes au lieu de les guérir, le professeur d'anatomie pathologique de l'université de Fribourg, M. Franz Büchner, bien connu comme catholique agissant, se déclara publiquement contre ces abus. Personne ne se doutait de ce qu'il dirait, ni les auditeurs, ni ceux qui avaient organisé cette conférence, lorsque, dans la série de cours populaires de l'université, le programme annonça de lui un discours sous le titre « Le serment d'Hippocrate ».

M. Büchner montrait, en se référant à l'éthique de ce médecin grec, que la sainteté et l'inviolabilité de toute vie humaine doit être la loi fondamentale de la morale médicale, et qu'il est strictement défendu à tout médecin de tuer un homme confié à ses soins, même si l'État ou le malade lui-même le demande. Aussi se prononça-t-il publiquement et courageusement contre tout homicide commis par un médecin, et, par conséquent, contre l'euthanasie, pour laquelle, juste à ce temps-là, un film destiné au grand public faisait beaucoup de propagande. Les étudiants présents applaudirent d'une manière impétueuse et démonstrative, et, dans la suite, ils protestèrent vigoureusement contre ce film. Les tentatives du Parti faites contre M. Büchner échouèrent, parce que ses recherches scientifiques le rendaient indispensable.

La résistance de l'archevêque de Fribourg, Mgr Gröber, est assez connue. Elle s'appuyait sur la résistance de ses diocésains. De telles attitudes se conditionnent les unes les autres. La voie dans laquelle il marchait était dangereuse. Quand il prêchait, la cathédrale était pleine à craquer, et souvent la foule lui fit, ensuite, des ovations. Le clergé de l'archidiocèse de Fribourg était complètement d'accord avec son archevêque. A la fin de la guerre, on fit connaître que six prêtres de l'archidiocèse étaient morts au camp de concentration de Dachau. Alors qu'approchait la première armée française, la SS a encore « maltraité d'une manière barbare et tué » le doyen d'Untermünstertal (près de Fribourg), âgé de soixante-neuf ans, parce qu'il passait pour l'âme de la résistance contre le nazisme dans cette région.

On ne peut pas décrire, même approximativement, quel secours dévoué et courageux les catholiques prêtèrent aux personnes opprimées et persécutées par les nazis, par exemple aux juifs. On les aidait par tous les moyens; on envoyait des vivres dans les camps de concentration, on ménageait la fuite à des personnes menacées, on les accueillait dans les familles; on leur donnait à manger (sans tickets), et on les cachait souvent longtemps. Une femme courageuse de Fribourg, pendant les premières années de la guerre, a pris parti pour les catholiques de race juive. Soutenue par l'Association de charité (*Deutscher Caritasverband*), et avec

l'aide des évêques allemands, elle organisa des secours. De cette façon elle a sauvé beaucoup de juifs des camps de concentration et de la mort. Enfin elle fut prise par la Gestapo et envoyée dans un camp de concentration. Un prêtre qui vivait près de la frontière suisse fut déporté également dans un camp de concentration pour avoir accueilli une femme juive et lui avoir montré le chemin qui conduisait au-delà de la frontière. Un religieux, chef d'une maison de charité près de Fribourg, accueillit et cacha pendant des mois des femmes juives malgré le grand péril encouru; ainsi leur évita-t-il la déportation à Theresienstadt.

Nos frères protestants ont mené la guerre contre le régime, non seulement en continuant la lutte dans le domaine ecclésiastique contre les « chrétiens allemands », ou contre l'évêque d'État hitlérien Ludwig Müller, mais aussi sous l'influence de Gördeler, en travaillant activement dans le domaine de la politique. Gördeler était souvent l'hôte du professeur de l'université de Fribourg, M. Constantin von Dietze, un des chefs de l' « Église confessante » (*Bekenntniskirche*). Un groupe de professeurs chrétiens de l'université furent chargés par Gördeler et von Dietze d'élaborer avec soin des mémoires, pour montrer comment, après la chute du régime nazi, on pourrait, d'après les idées chrétiennes, réorganiser l'État, le droit, le commerce et l'éducation, et établir des relations entre l'Église et l'État. Les membres de ce groupe, dont on découvrit les travaux, après le 20 juillet, furent arrêtés par la Gestapo pendant une session; on déporta à Berlin von Dietze et deux autres professeurs, et on les accusa de haute trahison. Les débats furent ajournés grâce à un heureux hasard, le président de la soi-disant « Cour d'appel populaire » (*Volksgerichtshei*), Roland Freisler, un des personnages les plus méprisables de la justice allemande, ayant été victime d'un bombardement. Plus tard, les troupes alliées purent délivrer les détenus. Tous ces échecs accablèrent profondément les cercles dirigeants de cette résistance : ils virent qu'il faudrait boire le calice jusqu'à la lie et que, seule, la victoire des nations alliées pourrait nous délivrer de Hitler.

A présent, une terrible fatalité veut que nous soyons tous enveloppés dans le destin redoutable du Parti qui dominait

l'Allemagne; en ce moment, le monde qui jusqu'alors dans sa radio-diffusion n'avait jugé coupables que les nazis, enferme dans ce jugement tous les Allemands, y compris les catholiques. Ceux d'entre nous qui voyaient le plus clair, ou plutôt tous ceux, même les fidèles les plus simples, dont le sentiment n'était pas faussé, savaient que cela devait arriver, savaient que nous serions une communauté de coupables. Cependant la plupart n'ont appris que récemment les vraies atrocités des camps de concentration. La communauté de destin d'un peuple entraîne la communauté dans la responsabilité. Et personne ne peut échapper au sort tragique qu'elle implique. L'autre question, de savoir quelles fautes personnelles et par action ont pu commettre les catholiques allemands, doit être laissée au Seigneur. C'est lui qui juge. Nous sommes prêts à faire pénitence et à expier, et voilà ce que nous voulons dire à tous. Il est presque impossible de juger de cela du dehors. Il faudrait l'avoir vécu à l'intérieur de l'âme. Nous demandons de tout cœur à nos frères catholiques à l'étranger de réfléchir sérieusement à ces idées. Les chrétiens russes n'ont pas agi autrement. Un des plus nobles prêtres de Bade, le curé Feuerstein de Donaueschingen, crut ne plus pouvoir porter le fardeau qui l'accablait. Pour cela, à la Saint-Sylvestre 1943, il fit un sermon d'un style parfaitement clair; en conséquence, il fut pris et envoyé à Dachau, où il mourut quelque temps après. Sa paroisse n'a reçu que ses cendres après trois mois; elle les a déposées dans l'église paroissiale. La question de savoir dans quelle mesure on est obligé d'agir personnellement et de risquer héroïquement sa vie, me semble être une question de vocation particulière et de grâce.

Qu'on veuille nous pardonner si parfois nous nous sommes laissés aller à l'apologie. Le régime de Hitler, qui à ses débuts, en 1933, ne comptait qu'une petite minorité, devint la tentation du peuple allemand. Il a égaré les consciences en concluant tout de suite le concordat avec le Saint-Père, le pacte de non-agression avec la Pologne. Il a profité d'une manière habile et raffinée de toutes les dispositions du peuple allemand : du sens de l'organisation rigoureuse et de la soumission, du manque d'expérience démocratique, et par conséquent du manque du sens de la liberté, du penchant

pour le militarisme et les uniformes. S'emparant de la classe moyenne de notre peuple, la classe politiquement amorphe, la tentation a pu s'agrandir à des dimensions gigantesques, de sorte que les petits groupes n'y pouvaient plus rien; elle pouvait renfermer toutes les dimensions entre le ciel et l'enfer. Tout peuple, dans le cours de son histoire, ne peut-il être tenté une ou plusieurs fois? Chaque peuple a sa propre tentation (cf. Chateaubriand, *De Buonaparte et des Bourbons*). Sous cette tentation gigantesque a succombé l'Allemagne.

* * *

QUELQUES SONNETS DE REINHOLD SCHNEIDER

C'EST L'HEURE DE SAINTETÉ

C'est l'heure de sainteté. Dans la lutte se brise
Le glaive du héros, ceux qui demandent un signe
Ne voient monter que des astres de plus en plus étrangers
Et ne maîtrisent plus les Puissances.

Nulle tête ne rayonne et nulle voix ne parle,
L'horreur saisit les Princes, les vainqueurs tremblent,
Ils sortent du tombeau ceux qui furent abattus
Et tous deviennent pour tous le Jugement.

Il est le plus fort celui qui a la paix. —
Où les puissances se combattaient sans merci,
Là devient puissance une ardente compassion,

Jusqu'à ce que de Dieu le Saint au lieu maudit
Arrache l'âme de haute lutte, qui avait souffert l'Ennemi,
Et laisse l'Ennemi et le Monde en ses bras reposer.

INTERRÈGNE

Un Saint Empire qui jamais ne s'achève,
La Messe du Seigneur jamais toute accomplie
Les premiers pas audacieux dans la voie bientôt délaissée
La pure incandescence trop hâtive, déjà dépensée :

Ainsi de la foi ta douleur s'est détournée,
Et lorsque tu cédas le sacré pour la faute et le délire,
Dans la détresse il t'aborda le Tentateur
Pour exiger l'Empire auquel tu fus promis.

Et comme la grâce pour celui qui la manque
Devient malédiction, et que malédiction bâtit une tour de malédictions,
Là même où fut une grâce sans exemple,

Tu perds ton sang pour la puissance qui t'a vidé de ton âme
Elle s'évanouit la résonance de la parole sacrée, ton soir gronde,
Et tes fidèles désertent tes autels.

LES NOUVELLES TOURS

Elle s'abîme maintenant l'œuvre des pères dans l'incendie et l'horreur,
Des générations le long labeur
En ruines affreusement croule la nuit
Et dans leurs rêves seulement ils verront ce qui fut, les enfants de nos enfants.

Or ne peuvent sauver que ceux-là qui espèrent,
La puissance des murs profondément secrète, elle vit
Du saint sacrifice qui veille ardemment en leur enceinte
Et ceux-là seuls qui prient vont élever des tours.

Le profane inexorablement se perd.
Mais quand ils croulent, les temples déchus du monde,
En temples se doivent muer les cœurs.

Secrètement un sens de pure foi bâtit
Des temps reculés les audacieuses voûtes,
Et le reflet du Christ consacre des prêtres.

(Du recueil *C'est l'heure de sainteté.*)

AVENT 1944

Faites repentance et faites silence et priez! Et vénérez vos morts :
Ils ont expié votre faute. N'interrogez pas Dieu, interrogez
Ce cœur amer qui vous accuse,
Mais soyez prêts car vous aussi vous êtes appelés.

Tout est consommé. Là où rougeoyait l'incendie
Se dresse à nouveau le signe de contradiction.
Apprenez à le craindre avant que de sombrer,
Plus que toutes les terreurs qui vous menaçaient.

Dans chacun de vos bagnes elle se tord votre faute,
Sous les décombres elle crie sa plainte, ensevelie;
Sur la terre chauve, sans linceul et sans cercueil.

Hautement de Dieu règne la patience justicière
Qui construit avec ceux-là qui ont profané.
Soyez dès lors les pierres sacrées du Temple.

LES NUITS

Joa., VI, 64.

Déjà le printemps caresse les branches humides
Des pins bien-aimés et la brume s'écoule
En la lumière dorée qui à flots se répand
Sur les clairs degrés rocheux des montagnes.

Peuple ébranlé! Qu'une sainte matinée s'incline
Vers la terre où la faute et la mort ont germé,
Avant que le Seigneur n'ait clos les lèvres qui prient,
Que ton Ange te montre la nouvelle terre.

Encore les forêts sont tiennes, les audacieuses crêtes
Sur lesquelles librement l'esprit s'est élancé
Et tous les royaumes que l'esprit aspire à explorer.

Les cimes familières mugissent puissamment
Et chaque croix d'une abondante verdure est enlacée.
Tu vis dans l'esprit qui te survit.

AU SOIR DE L'HISTOIRE

Et puis c'est pourtant la paix, une lueur orne
Des rois bien aimés le muré tombeau.
Le témoignage que ton agir et ton souffrir ont donné,
Il est passé dans l'immuable.

Celui dont le cœur est oppressé la nuit par ton affreux destin,
Il ne prend pas le glaive ni le bâton du juge,
Et s'il te faut disparaître, peuple qui perds ton sang,
Il meurt aussi mon jour, au plus profond de la douleur,
comblé.

La faute pousse encore obscure mais puissante au salut.
Ton violent cœur l'Ennemi l'a dévoré,
Il t'a fait miroiter le monde pour la résonance de ton âme.

Je suis de la grande fin le pauvre mot,
La dernière bouche qui honore ta couronne,
Je t'appartiens autant que ton déclin.

AU SOIR DE L'HISTOIRE

Ton Ange alors s'avance tel un hérault
Et renverse ton blason et brise ta cuirasse;
Autour d'un vaste tombeau des monts jusqu'à la mer
Grossit le chœur des morts profondément remué.

« *Malheur au peuple qui se conjure avec la mort !*
Qui pour son propre honneur livre l'honneur de Dieu
Et au Démon la force des armées,
Malheur au peuple qui a ourdi sa propre perte ! »

Le chant passe mugissant avec la violence de la tempête
Puis à nouveau renaît, alors telle la parole de l'Ange
Retentit vers nous un chant qui anathémise et qui console :

« *Les royaumes ne sont que labour de l'éternel fruit.*
Ils passent tous. Ici est le lieu saint.
Dès lors vivez dans le Royaume indivisé de Dieu ! »

(Du recueil *Les derniers jours*, 1945.)

(Traduction de PIERRE KLOSSOWSKI.)

QUELQUES PAGES DE LA CHRONIQUE DE LA PAROISSE DE LADELUND

(Doyenné de Sudtondern — Schleswig)

Saint-Sylvestre 1944.

Au moment où je songe aux événements de l'année écoulée, la T.S.F. annonce que des avions de bombardement ennemis survolent le Reich. Chaque nuit et chaque jour des villes sont bombardées, et les morts et ceux qui ont tout perdu ne sont plus dénombrables. Qui prendra un jour la responsabilité de ce qui arrive à présent ? L'un accusera l'autre, et quelques-uns seront obligés un jour de rendre compte à Dieu de cette terrible guerre. Si le chroniqueur dit la vérité, il racontera, à cette Saint-Sylvestre 1944, que presque personne ne croit à la victoire. Quelques nationaux-socialistes très fanatiques, comme... (*suivent les noms de quelques paysans du village*), attendent une arme miraculeuse qui doit nous apporter la victoire en quelques jours. Pauvres fous! Et même si la victoire devait nous revenir, qu'arriverait-il ? — Notre Église subirait certainement des moments de persécution terribles. Le gouvernement s'est détaché de toute trace de christianisme. De tous les chefs, grands et petits, il n'y en a pas un qui reconnaisse la moindre chose de l'alphabet du christianisme. Je suis sûr que, pour cette affirmation, je suis mûr pour un camp de concentration. Tel est aussi l'avis de la grande majorité des habitants du village.

La présence d'un camp de concentration à Ladelund nous a ouvert les yeux.

Le camp de concentration

La guerre se rapproche de nous. L'ennemi est aux frontières de la patrie, et les a dépassées en quelques endroits.

Nous comptons aussi sur des invasions par terre et par air. Dans le village, des tranchées anti-chars ont été creusées et des positions de défense ont été construites. Que Dieu épargne, de grâce, notre chère patrie, et éloigne de nous les champs de bataille.

Exauce-nous, Seigneur, Seigneur notre Dieu!
Construis un mur autour de nous,
Que l'ennemi en ait peur,
Et qu'il regarde ce mur en tremblant!

Pour creuser ces tranchées anti-chars, un camp de concentration vint dans notre village, au début de novembre. Les bagnards furent logés dans les baraques du camp de travail. Tout ce que notre village a subi alors a été tellement terrible qu'il est tout simplement impossible de décrire des événements. Nous aussi, nous avions entendu parler des K. Z., surtout par le poste de Londres, mais jamais nous n'avions cru que des procédés aussi sataniques fussent possibles. Le village entier en a été malade pendant des semaines. Hommes et femmes pleuraient à la vue de ce malheureux défilé dans les rues. Nous étions simplement impuissants, et nous ne pouvions que regarder.

Que vais-je donc vous raconter de ce camp ? Si je dis la vérité, et si la Gestapo me tombe dessus, moi aussi je serai condamné à mort dans un K. Z. C'est pourquoi je vais vous décrire des choses vécues; advienne ce que pourra! Ceci afin qu'on sache dans l'avenir ce qui a été possible ici au moment des Nazis.

Ce que j'écris est la pure vérité; les générations futures le prendront peut-être pour exagéré; ce n'est pas vrai; au contraire notre vocabulaire est trop pauvre pour qu'on puisse exprimer toutes les cruautés.

Quelques jours à l'avance, on racontait qu'un K.Z. allait venir ici pour creuser un fossé anti-chars, de Bramstedtlund jusqu'à Humptrump. C'est au début de novembre que 2.000 prisonniers sont arrivés; ils ont été logés au camp de travail où avaient séjourné auparavant 200 hommes. Le jour suivant, le chef SS du camp me téléphone pour me demander si le cimetière était propriété de la paroisse ou de la mairie. Il disait qu'il y avait quatre morts qui devaient être enterrés. Il me pria de venir un jour au camp pour un petit entretien. Dans la soirée j'y suis allé, sans toutefois passer par la route, mais par le petit chemin qui conduit chez le bourgmestre Max Feddersen. En route, je vis le misérable défilé des 2.000 punis, qui venaient de leur travail.

C'était la première rencontre avec eux.

Je marchais à côté de la colonne, qui était gardée, à peu près tous les cinquante mètres, par un soldat de l'artillerie de la ma-

rine, et j'ai vu ces gens. Ce n'étaient plus des hommes, mais que dirais-je ? Je ne sais. Ils étaient couverts de hardes, bariolés de couleurs. Dans leurs yeux je voyais le désespoir. J'ai demandé à un homme grand et maigre, portant des lunettes, d'où ils venaient et ce qu'ils avaient fait. Tout de suite un soldat est venu vers moi pour m'interdire tout entretien. Comme j'essayais encore de lui parler, le soldat resta auprès de moi pour m'observer. Les prisonniers ont pu voir à mon regard que j'avais bien pitié d'eux, et c'est pourquoi ils se retournaient encore pour me voir. Sur le chemin, il y avait un rutabaga qui avait été abandonné à la récolte. Un bagnard sortit du rang pour le ramasser. Immédiatement un autre bagnard (j'appris plus tard que c'était un « Kape ») le frappa avec une canne. Il frappait jusqu'à ce que le bagnard ait rejoint sa place et abandonne le navet. Je manifestai mon indignation en voyant qu'un homme innocent était battu, et demandai au gardien d'intervenir et d'empêcher cela. Le « Kape », qui avait repris sa place, avait entendu ma protestation, et me reprochait d'avoir montré de la compassion. Je ne me suis pas tu, et je lui ai dit que j'en parlerais tout de suite au chef du camp. Là-dessus, il me fit demander mes papiers par le gardien et me dit qu'il ferait un rapport. Je ne m'y retrouvais plus et ne pouvais pas comprendre qu'en Allemagne on battait des gens qui, poussés par la faim, ramassaient un navet, et qu'on pouvait être signalé par un bagnard quand on prenait le parti des affamés. J'ai montré à l'homme de garde une carte d'identité; de ce fait l'intervalle entre le « Kape », qui marchait dans le rang, et moi, s'était agrandi et je l'ai perdu de vue.

Ensuite, j'ai assisté au défilé des 2.000 Ils ne marchaient pas, ils chancelaient. Beaucoup d'entre eux étaient faibles à tel point qu'ils ne pouvaient pas marcher tout seuls. Ils se donnaient le bras et se soutenaient l'un l'autre. C'est ainsi que cette colonne de malheureux se traînait vers le camp.

J'ai été accueilli à l'entrée par un SS qui m'a conduit chez le chef du camp, un lieutenant SS (Sturmfuehrer). La première chose que je lui ai demandée était quel mal ces pauvres gens avaient bien pu faire et je lui ai raconté ce qui était arrivé en route avec le « Kape ». Il me dit en riant que ces malfaiteurs ne pouvaient être gardés qu'à la trique. Ce que ces malfaiteurs avaient fait ? Oui, quelques-uns ont crevé les yeux des Allemands en Pologne, et, par leur internement, on a sauvé la vie à beaucoup d'autres Allemands. Je lui dis que j'en avais regardé quelques-uns de plus près et que les malfaiteurs n'avaient pas cet air. Il me répliqua que je n'avais pas le droit de plaindre ces gens, sinon on me mettrait également au K.Z. Quand je lui dis que chaque habitant du Schleswig-Holstein les plaignait et avait horreur de la bas-

tonnade, il changea de sujet et nous avons parlé de la sépulture des morts. Il me redit encore qu'il avait quatre morts au camp et qu'il fallait encore que je compte sur trente à quarante morts dans les semaines suivantes, temps de leur séjour ici.

Je l'ai quitté après lui avoir demandé de me donner le nom des morts. Après avoir discuté assez longuement, il accepte. Ensuite, j'ai parlé au sacristain de l'enterrement. Au nord du terrain qui entoure l'église, il y avait bien un petit espace de libre, où nous aurions pu enterrer ces trente ou quarante morts, sans faire une fosse commune, comme avaient demandé les chefs SS.

Tout ému de ce qui venait de se passer, je regagnais ma maison.

Le lendemain, des bagnards sont venus au cimetière avec des gardiens pour creuser les tombes. Mais au lieu des quatre morts annoncés, il y en eut douze.

Ce fut la première fosse commune. Et cela continuait. On m'en annonçait un petit nombre, et il y en avait toujours quatre ou cinq fois plus.

La vie de ces bagnards n'était pas digne d'un homme. Pour la moindre chose on les rouait de coups. Le procédé était plein de finesse. Comme je l'ai appris plus tard, la plupart de ces gens étaient des détenus politiques. Les hommes de confiance étaient des malfaiteurs chargés de crime (« Kape » — Police de camp de concentration) qui administraient la bastonnade sous les ordres des SS. Un « Kape » distribuait sept cents à huit cents coups par jour. Ces « Kapes » étaient bien conscients de leur pouvoir : à plusieurs reprises, ils ont rappelé à l'ordre des gardiens quand ceux-ci manifestaient de la compassion. Ils étaient bien nourris et habillés proprement; chacun d'eux portait toujours à la main un gros bâton. Quand, après une nuit douloureuse, pendant laquelle ils ne pouvaient s'allonger à cause du manque de place, mais bien obligés de s'accroupir, les bagnards devaient le matin se mettre en rang pour aller au travail, il y en avait qui étaient si faibles et si malades que cela leur était tout à fait impossible. Ces pauvres gens étaient alors battus jusqu'à ce qu'ils soient sortis et alignés. Leurs camarades les traînaient ensuite au lieu du travail. Et le Kape les rouait encore de coups, jusqu'à ce que ces hommes épuisés prennent le manche de la pelle et commencent à travailler. Bien vite ils n'en pouvaient plus, et le Kape recommençait à les battre. Ce traitement recommençait jusqu'au moment où le Kape constatait que le détenu n'en pouvait plus du tout. On le traînait de côté et il mourait. Le soir, les camarades ramenaient le cadavre au camp. Ce fait a été observé par chaque habitant de Ladelund et chacun a entendu les cris des personnes battues. *Et nous ne pouvions rien faire.* Si quelqu'un faisait la moindre réclamation, il fallait qu'il s'attende à être arrêté immé-

diatement. Les premières semaines, on ramenait chaque soir au camp des morts (des morts sous les coups). Dans la suite, les choses s'améliorèrent. J'en parlerai tout à l'heure.

Au cimetière, j'ai parlé à beaucoup de prisonniers et c'est ainsi que j'ai appris quelques détails. Nous n'avions pas le droit de leur dire un mot, mais les gardiens étaient convenables et n'ont jamais fait de difficultés. J'avais donné l'ordre que le nombre des travailleurs ne dépasse pas 50 %, les autres demeurant à la chaufferie de l'église pour se reposer. Là, nous pouvions donner à manger aux bagnards sans nous faire voir. A plusieurs reprises j'ai acheté du pain sans tickets chez le boulanger Ocksen. Savait-il pour qui était ce pain ? je n'en sais rien. J'ai apporté aussi plusieurs fois de la nourriture de chez moi pour rassasier ces pauvres gens. Je leur ai donné beaucoup de tabac que j'avais planté moi-même. Les SS qui sont venus à plusieurs reprises au cimetière voulaient interdire cette répartition du travail, et j'étais obligé de leur dire énergiquement que j'étais le maître du cimetière et que seul j'avais à y commander. Un des SS voulait aussi me défendre de mettre une simple croix de bois sur la fosse commune. Il disait que pour lui ces morts étaient bien morts, tandis que je lui répliquais que ce n'était pas le cas pour moi. La paix allait bien revenir un jour et la haine entre les nations aurait une fin. A ce moment, il y aurait certainement des parents qui viendraient pour voir les tombes des leurs. La croix est restée malgré la défense des SS.

Quel mal ces bagnards avaient-ils fait ? Voici quelques exemples :

1) J'arrive au cimetière pour voir le travail qu'on y fait. Je vois un prisonnier sortir un mégot de sa poche. Il n'a pas de feu. Un des gardiens va vers lui et lui donne une allumette. Je lui dis que ce petit acte de charité me faisait bien plaisir et qu'il avait pitié du prisonnier. « Oui, dit-il, que voulez-vous, nous nous connaissons bien, il a été autrefois le maire du village voisin. » Tous les deux étaient originaires du pays des Sudètes. Le gardien était jardinier et me parlait de chez lui. Il m'a montré quelques photos de sa famille et de son jardin, entre autres une plantation de concombres. Le prisonnier aussi a regardé les photos et les vues; le gardien et le prisonnier parlaient de leur pays natal. Sur ce, j'ai interrogé le prisonnier : « Dites-moi un peu ce que vous avez fait pour venir ici ? » Il me raconta qu'il avait été autrefois maire social-démocrate et qu'au bout de vingt ans une vague d'arrestations avait traversé le pays. C'est pour cela qu'il avait été arrêté et parce qu'il n'avait pas de parents dans l'armée allemande, on l'avait mis aux K.Z.

Voilà un homme bien innocent! Je suis tout à fait certain qu'il m'a dit la vérité. Le gardien a lui aussi certifié l'exactitude.

2) Beaucoup de morts étaient originaires d'une petite ville hollandaise : Putten. J'avais remarqué cela. J'ai demandé un jour à un jeune prisonnier hollandais s'il connaissait la ville de Putten. Oui, il était même de Putten. Je lui demandai alors quel mal les gens de Putten avaient bien pu faire, car il y avait beaucoup de morts de cet endroit. Il m'a raconté que dans sa ville deux officiers allemands avaient été tués; sur ce, beaucoup d'hommes ont tout simplement été arrêtés et mis aux K.Z. Il ajoute très tristement qu'on ne l'avait jamais questionné et qu'il n'était pas du tout prouvé que les officiers allemands avaient été tués par des habitants de cette ville.

Voilà donc des gens innocents au K.Z. de Ladelund, ils meurent sous les coups et nous ne pouvons rien pour eux.

3) Je parle à un jeune Hollandais : il a le regard franc et ouvert. Il n'a pas l'air d'un malfaiteur. Il se plaint amèrement du traitement inhumain infligé au camp. Quand je lui demandai le motif pour lequel il était venu à ce camp, il me racontait la chose suivante : Il avait été chauffeur particulier d'un grand industriel à Munchen-Gladbach. Il me cita son nom mais je l'ai oublié. Celui-ci lui avait donné l'autorisation d'aller voir ses parents en Hollande. Les papiers nécessaires étaient tous en règle. C'était au moment où les Anglais avaient débarqué sur le continent. Bien que ses papiers fussent en ordre, il avait été arrêté par la police SS dans son pays, après cette constatation qu'il était susceptible de passer aux Anglais et de combattre alors contre les Allemands. C'est ainsi qu'il avait tout simplement été mis aux K.Z. Mais il avait bien espoir d'être libéré un jour, puisqu'il était tout à fait innocent. Il croyait qu'un jour on allait examiner son cas pour mettre à jour son innocence et qu'il serait libéré. Il ne voulait pas boire l'eau des flaques et voulait tout faire pour bien passer ses mauvais moments aux K.Z. Un jour, il recouvrerait certainement la liberté. Je me demande s'il ne s'est pas trompé, le jeune Hollandais. Que le Seigneur notre Dieu étende sa main protectrice sur lui et le ramène chez lui. Il pensait aussi que son chef allait intercéder pour lui et obtiendrait sa libération.

Ces trois exemples doivent nous suffire pour nous faire savoir pour quel motif les prisonniers avaient été mis aux K.Z.

Les morts que j'ai vus étaient d'une maigreur squelettique. On les avait mis *dans des sacs en papier* et on en a amené seize en même temps avec la voiture du fermier Jen Rasmussen. Il pleuvait souvent et ces sacs en papier détrempés par l'humidité, le

sang et les excréments laissaient voir les cadavres nus. Un très grand nombre avaient été tellement battus que je puis dire, bien qu'incompétent, qu'ils ont été battus jusqu'à la mort. J'ai souvent constaté que le dos, le bas du dos, le cou et la tête portaient des traces bleues et rouges, j'y voyais aussi des traces de coups, deux ou trois avaient un coup de pistolet dans la nuque; deux cadavres étaient enveloppés dans des couvertures et ligotés avec du fil de fer. J'ai dit aux prisonniers qu'ils devaient sortir les cadavres des couvertures et les rendre au camp. Le conducteur (qui était aussi un bagnard) et le gardien SS qui l'accompagnait me dirent que cela était défendu. Les cadavres devaient à tout prix être enterrés avec les couvertures. Je n'y pouvais rien et devais les regarder faire. Quel air devaient avoir ces pauvres gens! Que Dieu ait pitié en grâce de notre pauvre peuple. Ce dernier, à cause du camp, attire sur lui une monstrueuse dette de sang. Si seulement une résistance organisée contre ces méthodes des SS et de la Gestapo était possible en Allemagne! A quoi cela sert-il qu'un seul entreprenne quelque chose? Il est emprisonné sans pardon. Lors d'un enterrement, tant de chair humaine était tombée de ces malheureux cadavres sur le trajet de la voiture à la tombe — je ne pouvais distinguer si c'était le fait de la décomposition ou des coups — que je dus faire joindre les restes de chair après avoir fait inhumer les corps. Chaque fois que je pouvais y être, et j'y ai toujours été quand le temps me l'a permis, j'ai eu soin que les morts ne soient pas jetés pêle-mêle dans la tombe, mais bien placés, le regard tourné vers l'Est. Après l'enterrement, j'ai demandé aux prisonniers de ne pas trop s'éloigner de la tombe afin de réciter un *Notre Père*. Je faisais à la fin un signe de croix.

Les prisonniers appartenaient à toutes les professions et à toutes les classes. Un juriste s'approchait de moi, un jour; il avait étudié entre autre à Gettingue, et me demanda si je n'avais pas enterré la veille un homme du pays des Sudètes. Il m'a aussi cité son nom. Je pouvais bien me le rappeler. Il m'a demandé où était sa tombe; je la lui montrai. Je l'ai prié de me dire pourquoi il voulait savoir tout cela. Il m'a raconté que le défunt avait été un lieutenant-colonel de l'active et que leurs familles s'étaient fréquentées. Il ajouta que dès son retour il allait donner à la femme du lieutenant-colonel les renseignements concernant l'emplacement de la tombe. Ce juriste était un bon mathématicien. Il me demanda le nombre des morts et a calculé à quelle date mourrait le dernier des 2.000. S'il devait être un des derniers, il avait encore tant de temps à vivre. Il me parla de la bastonnade avec amertume et souleva sa casquette pour m'en montrer les traces.

Le jour où j'eus de nouveau une rencontre au camp avec le chef

des SS pour lui parler d'un agrandissement du cimetière, j'ai fait allusion à la fête de Noël, qui allait venir, et le priai de bien vouloir accorder quelques avantages aux prisonniers à l'occasion de cette fête de la charité. Il repoussa cette pensée et ne voulut rien savoir de Noël, en tant que fête chrétienne. Quelques jours après, il me dit pourtant qu'il y avait songé : les prisonniers devaient quand même marquer un peu la fête de Noël. Il voulait faire faire du gâteau de farine de seigle à Flensburg. En plus, il avait l'intention de distribuer du thé sucré et de quoi fumer. Il voulait même faire mettre un arbre de Noël au dehors dans la cour. Malheureusement, les prisonniers sont partis avant Noël.

Les prisonniers m'avaient raconté qu'il y avait également des pasteurs au camp. Je suis allé trouver le chef des SS pour lui demander si je pouvais faire quelque chose pour mes confrères. Il m'affirma qu'il y en avait quelques-uns, l'un d'eux était évangéliste.

Il me demanda ce que cela signifiait et je lui ai expliqué. Il me dit que je ne pouvais rien faire, qu'au contraire il aurait dû me garder au camp, car je n'avais pas même le droit de penser à ces gens.

A la mi-novembre.

A partir de ce moment le traitement fut meilleur. Ceux qui étaient bien malades n'étaient pas obligés de se rendre au lieu de travail, la nourriture s'améliora, on imposa un jour de repos au cours de la semaine.

Ces semaines ont été terribles pour le village. Chacun, à l'exception des nazis (30 %), en a été profondément ému. Dans le village, on ne parlait que du camp, et chacun regrettait de ne pouvoir rien entreprendre. Quelques-uns des nôtres, qui avaient pris parti pour les prisonniers, ont frôlé de près, tout comme moi, l'emprisonnement, ainsi, entre autres, le propriétaire de la laiterie, Jehannes Nilsen. Avec une vive inquiétude, nous nous demandions ce que l'avenir nous réservait. La caractéristique de tous les chefs est la haine de tout ce qui ne plie pas comme un esclave devant leurs exigences. La voie des nazis est imprégnée de sang et couverte de jurons étouffés; c'est un retour aux temps de l'histoire humaine la plus primitive et la plus barbare. Le village se détourne une fois pour toutes du national-socialisme, après tous les événements du camp. Je connais bien l'opinion du village, en tant que pasteur.

Que le Seigneur notre Dieu nous fasse vivre un jour où ces innocents seront remis en liberté et qu'il pardonne, de grâce, c

péché à notre peuple! Celui qui est seul ne peut rien; comment se fera notre libération? nous ne pouvons pas le prévoir. Pour entreprendre au moins quelque chose, j'ai décrit brièvement les mœurs du K.Z. de Ladelund et je l'ai envoyé de Niebull au Ministère de l'Intérieur; j'en ai aussi envoyé une copie au G.Q.G. du Fuehrer.

Je me suis longtemps demandé si j'allais envoyer cette lettre. Quand je l'ai mise à la boîte, à la gare de Niebull, j'étais satisfait intérieurement d'avoir entrepris quelque chose.

Advienne que pourra. Jusqu'à présent la Gestapo n'a pas encore été chez moi pour cela.

Ceci est un extrait de la chronique de la paroisse de Ladelund, doyenné de Sud-Tendern, écrite par le pasteur actuel, Jehannes Meyer. La copie conforme au texte authentique est certifiée par le cachet de l'église.

Ladelund, le 22 juin 1945.

(Sceau)

Signé : MEYER, *pasteur.*

REMARQUES PSYCHOLOGIQUES SUR LE CATHOLIQUE AUX ETATS-UNIS

L'élément prédominant dans l'Église catholique, aux États-Unis, est fait d'hommes qui ont été persécutés, et la psychose de la persécution leur reste. Au premier rang de cet élément sont les Irlandais. L'histoire de leurs collisions avec d'autres groupes ethniques, notamment le groupe germanique, a déjà été écrite. Il serait superflu d'insister sur le conflit, qui atteignit son suprême degré d'acuité lorsque Mgr Ireland essaya d'inculquer à tous les catholiques des États-Unis la conscience de leur qualité d'Américains.

Les Irlandais sont le premier groupe ethnique important venu aux États-Unis depuis leur fondation. Sans doute, il y avait beaucoup d'Irlandais dans les colonies américaines avant la Révolution, mais leur flot ne s'y est vraiment déversé que lorsque la famine qui sévissait en Irlande les contraignit à quitter leur pays. Beaucoup d'entre eux entrèrent par Boston, parce que le passage coûtait neuf dollars de moins pour Boston que pour New-York. Parmi les Irlandais qui s'établirent à Boston, un grand nombre trouvèrent à se loger dans un district nommé Boston Sud, d'où ils se propagèrent dans plusieurs faubourgs. Ils réussirent par la suite à élire un catholique irlandais comme maire de Boston, puis un gouverneur, David I. Walsh, qui devint plus tard et est encore aujourd'hui sénateur des États-Unis.

J'ai moi-même enseigné à Boston dans un collège catholique, et j'y ai appris trois faits : que la moitié des élèves de ma classe étaient des Sullivans, que les parents de Boston étaient résolus à ce que leurs fils poursuivissent des études, et que les fils de pompiers et de sergents de ville souffraient d'un complexe d'infériorité lorsqu'ils jouaient un match de football contre Harvard. Le sérieux alors apporté aux études était un reflet de l'intellectualité qui régnait dans le groupe dominant de Boston, ceux qu'on nommait les Brahmanes, et qui passaient pour les guides intellectuels des États-Unis.

Ceux des immigrants irlandais qui s'établirent à New-York furent parqués dans des taudis, où on les exploitait pour creuser des égouts. Vivant en villes irlandaises, ils formèrent bientôt des unités politiques. New-York était « chic », au sens vulgaire du terme; le ton de la ville exigeait une certaine aptitude à ce que l'on nomme, aux États-Unis, *wise cracking*, et qui correspond à peu près à ce qu'on nomme en français la « blague ». Le plus adroit et le plus cavalier de ces blagueurs était Jimmy Walker, maire de New-York, ancien élève du collège Saint-François-Xavier. Lorsqu'il fut publiquement dénoncé pour immoralité, financière et autre, on raconte que le

regretté cardinal Hayes fit cette remarque : « Jimmy est fort en dogme, mais faible en morale »; ce qui, même en français, n'est pas une si mauvaise blague.

A Boston, comme à New-York, tous les Irlandais appartenaient au parti démocratique. Leur force venait de leur activité sur le terrain politique, d'où ils faisaient quelques excursions dans les métiers d'entrepreneurs et d'hommes de loi. Mais, à Philadelphie, la plupart d'entre eux furent pendant bien des années républicains. Philadelphie était une ville bourgeoise, absolument dénuée d'intellectualité, et d'un formalisme froid dans sa politesse. Les Irlandais ne pouvaient y devenir sergents de ville ni employés de bureaux, et il ne leur restait d'autre ressource que de travailler comme ouvriers dans les usines de la ville. Le fait fut gros de conséquences, car beaucoup d'entre eux sortirent de là, au bout d'une génération, propriétaires ou directeurs de vastes usines, vivant dans des maisons en pierre de taille, en gens très, très respectables, tandis que le reste logeait dans un quartier du nom de *Corktown*, où la principale controverse, qui fit rage pendant toute une génération, mettait aux prises les partisans de l'abstinence totale prêchée par le P. Matthieu, un capucin inspiré par les Quakers qui a sauvé la race irlandaise de la destruction par l'alcool, et ceux qui s'employaient joyeusement à se détruire ainsi le samedi soir. Un jésuite distingué s'obstinait à nier, dit-on, qu'il fût de *Corktown*. Il assurait être né de l'autre côté de la rue. D'ailleurs, plus au sud, à Baltimore, les Irlandais adoptèrent les bonnes manières et la bonhomie qu'on y respire.

Parmi les Irlandais qui arrivèrent aux États-Unis dans les années quarante, certains allèrent à San Francisco, poussèrent jusqu'aux mines d'or et revinrent en ville pour y fonder des dynasties. A San Francisco, il y a toujours eu des catholiques et des Irlandais donnant de grandes réceptions et occupant le sommet de l'échelle sociale. C'est seulement plus tard qu'arriva à San Francisco un groupe d'Irlandais affligé du complexe de la persécution, et confirmé dans ce mal par leurs prêtres, notamment feu l'abbé Peter C. Yorke, qui était un homme de haute stature intellectuelle, mais dont le point d'ébullition était plutôt bas.

Après la guerre civile, des centaines de milliers d'Irlandais entrés aux États-Unis travaillèrent à la construction des chemins de fer américains. Beaucoup de ceux qui se dirigèrent vers le sud épousèrent des protestantes, et leurs enfants furent perdus pour la foi catholique. Il y avait très peu de prêtres dans le sud. Au contraire, la plupart de ceux qui construisirent les chemins de fer du nord conservèrent leur foi et fondèrent des groupes catholiques importants dans les villes où ils s'établirent.

Tandis que se déroulaient ces événements, et les accompagnant, on voyait survivre le souvenir et l'influence de beaucoup de ces anciens immigrants irlandais, qui vivaient avec le Christ et sa bienheureuse Mère comme font nos saints contemplatifs dans leurs couvents. Malgré les tentations offertes par les villes américaines, beaucoup d'entre eux considéraient le whisky comme un produit pharmaceutique ou, tout au plus, comme un plaisir réservé aux jours fériés. Ces hommes im-

prégnaient d'esprit apostolique leur nombreuse et vigoureuse progéniture. De là, chez leurs enfants, d'innombrables vocations sacerdotales et religieuses, et, pour ceux d'entre eux qui s'évertuaient dans le monde à atteindre le sommet de l'échelle sociale, une attitude belligérante envers les Américains hostiles à l'Église, jointe d'ailleurs à une prodigalité vraiment apostolique de l'argent gagné par leur travail. La construction des édifices ecclésiastiques catholiques aux États-Unis est un des phénomènes les plus étonnants qui se soient produits depuis le temps des apôtres.

Huit ans après la fin de la première guerre mondiale, presque tout était bâti, mais il s'en fallait de beaucoup que tout fût payé. Survint la grande dépression. Certains diocèses avaient des dettes comparables aux dettes nationales des petits pays d'Europe. Aussitôt l'Église d'Amérique, prêtres et fidèles, devint farouchement radicale. On s'en prit aux banquiers, républicains pour la plupart, et appartenant aux castes qui avaient traité de haut les Irlandais lors de leur arrivée aux États-Unis. Lorsque Franklin D. Roosevelt proclama ses plans pour une utopie future, à San Francisco, dans un discours qui semblait jaillir directement d'un livre de Jules Verne, la masse catholique des États-Unis décida immédiatement que ce discours était la pure et simple application des deux encycliques pontificales *Rerum Novarum* et *Quadragesimo anno*. Roosevelt enleva l'élection et, pour la première fois dans l'histoire politique des États-Unis, de nombreux catholiques occupèrent des postes dans la bureaucratie fédérale. Ils y appliquèrent à l'ensemble des États-Unis les mêmes méthodes politiques qu'ils avaient appris à pratiquer dans Boston sud ou dans New-York, à Tammany Hall. Il s'agissait pour eux de couper le jarret aux riches, et même à certains des leurs qui étaient devenus riches.

Au fond, que se passait-il ? Théologiquement parlant, les Irlandais américains des première, deuxième et troisième générations étaient irréprochablement orthodoxes, mais ils ignoraient à peu près tout des principes traditionnellement enseignés en droit naturel, sauf les préceptes qu'il ne faut avoir qu'une seule femme à la fois et qu'on ne doit pas prendre le bien d'autrui. Philosophiquement parlant, beaucoup d'entre eux étaient socialistes. Leur grand homme était Alfred E. Smith, qui devint gouverneur de l'état de New-York et fut candidat à la Présidence. Smith fit plus pour favoriser l'application des principes de J.-J. Rousseau dans les écoles et dans la vie sociale que nul autre politicien militant n'avait fait avant lui. Il était pour l'opprimé, et la solution toute faite de son problème était le socialisme, qu'il pratiquait d'ailleurs sans s'en apercevoir.

Telle est la vraie clef pour qui veut pénétrer le problème de l'Église en Amérique. Elle est l'œuvre d'un peuple persécuté, qui l'a construite grâce à son immense énergie. Mais alors que ce peuple enseignait à ses enfants la révélation et la fréquentation des sacrements, il n'avait aucune familiarité traditionnelle avec le droit naturel en économie ni en politique. Réduit au servage en Irlande, il ne s'était jadis sauvé qu'en se raccrochant au rosaire et à la messe. Le miracle de tout ce qu'il a accompli s'explique par là. Les immigrants irlandais ne savaient rien d'une manière de vivre avec laquelle un Euro-

péen du continent, même religieusement indifférent, eût été familier. Ils n'avaient en propre aucune littérature, aucune musique, aucun art. Ils n'appartenaient pas aux cercles les plus intellectuellement cultivés de la communauté dans laquelle ils débouchaient. Ils vivaient mentalement isolés dans de grandes villes, sans groupes favorisés du loisir nécessaire aux études supérieures, presque tous obligés à travailler pour vivre et, devenus riches, contraints par la pression sociale à travailler davantage pour gagner plus d'argent encore. Eduqués dans leurs propres écoles et dans leurs petits collèges, les meilleurs d'entre eux n'avaient aucun contact avec les grandes universités, dont beaucoup pensaient qu'y entrer était le fait d'un renégat. Si quelques-uns essayaient de s'élever intellectuellement par leurs propres moyens, de telles ambitions les faisaient passer aux yeux des autres pour dénués de sens pratique. De là vient que, pris en corps, les catholiques restent en Amérique comme une société étrangère et affligée d'un complexe d'infériorité. Elle manque encore de confiance intellectuelle, mais elle est vigoureuse et elle s'agite, car l'agitation est la marque distinctive de tous les peuples qui ont été persécutés.

GORDON O' NEILL.

LE CONGRES DE PAX ROMANA

Pour la première fois depuis la guerre, les représentants des Fédérations nationales d'étudiants et d'étudiantes catholiques groupées au sein de *Pax Romana* ont pu se rencontrer. Leur congrès s'est tenu à Londres, du 25 au 31 août. Quatorze pays d'Europe et d'Amérique du Nord avaient envoyé une délégation; le contact entre Français (particulièrement nombreux), Belges, Polonais, Luxembourgeois, etc., tous meurtris par les dures années d'occupation, et accueillis avec ferveur par les jeunes Anglais, fut des plus émouvants. Nombre de problèmes, certains délicats, furent abordés au service d'une véritable et confiante amitié entre les étudiants catholiques de toutes les nations. Retenons trois vœux du congrès dont l'importance n'échappera à personne : tout d'abord, il fut décidé de maintenir et de développer le précieux organisme de secours universitaire créé pendant la guerre par le Bureau de Fribourg sous l'impulsion de M. l'abbé Gremaud. D'autre part, on étudia le développement de *Pax Romana* chez les diplômés, et beaucoup souhaitèrent cette extension des Fédérations, si elle ne doit point causer de détriment au caractère essentiellement « étudiant », et donc juvénile du mouvement. Enfin, la fondation d'un Institut catholique des relations internationales a été envisagée. Cet organisme nouveau fut l'objet d'une attention, voire d'une convoitise passionnée de la part des délégations. On ne sait encore où son siège sera fixé; établi auprès d'un Institut catholique déjà existant, il comporterait une année d'études et recruterait ses professeurs et ses élèves parmi les différents pays. Son rôle pourrait être éminent; aux amitiés internationales actuellement nouées entre jeunes étudiants, et à toutes celles qui naîtront demain, il donnerait des bases culturelles approfondies; sous le signe de la Vérité chrétienne, il servirait l'union des esprits et des cœurs.

A.-M. CARRÉ.

QUELQUES REFLEXIONS
SUR L'ACTION CATHOLIQUE OUVRIERE

Ces réflexions auront surtout pour base ce qu'on a pu lir
ici sur la « Mission ouvrière », ce que l'on a pu apprendr
de la Mission de Paris par *France, pays de mission?* Elle
feront parfois appel à l'expérience menée par le P. Loev
parmi les dockers de Marseille.

Voici l'ordre qui sera suivi. Quelques réflexions sur le
notions de « communauté ouvrière, masse ouvrière » en
courageront à distinguer, en prolongeant les lignes tracée
par l'abbé Hua, trois espèces d'Action catholique ouvrièr
réalisées : 1) dans les paroisses, 2) par la Mission de Paris
3) par la Mission ouvrière.

Puis on reviendra sur chacune d'elles pour poser à leu
propos quelques questions.

Quelques distinctions préalables

a) *La Communauté ouvrière.*

« Communauté ouvrière » peut s'entendre en deux sen
différents, de même que « Masse ouvrière ».

Les uns, par exemple la Mission de Paris, le P. Loew, l
M.P.F. au plan de l'action, ont été amenés, soit par goût
soit par nécessité de fait, ou commodité de tactique, à s'at
tacher de préférence aux communautés ouvrières, aux mi
lieux ouvriers, aux masses ouvrières. Ils prennent pou
unité de pénétration telle communauté populaire, diagnos
tiquée selon ses lignes de culture et de structure sponta
nées, respectée dans sa constitution, ses lois, sa hiérarchi

propres. Ils la définissent par des coordonnées assez étroites de profession, ou de quartier, qu'il s'agisse du lieu de travail, d'habitation ou de loisir. Du lieu liturgique, il n'est pas question au moins dans les milieux industriels des grandes villes, car il y est devenu étranger ou inefficace.

Les autres, poussés par une sorte de volonté de puissance, de prophétisme, pensent d'abord « *la* communauté populaire », ou, pour mieux dire, *le* mouvement ouvrier. Car c'est à ce mouvement que la communauté ouvrière doit ou devra son unité. La conception précédente définissait surtout *des* communautés ouvrières, — par des cultures au sens large : parenté de soucis et d'expressions, de sentiments, — et par des structures au sens étroit, où le lieu, le voisinage, le compagnonnage jouent le premier rôle, et où la conscience de classe a son importance culturelle et structurelle, quoique non décisive. Ici, ce qui compte avant tout, c'est la conscience de classe, qui fait des masses prolétariennes une armée, une armée en marche, qui tire l'unité de sa discipline et son dynamisme d'une culture au sens strict, c'est-à-dire d'une hiérarchie des valeurs, instinctive peut-être en son origine, mais justifiée dialectiquement par une vision du monde; et cette culture justifie à son tour une structure idéale de civilisation, et la tactique à employer pour arriver à cet équilibre nouveau où la classe ouvrière jouera le rôle auquel elle a droit.

Il est évident que ces deux conceptions ne s'excluent pas; ces deux analyses sont valables; ce sera aux nécessités de l'action de décider de l'emploi ou de la prédominance de l'une ou de l'autre.

b) *Les Actions catholiques ouvrières.*

Les « propos de grammaire » de l'abbé Hua dans *Masses ouvrières* (4, pp. 98-101) discernent avec clarté, en les définissant, deux types d'Action catholique, et cherchent à dissiper l'ambiguïté provoquée par l'emploi d'un même mot pour deux réalités qui lui paraissent différentes.

Le premier type groupe

tous ceux qui cherchent à améliorer la vie liturgique, à aider le clergé pour la visite des malades, à faire le catéchisme ou les œuvres annexes

du catéchisme, telles que le patronage. En bref, tout ceci a essentiellement pour objet des fidèles sur lesquels l'Église et les prêtres ont directement juridiction. On peut parler de collaboration des laïcs à l'apostolat du clergé.

Cet apostolat se fait dans les cadres de la vie de l'Église.

Et puis il y a un second type d'Action catholique, celui qui a pour but... la christianisation de la vie profane. C'est là le but discret et spécifique de la J.O.C. et du M.P.F. Ce n'est que par surcroît que la J.O.C. belge par exemple organisera chaque année une campagne pascale, ce qui est spécifique c'est d'organiser la minute de silence du vendredi saint dans les bureaux et dans les ateliers où le prêtre ne peut pénétrer et où l'Église n'a aucune autorité directe... Le but de la J.O.C. comme du M.P.F. (est) essentiellement cette transformation de la vie et des institutions profanes... On se rend compte que pour la christianisation de cette vie profane, les laïcs ont une responsabilité beaucoup plus grande que lorsqu'il s'agissait de rendre plus chrétienne la vie qui se passait à l'intérieur de l'Église (p. 99).

J'aimerais ici voir préciser ce qu'on entend exactement par « christianisation de la vie profane ». L'exemple apporté : la minute de silence du vendredi saint, me suggère une christianisation *dans* la vie profane plutôt qu'une transformation *de* la vie et des institutions profanes.

Je me demande s'il n'y aurait pas lieu de distinguer les types d'Action catholique soit selon leurs objectifs, soit selon leurs lieux de travail ou d'application.

Si on distingue les lieux d'application, l'Action catholique entendue comme une collaboration à l'apostolat de la hiérarchie pourra se faire pour une part dans les cadres d'Église, qui sont, je pense, les cadres paroissiaux et diocésains; et pour une part dans les cadres de la vie profane, qui, sans s'offrir dans cette perspective comme des institutions profanes à transformer chrétiennement, inviteront à adapter les méthodes d'apostolat selon les exigences culturelles et structurelles du milieu à pénétrer : il se pourra d'ailleurs, et l'histoire de l'Église le prouve, que les institutions en seront transformées, mais par conséquence, à longue échéance, à la suite d'une lente imprégnation.

Par contre, si on distingue les types de l'Action catholique selon leurs objectifs, alors la différence des lieux d'application, la localisation des chantiers, ne sera plus que secondaire. Mais peut-être sera-t-il nécessaire, comme le pro-

pose l'abbé Hua, de ne pas confondre ici « collaboration à l'apostolat de la hiérarchie » et « christianisation de la vie profane ». Tout dépend de la portée que l'on donne aux mots de « christianisation de la vie profane, transformation de la vie et des institutions profanes ». Ce mot de christianisation peut signifier en effet ou intégration dans l'Église proprement dite, ou intégration dans une chrétienté. J'entends par chrétienté *un des possibles ordres sociaux chrétiens*. A côté de celui que proposent par exemple les Semaines sociales ou les Syndicats chrétiens, plutôt réformistes, on peut en concevoir un plus révolutionnaire, répondant plus profondément aux instincts de la masse prolétarienne; il serait chrétien soit parce qu'il s'inspirerait des principes chrétiens, soit du moins au sens où l'on nomme chrétienne une institution d'origine profane, telle la féodalité, acceptée par l'Église comme donnant satisfaction à certaines valeurs humaines légitimées par la pensée catholique.

Si christianisation signifie intégration à l'Église, l'Action catholique vise l'Église et relève d'elle immédiatement; elle veut introduire dans l'Église moins des individus, car l'Action catholique ne recherche pas de soi les conversions individuelles, que des communautés, s'il s'en trouve, qui puissent être assimilées par elle, sans perdre toutefois tous leurs caractères sociologiques.

L'autre « christianisation » rejoint sans doute finalement l'Église, mais par l'intermédiaire d'une chrétienté considérée ou comme un aboutissement des efforts de la pensée et de l'action chrétienne dans le domaine de la civilisation ou du moins comme une solution qui, née d'une dialectique profane, offre ou laisse à l'Église des facilités pour sa vie propre.

Au terme de ces distinctions que l'on jugera peut-être byzantines, ne pourrait-on discerner non plus seulement deux, mais trois types de l'Action catholique, en développant les catégories proposées par l'abbé Hua ?

Le premier type d'Action catholique aurait pour objectif la christianisation, dans les cadres d'Église. Ce serait au sens le plus strict la collaboration à l'apostolat, ou plus exactement aux tâches liturgiques et, comme on dit en cer-

tains pays, aux tâches « caritatives » de la hiérarchie. Ce premier type serait représenté entre autres par des sections de J.O.C. et de M.P.F., là où elles se seraient laissées assimiler aux œuvres paroissiales.

Le second type aurait aussi pour objectif la christianisation, entendue proprement comme une collaboration, ici, à l'apostolat, comme une mission, encouragée et contrôlée par le clergé, dans les cadres profanes où il ne peut pénétrer que par exception. Il serait plutôt représenté par la Mission de Paris.

Le troisième type aurait pour objectif la christianisation, mais entendue comme une tentative originale de chrétienté. Il serait représenté par la J.O.C. ou le M.P.F. français, dans leurs formes les plus authentiques.

Et pour rejoindre et légitimer mes premiers paragraphes, le second type d'Action catholique, celui de la Mission de Paris, prendrait pour unité d'objectif et de tactique telle communauté ouvrière, qu'elle tendrait par un catéchuménat communautaire (si ce n'est pas un pléonasme) à transformer en communauté ecclésiastique parfaite. La Mission de Paris ne s'occuperait du mouvement ouvrier que comme d'une mystique entraînant dans son tourbillon ces communautés élémentaires; mystique à laquelle il faudrait opposer ou superposer le dynamisme chrétien.

Le troisième type d'Action catholique ouvrière viserait, lui, par contre, la communauté ouvrière, le mouvement ouvrier. Il pourrait, bien sûr, discerner tactiquement les diverses communautés populaires, les diverses masses ouvrières, mais pour les fondre en l'unité d'une classe ouvrière qui veut devenir majeure et l'un des éléments pairs, si l'on peut dire, de la civilisation moderne.

Tout cela, je le reconnais, n'est pas clairement exprimé dans les textes divers de l'Action ouvrière chrétienne. Je ne le propose que comme un essai de comprendre les diverses conceptions que je crois voir développer sous ce mot.

Si ce schématisme n'est pas trop inexact — et je le soumets bien volontiers au jugement de ceux qui agissent —, les questions que je voudrais poser seront plus précises.

L'Action catholique paroissiale

Cette forme de l'Action catholique pose une question in-
éressante, celle de la participation des laïcs aux soucis et
aux travaux de la paroisse. L'histoire montre qu'on est allé
dans le sens d'une cléricalisation toujours plus poussée, ne
laissant aux laïcs que le droit d'être de plus en plus passifs
et obéissants. La période de la Restauration semble avoir été
décisive à cet égard, et on semble, entre 1800 et 1825, avoir
fait plus de progrès sur cette voie que dans le siècle qui a
suivi. Il serait intéressant d'étudier à quels dangers veut
parer cette cléricalisation progressive. Car ceux qu'elle en-
gendre : la désaffection pour les paroisses, la méfiance des
laïcs sur l'emploi de l'argent par les clercs, l'inefficacité
signalée par Mgr Salièges, paraissent de plus en plus sensi-
bles. Si de plus en plus se détournent des tâches proprement
religieuses les personnalités catholiques les plus agissantes
et les plus originales, c'est qu'il ne peut y avoir d'équipes
solides et efficaces là où on ne conçoit d'autres rapports que
ceux de subordonnés à un chef, là où la « fraternité » est
réservée à la chaire, et la « paternité » au confessionnal.

La Mission de Paris

France, pays de Mission pose le problème de l'intégra-
tion des milieux prolétariens à l'Église proprement dite. Le
souci de chrétienté est, pour l'abbé Godin, secondaire,
comme le marquent les pages qu'il ajouta pour la conclu-
sion. Son intuition recherche avant tout dans l'expérience
de l'Église une forme ecclésiale qui conserve aux commu-
nautés populaires leur structure et leur culture propres. Il
y est poussé par la nécessité, d'une part, de leur adapter
non le christianisme, qu'il veut intégral, mais sa formula-
tion et son incubation, car il ne voit pas au nom de quoi,
en christianisme, on demanderait aux membres de certains
milieux de se déclasser pour entrer dans l'Église; et, d'au-
tre part, par la difficulté qu'il constate dans la paroisse cou-
rante d'être ouverte à ces milieux.

Nul ne conteste la nécessité d'adapter aux divers milieux la présentation du christianisme. Mais cette nécessité tactique doit-elle aboutir à une institution qui donnerait peut-être l'illusion de la communauté chrétienne parfaite et ne le serait pas ? La charité dont les Actes nous donnent l'impression, plus vive d'ailleurs que les Épîtres aux Corinthiens, ne pourrait-elle être confondue avec cette chaude amitié facilitée par l'affinité du milieu et la ferveur de la jeunesse ?

D'autre part le catéchuménat doit-il ou non assurer toute l'économie sacramentaire nécessaire à la communauté chrétienne parfaite ?

S'il l'assure, cette économie sacramentaire court le danger d'être vidée d'une de ses valeurs les plus traditionnelles. Car la communauté chrétienne n'a pas pour rôle direct d'assumer par ses sacrements les valeurs, même les plus légitimes, spécifiques de tel milieu social, mais d'abord de grouper les fidèles sur un plan supérieur et plus accueillant d'après leur unique vocation d'enfants de Dieu et de membres du Corps mystique, sur l'unique foi, l'unique Seigneur, l'unique baptême. Saint Paul paraît avoir souligné dès le début cette signification et cette nécessité de l'Église des saints lorsque, à plusieurs reprises, il demande à toutes les supériorités, de quelque ordre qu'elles soient, de s'oublier par charité, au profit des humbles et des faibles; lorsqu'il rappelle qu'aux yeux de l'homme nouveau il n'y a plus ni Grec, ni juif, ni circoncis, ni incirconcis, ni barbare, ni Scythe, ni esclave, ni libre, mais le Christ tout en tous. Il me semble que la communauté chrétienne dans sa liturgie réclame traditionnellement l'abandon, au seuil de l'Église, l'abandon, dans la queue fraternelle vers la table sainte, de nombreuses particularités sociales.

Si, au contraire, le catéchuménat ne réclame, ni ne provoque, pour la communauté populaire qu'il épouse, une économie sacramentaire complète — et il semble que son nom même l'exclue —, il risque peut-être de dresser en face, à côté de la paroisse, une sorte d'ectoplasme, d'autant plus trompeur et infécond spirituellement que ses apparences seront plus séduisantes et que sa durée se prolongera davantage. Or cette existence devra se prolonger tant que la

paroisse demeurera pratiquement inabordable aux prolétaires; et l'institution nouvelle risque de durcir l'ancienne institution dans ce qu'elle a de vétuste. La Mission de Paris me paraît donc réclamer, en même temps que son propre effort, un effort parallèle de la part des paroisses qui sont au contact des milieux prolétariens, pour dégager ces paroisses de la gangue féodale ou bourgeoise qu'elles doivent à tant de siècles de civilisation ou de restauration plus ou moins chrétiennes, sans que cette réaction les jette dans une nouvelle coquille d'apparences prolétariennes, moins dangereuses sans doute, mais aussi accessoires à l'essence de la paroisse.

Ces questions n'entament nullement les données du problème posé par l'abbé Godin. Il est indéniablement valable. Elles n'entament pas non plus la nécessité ni l'urgence du travail magnifique et pénible entrepris par la Mission de Paris. Mais il semble que ce travail, pour aboutir à sa solution normale, demande à la Paroisse de retrouver son authenticité comme la Mission est en train de retrouver la sienne. Sous les traditions, contre elles peut-être, Paroisse et Mission doivent retrouver la tradition. L'équipe de l'abbé Godin et l'abbé Michonneau s'entendent d'ailleurs admirablement. Et le P. Loew, au nom de son expérience, applaudirait, je crois, à la convergence nécessaire et urgente de ces divers efforts.

Ces quelques questions intéressent davantage le texte de l'abbé Godin que sa pensée profonde. Il semble que l'abbé se soit arrêté provisoirement à ce terme de catéchuménat, faute de mot plus expressif ou plus souple. Il semble que sa conviction personnelle ait été plus poussée qu'il ne le laisse entendre dans ses écrits publiés. Son amour passionné et la connaissance des masses prolétariennes le persuadaient que le dynamisme et la jeunesse de ces masses construisent et régleront le monde à venir; il s'agissait donc pour lui d'aboutir chez elles à la réussite que connurent saint Martin et ses successeurs dans les communautés rurales de la Gaule du IVe siècle.

Le Mouvement ouvrier chrétien

Que le Mouvement ouvrier chrétien, J.O.C. et M.P.F., ne veuille pas limiter son travail aux cadres d'Église, cela ressort des textes : il veut nettement se différencier de l'Action catholique paroissiale, celle du premier type.

De la Mission de Paris, le Mouvement ouvrier chrétien se distingue, entre autres choses, par son objectif. La Mission de Paris veut faire immédiatement un travail d'Église, d'apostolat, et le marque par ce terme de catéchuménat qui lui est familier. Le souci de la vie morale chrétienne du travailleur, dominant chez le chanoine Cardijn, affleure aussi fréquemment dans *Masses ouvrières*. Mais l'évangélisation proprement dite semble y exiger une préparation sociale. On peut le conclure de l'insistance du P. Magand à répéter que le M.P.F. fait actuellement un travail de précatéchuménat. Ce terme, qui paraît faire allusion à l'objectif de la Mission de Paris, pour s'en distinguer, exprime assez bien, par contre, une des manières actuelles de justifier pour l'Église ce que j'ai appelé le travail de chrétienté, défini sans rigueur comme la recherche et la réalisation d'un ordre social chrétien.

Ce travail laissé à d'autres entreprises par la Mission de Paris prend au contraire une place importante dans le Mouvement ouvrier chrétien. Je ne le déduis pas de l'affection marquée pour le terme de chrétienté, car ce mot n'est pas défini dans *Masses ouvrières*, mais d'autres indices nous invitent à le croire. Pour résoudre, par exemple, l'objection suivante :

> Pourquoi vous encombrer ainsi du temporel et vous user à pénétrer ainsi les institutions... Faisons comme les premiers chrétiens qui ne se sont pas d'abord soucié de transformer l'organisation sociale...

Masses ouvrières (1, pp. 15-16) fait appel, paradoxalement, à Tertullien, puis, avec plus d'à-propos, invoque l'exemple de Constantin. Un peu plus loin, on définit l'Action catholique :

> l'insertion du christianisme dans cette prodigieuse ascension des masses... et l'assujettissement de l'ordre temporel nouveau à l'unique

fin éternelle de tous les hommes. Elle est la chrétienté nouvelle en devenir... (p. 16).

On nous montre ailleurs (pp. 29-30) comment dans la phase troisième, la plus décisive, de l'ascension ouvrière, l'Action catholique ouvrière complète et regroupe les efforts des catholiques sociaux et des syndicalistes chrétiens encouragés par les papes, en ce qu'elle veut

faire l'éducation intégralement humaine et divine des masses ouvrières.

Le Mouvement ouvrier catholique semble donc viser autant à insérer le christianisme dans l'ascension des masses ouvrières, en un premier temps, qu'à mettre les masses ouvrières dans l'Église. A son objectif immédiat paraît appartenir un ordre social chrétien, qu'il conçoit différemment de l'ordre social des syndicalistes chrétiens, ou des catholiques sociaux, ou d'*Économie et Humanisme*, en ce qu'il veut obtenir satisfaction non seulement pour les exigences économiques et sociales, mais aussi politiques, religieuses, du Mouvement ouvrier.

La J.O.C. et le M.P.F. acceptent dans sa réalité sociologique actuelle le Mouvement ouvrier (*Masses ouvrières*, 1, pp. 16 et 19). Pour mériter d'être Mouvement ouvrier, sans que l'adjectif chrétien en détruise ou neutralise les caractères principaux, l'Action catholique ouvrière devra respecter le dynamisme de l'ascension ouvrière, prévoir une ou des structures de la civilisation en marche, qui fasse justice aux désirs des masses opprimées, et accepter les tactiques essentielles que le Mouvement ouvrier adapte au dynamisme qui l'inspire et aux structures qu'il exige.

Pour mériter d'être chrétien, le Mouvement ouvrier ainsi défini pourra de plusieurs façons se rattacher à l'enseignement et à l'effort de l'Église; il peut montrer que l'Église veut, soit 1) à partir de ses principes et de son donné, soit 2) à partir de son intérêt et de son expérience, le dynamisme, les structures, les tactiques d'un Mouvement ouvrier pensé par des chrétiens; il peut encore montrer 3) que des valeurs humaines traditionnellement défendues par l'Église sont satisfaites grâce au Mouvement ouvrier, même

s'il ne se prétend pas chrétien, pourvu qu'il se défende de certaines outrances, proudhoniennes ou marxistes.

Masses ouvrières semble préférer les deux premières voies, qui rattachent plus étroitement à l'Église. Ce sont d'ailleurs, comme il est normal en ce domaine, justifications d'une réalité qui existe et qui a pris son départ en dehors de l'Église, plutôt que propositions de plans nouveaux et originaux pour l'intégration des masses ouvrières dans la civilisation qui se cherche.

On peut donc grouper sous deux chefs les arguments par lesquels *Masses ouvrières* plaide l'intérêt que présente pour l'Église le Mouvement ouvrier. Le christianisme doit avoir un Mouvement ouvrier : 1° parce que, autrement, la vie morale chrétienne est impossible, sauf héroïsme, dans la civilisation actuelle; 2° parce que la vérité de l'économie chrétienne l'exige : c'est une conséquence de ce que des théologiens modernes appellent la loi d'incarnation.

J'aimerais à ce propos poser quelques questions. Je me placerai sur le plan théologique et non sur le plan national. Sur ce dernier plan on serait amené à examiner par exemple l'efficacité des méthodes et des principes chrétiens, dans la concurrence des mystiques et des politiques, pour aboutir au résultat cherché par le Mouvement ouvrier français. Je crois rester sur le plan théologique en étudiant les deux justifications chrétiennes que le Mouvement ouvrier donne de son effort.

a) *Le travail de chrétienté assure-t-il l'efficacité du travail proprement évangélique?*

Ceux qui proposent ce sujet à notre méditation ne s'y attardent guère (*Masses ouvrières*, 1, p. 16; pp. 31-32) quelle que soit l'importance qu'ils y attachent. On l'exprime à grands traits dans les phrases suivantes (2, p. 25) :

L'histoire nous enseigne qu'un échec sur ce plan — qu'il s'agisse d'une civilisation, d'un peuple, d'une couche sociale, se résout non seulement par la perte d'un certain nombre d'âmes, mais par la formation de blocs entiers d'humanité païenne, où automatiquement, pour ainsi dire, les hommes se perdent par le jeu des institutions et dans l'exercice même de leur métier d'homme. L'absence des chrétiens, dans ces heures stratégiques, se paie alors à l'échéance des siècles.

Il est difficile de discuter d'aussi larges causalités historiques. Ne peut-on dire, en gardant la même échelle, que la présence des chrétiens dans la civilisation, qu'un certain engagement terrestre de la grâce, pose au salut des âmes des problèmes aussi redoutables. On nous disait l'autre jour, par exemple, que la défense de la civilisation chrétienne en Espagne avait diminué de plusieurs milliers les conversions au catholicisme en Angleterre. Il n'est pas de mon ressort, ni de mon goût, de juger ces deux faits, mais il est intéressant de constater leur rapport. D'autre part, huit siècles de chrétienté apparemment efficaces n'ont empêché ni la séparation des Églises d'Orient, ni la Réforme, ni le gallicanisme, ni le joséphisme, ni le jansénisme. Certains diraient qu'ils ont pour une part peut-être provoqué ces mouvements si dommageables au salut des âmes. Ne pourrait-on soutenir encore avec quelque vraisemblance que l'Église a fait ses premiers pas dans une civilisation qui n'était point et dont elle ne semble guère au début avoir voulu faire une chrétienté ? Elle n'a cependant pas laissé passer l'occasion que lui offrait Constantin. Le critère du salut des âmes paraît décidément difficile à manier à l'échelle des civilisations et des siècles.

La seconde justification semble par contre offrir une discussion moins favorable aux arguments dialectiques. Aussi bien l'a-t-on développée avec plus d'insistance.

b) *La loi d'incarnation.*

Bien que les théologiens l'aient surtout expliquée dans *Masses ouvrières*, ses formules couvrent un champ plus large que le seul Mouvement ouvrier; d'autres les ont adoptées. Et si l'action des militants jocistes a précédé et provoqué pour une part la découverte des théologiens, on ne saurait tenir celle-là pour responsable de celle-ci.

Ceux qui l'ont présentée avec le plus de développement (*Masses ouvrières*, 1, pp. 42-43; 2, pp. 22-25) l'appellent ainsi parce que l'engagement terrestre de la grâce leur paraît être l'incarnation de Jésus-Christ continuée.

Il y a là une magnifique image; et l'expérience prouve qu'elle accroche puissamment l'imagination et la sensibilité.

La loi d'incarnation fait confiance à la grâce. Elle fait souffler le vent de la haute mer sur un monde chrétien qui semblait négliger parfois la pêche du poisson pour s'occuper davantage à sa conserve. Elle relègue au cimetière des lieux communs une comparaison que j'ai lue dans une revue d'avant-guerre; on y disait, à peu près, avec un brin de mauvaise humeur, qu'autrefois, dans l'Église, on apprenait à protéger les pommes et les poires mûres, c'est-à-dire les bons chrétiens, du contact des fruits gâtés.

La loi d'incarnation lutte d'autre part très efficacement contre une autre sorte d'étroitesse qui affecte, sans qu'ils s'en doutent, le champ visuel de beaucoup de croyants. Leur christianisme ne voit plus large, et, s'il voit loin, c'est sous un angle extrêmement restreint.

Maîtresse désormais des empires, mesure de l'histoire, la vraie Royauté du Christ est voilée pour eux sous les apparences dérisoires dont Pilate l'a revêtue en présentant « l'homme ». Jésus-Christ les a voulues sans doute, et jusqu'à la fin des temps il les opposera à certains de nos rêves de puissance terrestre, car il y aura toujours chez les chrétiens des juifs au sens où Paul les caractérise dans la *Ire aux Corinthiens*. Mais par le mépris de toute royauté provisoire et mendiée, Jésus-Christ s'est acquis une autre royauté, invisible actuellement, mais réelle et définitive, dont la complète prise en charge donne tout son sens à l'Ascension. La grandeur de ce mystère échappe donc à beaucoup de nos contemporains, pour qui le Christ n'est plus que l'homme au cœur ouvert, partenaire un peu tendre de multiples dialogues d'amitié. Il l'est sans doute, et ces dialogues mystiques sont nécessaires. Mais ils risquent de dégénérer, s'ils ne s'insèrent dans le drame universel, dans l'épopée mondiale que déroule l'histoire à l'Apocalypse chrétienne. Les péripéties peuvent en être difficiles à comprendre, à accepter dans leur brutalité. La foi, l'espérance, les dons de l'Esprit, leur reconnaissent néanmoins, sans toujours le saisir, un sens providentiel, et donnent la royauté du Christ comme la réponse à la « grande question du monde » dont parle Sedulius en son hymne pascal, qui est, je pense, cette aspiration vers la justice universelle et définitive, aspiration que les chrétiens devraient au moins à leur intelligence des

deux Testaments, si elle n'exprimait déjà l'inquiétude profonde que sous des noms divers les générations des hommes, jusqu'à la fin des temps, se transmettront inapaisée.

Il faut donc rappeler aux croyants la dimension cosmique de leur foi, et que leur espérance communautaire doit être aux mesures spatiales et temporelles de la royauté du Christ. Mais cette magnanimité nécessaire aux chrétiens doit accepter la longanimité de l'espérance ; comme, d'autre part, l'amour chrétien doit accepter la rigueur de la justice ; comme enfin la certitude de la foi doit s'accommoder de certaines indéterminations. Ces tensions sont difficiles à équilibrer, et depuis la Pentecôte les événements font pencher la balance tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, soit chez le croyant, soit dans la communauté chrétienne.

Il me semble néanmoins que la révélation et la liturgie nous protègent de trop violentes fluctuations, car leurs données comportent à la fois l'actualité du règne de Jésus-Christ et l'attente de sa réalisation définitive, l'attente du grand jour, qui, instaurant selon les normes de Dieu la justice mondiale définitive, sera l'épilogue donnée par le Christ vainqueur au discours de l'histoire universelle : elles embauchent, dans l'intervalle, les hommes dans l'un des deux partis qui se disputent le monde, le parti de Jésus-Christ, de l'Église vouée à la miséricorde, au salut, au triomphe final, et le parti des puissances mauvaises vouées, malgré certaines réussites, à l'échec, à la colère; ces données nous affirment enfin que l'autonomie reconnue par l'Église à certains domaines de la civilisation ne les dispense pas de la souveraineté du Créateur, ni du jugement final de Dieu par Jésus-Christ.

Mais, en attendant, ces diverses indéterminations laissent jeu à des tendances diverses et à des préférences qui seront légitimes pour autant que, n'ôtant rien à ce qui est accordé à l'Église, elles n'interdisent ni à Dieu, ni aux théologies acceptées par l'Église, des préférences différentes.

Ainsi peut-on s'expliquer la diversité des traditions en ce qui concerne les rapports généraux de l'Église et de la civilisation. Actuellement, se référant à l'expérience de l'histoire, on pourrait dire que deux nostalgies se partagent les croyants confrontés à la civilisation moderne : les uns ont

la nostalgie des siècles primitifs, les autres la nostalgie des siècles de chrétienté.

Les derniers pensent peut-être davantage aux institutions, les autres aux personnes visibles ou invisibles qui se les disputent. Les premiers sont peut-être plus favorables que les autres à un certain dualisme, qui n'est pas celui que prête au manichéen la bulle de Boniface VIII; ils sont plus sensibles à l'action que le Créateur et le Seigneur laissent provisoirement aux Puissances et Autorités démoniaques dans ce monde social dont les responsables ne remplissent pas toujours leur rôle de liturges et diacres de Dieu (Rom., XIII). Leur pessimisme sur les conjonctures du Royaume du Christ, accentué en temps de dissociation et de persécution, avive leur espérance vers la réalisation finale de ce même royaume.

Les tenants de la loi d'incarnation se rangent plutôt parmi les partisans des siècles de chrétienté; c'est leur droit. Leurs formules cependant ne me paraissent pas toujours servir la cause légitime qu'ils défendent.

L'Église est en effet au service de la grâce. Elle a charge des moyens normaux et communautaires de la grâce et de la miséricorde de Dieu : la foi et les sacrements, et tout ce qui s'y rattache, car le jeu de la grâce utilise les possibilités de l'humanité et les parfait. Cet axiome de saint Thomas, devenu un des lieux de la théologie, peut avoir deux sens selon que dans cette accommodation de la grâce et de la nature, c'est à partir des exigences ou des habitudes de la grâce que l'on cherche à définir la nature, ou à partir des exigences de la nature que l'on cherche à délimiter la grâce.

Tout serait éclairci si la révélation nous ventilait exactement l'actif et le passif de nature pécheresse. Le luthérien et le pélagien des manuels de théologie donneraient ici tous les deux des réponses nettes et diamétralement opposées. Les théologiens catholiques peuvent avoir, eux, sur plusieurs points intéressants de notre problème, des positions divergentes. Du pouvoir politique, Thomas d'Aquin et Bonaventure, si j'ai bon souvenir, mettent en Dieu l'origine mais par des arguments bien différents; et pareillement pour ce qui concerne la propriété privée, ou l'esclavage. L'un les attribue à la nature viciée, l'autre à ce qui de la nature est demeuré sain.

Les avocats de la loi d'incarnation jugent plutôt avec un optimisme magnanime l'évolution mondiale. D'autre part, pour eux comme pour la Bible et la théologie ancienne, l' « homme » s'explicite beaucoup plus en termes d'espèce humaine et de peuples qu'en termes d'individu. Ils encouragent donc la grâce et l'Église à faire leurs les prises de conscience de l'humanité, pour accepter et pénétrer les divers types de civilisation et les races et variétés des peuples.

Les divers types de sociétés... sont autant de matières aptes à recevoir, à travers les purifications nécessaires mais selon leur génie propre, la grâce du Christ.

Ils invoquent à ce propos la catholicité de l'Église, prise sous son aspect de « propriété »[1], et qu'on tend de plus en plus à définir à partir des valeurs humaines, dont l'Église, comme catholique, devrait assumer la totalité, en respectant leur spécificité. Cela résout le difficile problème théologique de la définition de la catholicité, mais pose plusieurs questions.

Autre chose, en effet, la catholicité pédagogique provisoire qu'exprime Paul lorsqu'il dit qu'il se fait tout à tous pour sauver tous (I, c. IX) qui accepte la diversité de fait, sans la justifier; autre chose une catholicité organique qui justifie chrétiennement, qui durcit la multiplicité des conditions humaines en y voyant une intention du Dieu créateur, et du Dieu Sauveur, en en faisant une « matière » d'Église. Je suis sensible à cette gnose très émouvante où s'épanouit un sens magnifique de l'humanité.

Mais on risque peut-être ainsi d'introduire à l'intérieur de l'Église non plus seulement cette diversité étrangère à son essence, qu'on évoquait à propos de la Mission de Paris, mais des oppositions même, pour autant que certains types de civilisation, certaines cultures au sens strict, se définissent existentiellement par opposition à d'autres types et cultures.

Si par cette loi d'incarnation l'ascension ouvrière devient sujet de grâce, et donc réalité d'Église, on verra, on voit les mêmes prémisses utilisées par la bourgeoisie. Par ré-

1. Au sens théologique du terme.

flexe de défense, ou simplement depuis que la spécialisation, au début purement tactique, s'est alourdie et prétend d'être conservée comme organique à l'Église, la bourgeoisie s'est mise à justifier chrétiennement son existence, ses privilèges et ses services. On assiste alors à une exégèse sociologique qui retrouve dans l'Évangile, un peu tard, les valeurs bourgeoises. Tentative dont le doyen Church attribuait avec attendrissement la première réussite à l'anglicanisme victorien.

Il semble impossible, écrivait-il, de concevoir trois choses au premier abord plus opposées au Sermon sur la Montagne que la guerre, la loi, le commerce... cependant le Christ a fait sentir l'influence de sa grâce là où on l'aurait le moins attendue. Même la guerre et la richesse, même la vie babélique de nos grandes villes, même les places élevées de l'ambition et de l'honneur terrestre ont été touchées de son esprit, ont trouvé le moyen d'être chrétiennés.

Mais si la civilisation bourgeoise et la civilisation ouvrière s'excluent et se combattent, il faut ou justifier par l'Évangile la lutte des classes, ou renoncer à justifier par l'Évangile l'une et l'autre. Toute préférence ou toute exclusion instituera une sorte de nouveau péché originel. Et quels seraient les critères de ce choix ? Aura-t-on le pouvoir et le moyen d'abstraire, de leurs possibles exagérations concrètes, les tendances vraies et légitimes pour les offrir à la grâce ? La grâce justifiera-t-elle les castes des Indes ? Et comment alors sauver l'autonomie des deux domaines reconnue par l'Église ?

Si l'Église est l'essai provisoire d'introduire dans le monde la nouvelle Jérusalem, celle-ci doit-elle être une réplique chrétienne de l'antique Babel ? Si elle tient compte des conditions babéliques du monde, sera-ce pour les justifier, pour leur donner une nouvelle base juridique, sacrée, ou pour mieux miner Babel sur son propre terrain. Il y a là une ambiguïté fondamentale, que je crois retrouver dans les notions et le vocabulaire.

Dire, par exemple, que l'homme n'est parfait que répandu à travers les temps, que « chaque âme découvre de nouvelles tranches et de nouvelles zones, que le Christ peu à peu récapitule en son plérôme dans une humanité enfin totale (pp. 24-25), n'est-ce pas exiger de l'Homme mystique

qu'est Jésus-Christ Chef et Corps, parfait dans ses valeurs surnaturelles, qu'il soit l'Homme parfait défini aujourd'hui ou demain par des valeurs peut-être arbitraires d'humanisme ? Je ne vois pas ce qui nous oblige à croire que toutes les grandeurs humaines, définies par les hommes, se retrouvent telles quelles, réellement, dans le Corps mystique que semble concevoir saint Paul. Pourquoi ce Corps mystique dans sa réalité actuelle ne se constituerait-il pas à partir d'options, donc d'exclusions, dont l'incarnation historique du Chef mystique nous donne l'exemple, et peut-être la loi ?

C'est pourquoi je ne comprends pas bien l'explication qu'on nous donne de l' « Incarnation continuée ». Jésus-Christ, nous dit-on, est « plus incarné » à trois ans qu'à deux ans, et plus à vingt qu'à dix ». Je veux bien, à condition qu'on définisse l'incarnation. Il ne s'agit ici ni de nature, ni de poids, mais d'expérience humaine : « d'autant plus incarné qu'il assume plus d'humain ». Dans ce cas, l'incarnation de Jésus a connu des limites, car l'amour conjugal au sens humain, par exemple, le Christ n'en aura eu l'expérience que par analogie, si l'on peut dire, à travers la transposition mystique de l'Épître aux Éphésiens. Et ainsi d'autres valeurs humaines légitimes.

Cet emploi du terme d'incarnation dégrade un peu la valeur substantielle qu'il garde dans le symbole. Mais l'interprétation qu'on en poursuit l'affaiblit davantage. On continue en effet :

> Jésus-Christ est plus incarné au XX[e] siècle qu'au XII[e].

Quels sont ici les critères ? Est-ce le nombre des hommes, ou celui des chrétiens, ou la qualité des chrétiens ? Si l'on veut parler de la grâce sanctifiante, il faut faire appel aux experts en cette matière. La grâce sanctifiante elle-même ne peut être appelée une continuation de l'incarnation sans certaines nuances. Or, de ces nuances, le souci me paraît un peu délaissé lorsqu'on ajoute que

> c'est l'univers entier de la matière et de la vie que le Verbe incarné s'incorpore progressivement, en assumant l'humanité... pour qu'il divinise cet univers... Aucune limite donc assignable à l'Incarnation, sinon les limites mêmes de l'univers.

Sur le seul plan d'un vocabulaire respectable, le Nouveau Testament ne me paraît pas confondre ainsi divinisation avec incarnation, incarnation avec incorporation, incorporation avec « capitation » au sens restreint de *Colossiens*, II, 10. Cette dernière expression traduit la seigneurie de Jésus-Christ sur toute créature, même sur les anges, seigneurie qui connaît d'ailleurs des modalités différentes selon qu'il s'agit de créatures spirituelles ou non, des temps actuels ou des jours à venir. Incorporation signifie à la fois la greffe mystérieuse par laquelle le baptême introduit les croyants dans l'unique Corps du Christ, et à partir de cette unité de tous en Un seul, l'unité de tous entre eux promue surtout par l'Eucharistie et marquée par l'équilibre des divers charismes dans la communauté chrétienne comme telle. Incarnation signifie le mystère de l'acceptation par le Verbe de la condition humaine, sauf le péché.

Ces notions que j'ai dû trop rapidement schématiser s'engrènent sans doute, mais n'y a-t-il pas danger à les fondre ou à en diluer, surtout avec éloquence, la saveur chrétienne, en les élargissant à des réalités humaines, nobles sans doute et légitimes, mais que ces notions et ces termes ne couvrent pas dans l'usage de la tradition ?

c) *Tactique de charité.*

D'autres ont senti le malaise d'une pareille transposition des notions, qui risque peut-être de transférer subrepticement à des entreprises de chrétienté, d'organisation chrétienne du monde, des intérêts et des forces qui se voudraient authentiquement et immédiatement apostoliques. Ce n'est pas que le travail de chrétienté ne soit légitime; il l'est. Il est d'ailleurs quasi fatal, ne serait-ce que parce que ce chantier seul, au moins dans ses tâches subordonnées, demeure ouvert à l'initiative des laïcs. Mais des compromis entre la civilisation chrétienne et l'Église, entre l'ordre chrétien social et l'ordre chrétien ecclésial seraient à la longue dangereux, pour l'un et pour l'autre, et dissimuleraient aux chrétiens le visage authentique du monde et les lois de sa physiologie, comme ils dissimuleraient aux mondains le visage et les mœurs authentiques de l'Église. On regrette trop, sur le seul plan politique, l'emploi de mots passion-

nants et de slogans qui recouvrent des réalités différentes et à dessein non distinguées, pour ne pas souffrir du moindre trafic de devises en ce qui touche au Royaume de Dieu.

Il était déjà très nuisible que la langue bourgeoise française ait affadi le mot de charité, et lui ait ôté la valeur si spécifiquement chrétienne qu'il garde encore chez Pascal, pour en faire le synonyme élégant d'aumône, d'un don de services ou d'argent, qui dispense du don du cœur. La charité, autrefois théologale, est devenue une activité morale destinée à pallier aux effets dangereux de ce que les uns appellent justice quand les autres l'appellent injustice. Entre certaines mains, elle dégage une odeur qui endort ou empoisonne ceux qui la font ou ceux qui la reçoivent.

Elle doit être, sur le plan horizontal entre les hommes, l'exercice d'une amitié active, et vraiment, profondément, magnanimement fraternelle. La langue ouvrière chrétienne a raison de le rappeler. Mais certains apôtres craignent qu'on ne la réduise parfois à la solidarité ouvrière, à l'organisation de services mutuels sans paternalisme, et qu'on ne couvre trop longtemps la source qui lui donne sa force et sa vérité. La charité chrétienne a un plan vertical aussi, le premier dans la réalité, par où elle remonte à Dieu, et descend de Dieu, par le Christ. Il est compréhensible qu'on ne le dise pas sans préparation à des hommes pour qui le vrai visage du Christ est défiguré et faussé. Mais un jour ou l'autre l'aumônier apparaîtra dans sa dangereuse robe noire; alors les hommes, même et surtout s'il est sympathique, auront un regret d'avoir été un peu dupés et qu'on ait employé en christianisme des méthodes où des Français verront un manque de franchise. Ils chercheront pourquoi on s'y est résolu, et on devra recourir à des explications qui obligeront peut-être l'aumônier à revenir vers ses confrères du presbytère et vers les chrétiens de sa paroisse pour leur demander d'aider à son apostolat en changeant eux-mêmes leurs méthodes. Le problème est, à plus lointaine échéance, celui qu'on devait évoquer immédiatement à propos de la Mission de Paris.

En tout cas, sans cet appel au Christ, la charité chrétienne, réduite à la solidarité, risque de tourner en rond, et de retomber lorsque les objectifs immédiats seront atteints.

D'autre part, même nourrie du Christ, la charité fraternelle ne résume pas tout le christianisme de Jésus-Christ, que pourtant elle doit pénétrer et régler tout entier. La charité appartient à tout un mouvement que Paul caractérise comme conversion des idoles à Dieu, pour servir le Dieu vivant et véritable, et attendre du ciel son Fils qu'il a ressuscité des morts, Jésus, qui nous sauve de la colère en route (*I Thess.*). La foi et l'espérance, la communauté sacramentaire sont donc nécessaires à la charité, et leur ensemble seul forme le christianisme de Jésus-Christ. Il exige une initiation sans doute, mais c'est à l'équilibre total de régler cette initiation, pour en faire une succession d'étapes dans une seule lumière plutôt qu'une présentation d'éléments provisoirement dispersés.

On commence enfin à se lasser d'une catéchèse pour adultes inspirée, dirait-on, du seul christianisme libéral du XIXe siècle, où le Christ n'est plus qu'un docteur, un rabbi douceâtre, qui distribue des recettes de secours mutuel, illustrées de paraboles pastorales, au nom de l'unique paternité d'un Dieu débonnaire, et de l'unique fraternité humaine. On en revient à voir que les miracles même de miséricorde sont en même temps des manœuvres de force contre les Puissances démoniaques; et le *Misereor super turbam* qu'on dégage trop souvent de son contexte perdra peu à peu dans l'éloquence sacrée cette place abusive qu'on pourrait comparer à celle que détenait au Moyen-Age l'argument des deux glaives.

*
* *

Il a semblé légitime de poser ces questions. Elles ne portent, on le voit, que sur des solutions. Elles n'ont d'autre ambition que de permettre de mieux mesurer dès maintenant des forces à qui les événements imposeront peut-être bientôt d'affirmer plus nettement leur vraie valeur et leur vrai nom.

Mais les problèmes restent intacts, qui sont soulevés par la Mission de Paris et la Mission ouvrière. Leur urgence aussi demeure. Demander que le plan, les méthodes, les forces, les objectifs de civilisation soient distingués du plan,

des méthodes, des forces, des objectifs propres à l'Église, ce n'est pas diminuer l'importance ni la nécessité des efforts en ces deux domaines.

Ce n'est pas non plus diminuer la grandeur du travail entrepris, ni rien retirer à l'obligation pour tous de se référer, en tout état de cause, à l'expérience unique et irremplaçable dont l'apostolat catholique restera marqué par sa présence au cœur de la masse ouvrière en pleine effervescence.

Est-il enfin besoin de redire en terminant que ces questions n'expriment qu'une manière de voir subjective et partielle, même si elle est partagée par un certain nombre de théologiens et d'apôtres, et qu'elles ne veulent être que l'hommage d'un disciple à des maîtres qu'il admire profondément.

Mai 1945.

Z. SERRAND.

LIVRES

R. Flacellière : *Renaissance liturgique et vie paroissiale*. Aux Éditions du Seuil, Paris, 1945. In-8, 142 pp.

Ce livre est un ouvrage de vulgarisation propre à éveiller les esprits au problème du renouveau liturgique. Mais il ne se contente pas d'éveiller : déjà il éduque. L'auteur est manifestement dépendant dans son exposé des cours et des conversations qui eurent lieu à Vanves en janvier 1944. Son ouvrage est ainsi pour le grand public ce qu'est le premier volume de la « Lex Orandi », *Études de Pastorale liturgique*, pour un public plus restreint et plus formé.

C.-M. T.

Georges Rigault : *Histoire générale de l'Institut des Frères des Écoles chrétiennes*, tome V : *L'ère du Frère Philippe (1830-1874)*. Un vol in-8, Plon, 1945.

C'est une nouvelle et fort belle pierre que M. Rigault apporte à son édifice dressé en l'honneur des Frères et de leur apostolat populaire. Le lecteur s'effrayera un peu, au premier abord, de constater que ce tome V, en près de six cents pages, ne conduit que de 1830 à 1874, et encore en ne donnant du généralat du Frère Philippe, dont la figure domine cette période, que l'aspect « européen », tout ce qui concerne l'activité de la Congrégation dans les pays de mission devant trouver place dans un autre volume. Mais, lorsqu'il aura abordé ce récit vivant, posé dans le cadre des événements de notre XIXe siècle avec une aisance qui rappelle la manière de Thureau-Dangin ou celle de de la Gorce, il sera entraîné et il constatera que l'intérêt ne fléchit jamais.

Abondamment documenté sur des inédits, largement traité, l'ouvrage constituerait une contribution à l'histoire spirituelle de notre pays qu'aucun historien ne contesterait si M. Rigault n'avait cédé à un travers d'ailleurs purement superficiel : à force de fréquenter les archives des bons Frères, il a pris le tour « ecclésiastique » des écrivains bien pensants : onctueux et redondant en louanges lorsqu'il juge les siens, sommaire dans ses condamnations à l'égard des méchants, les protagonistes de l'enseignement laïque, par exemple (cf. page 557, sur l'instituteur de l'école de 1881 : « L'instituteur ne reçoit d'autre mission que de répandre une science livresque, « fin en soi », apport étranger aux traditions de même qu'aux convictions des ancêtres »). Comment ne pas regretter ces taches en un livre qui nous fait si admirablement revivre les nobles rivalités des diverses familles spirituelles de la France, au cours d'un siècle où la liberté fit de tels progrès et anima des dévouements aussi généreux ?

A. Latreille.

PEUPLES ET CIVILISATIONS

RENÉ PARÈS. *On a reconstruit un pont.*

« Lorsque des amis étrangers ont vu les divers chantiers de ponts, ils ont été stupéfaits : ils ne connaissaient guère la France depuis la libération que par la presse française; ils constataient la petite place qu'y tenaient les efforts effectifs de reconstruction, et ils étaient persuadés que ces efforts étaient à la même échelle... »

PAUL DESCHAMPS. *Enquête à la campagne.*

Si le monde ouvrier fait beaucoup parler de lui, les problèmes économiques du monde rural et sa mentalité politique sont bien souvent mal connus. Comme nous le montre l'enquête de M. Paul Deschamps, il importe d'en prendre conscience sans tarder.

LIVRE

** *La nouvelle Europe.*

Nous offrons à nos lecteurs la traduction d'un article remarqué du *Times* sur les problèmes européens. Cet article rejoint, on le verra, les chroniques que Maurice Schumann a récemment données à *La Vie Intellectuelle.*

A. MAYDIEU. *L'Institut de science économique appliquée.*

●

LÉON BUQUET. *La théorie générale de J. M. Keynes.*

« L'état social souhaité par Keynes est, en réalité, un compromis entre le dirigisme étatique et l'individualisme, sauvegarde de la liberté personnelle. »

ON A RECONSTRUIT UN PONT

Ce soir je reviens de tournée sur mes chantiers. Comme cette après-midi a été bonne et comme elle fait de bien. Je suis passé lentement sur ces chantiers où ces hommes étaient penchés, silencieux, sur leur travail. La peine des bras et des poitrines, la peine des manieurs de pelles lourdement chargées, la peine des manieurs de pioches durement abattues, la peine de ceux penchés sur les vérins qui redressaient ces membrures de ponts, elle était là simplement devant nous, sans ostentation, dépouillée. Elle était leur peine bien à eux et leur noblesse.

Noblesse du silence de ces hommes au travail. De temps en temps, si rarement, quelque bref commandement vite perdu dans le vent; chaque homme est là, isolé dans son effort, et tirant pourtant de cette présence de ses compagnons ce réconfort inexprimé inexprimable aussi qui est à la source du maintien de l'effort.

Et voici que j'ai dit au chef de chantier combien j'étais content du travail de ces derniers jours, mais il me répétait : « Nous voudrions faire mieux, nous allons faire mieux », et lentement il m'expliquait les améliorations des jours prochains. Voici déjà cette fin du mois d'août, si les grandes pluies d'automne venaient trop tôt, ... il faut se hâter. Allons, je sais bien que notre chantier est sauvé.

Je vois bien, je regarde le chef de chantier, cette bonne figure honnête, intelligente aussi et tout entière façonnée par le travail. Il m'a parlé ainsi non pas par souci de flatterie — c'est un souci de bureau et un mot de salon qui sonne mal ici — il m'a parlé avec simplicité, dans la simplicité de son cœur.

Une fois de plus j'ai retrouvé tout cela, la douceur de ces rapports d'homme à homme, où le commandement reprend son sens et sa loyauté.

Allons, je puis quitter le chantier. J'étais venu ici chercher la paix dans mon cœur et voici qu'elle m'est donnée avec une plénitude qui me gonfle la poitrine. J'étais parti de mon bureau plein de soucis, lassé de papiers, lassé de mille difficultés et voici que je vais m'éloigner avec un sentiment de fierté et de joie. J'ai tenu dans ma main une bonne main loyale, j'ai goûté à nouveau la bonne saveur du travail.

Allons, je puis rentrer; ... quelques larges gouttes de pluie, ... je puis revenir moi aussi à ma tâche d'ingénieur.

Alors voici que me prend une envie profonde de prendre fortement aux épaules, à deux mains, cet homme et de lui dire, d'un cœur ouvert, cette joie. Mais non, je m'en irai — crainte du ridicule, crainte davantage encore de paroles maladroites, difficiles à dire, lourdes à manier — je m'en irai lentement, tournant la tête au bout du pont pour revoir encore ces corps penchés sur leur travail, isolés dans leur effort.

Et j'ai quitté ce chantier et ce soir je garde ce remords : par timidité, par maladresse de l'avoir quitté et de m'être tu. Je pense à tous ces hommes qui eux aussi ont maintenant quitté le chantier, avec leurs gros souliers fatigués, avec leurs bicyclettes vieillies, voici qu'ils rentrent ce soir pour la soupe à leur foyer. Je pense à cette fin de journée, la femme lasse, lasse de mille courses, de mille soucis, les petits enfants peut-être pleins de larmes, les grands enfants peut-être pleins d'exigences, la vie avec tous ses problèmes, tous ses détails, la vie lourde, lourde aux pieds comme les gros souliers poussiéreux, lourde aux bras fatigués, peut-être lourde au cœur.

Je cherche avec angoisse le soutien de cette fin de journée. Voici le journal, voici la radio. Voici le journal plein de dénigrement, voici le journal qui enseigne la méfiance, voici le journal qui tache toutes choses, qui les avilit, qui dénigre le pays morceau par morceau. Voici la radio si souvent médiocre, toujours bruyante. Je pense à la noblesse du silence tout à l'heure sur le chantier.

La journée va s'achever, elle s'achèvera dans la médiocrité, sans aucun soutien moral venu du dehors, apporté par le pays; et voici que demain il faudra être au travail, au même travail pour une journée toute pareille, une journée où je pourrai pourtant retrouver cette noblesse qui est inhérente au travail, et dont chacun, quel qu'il soit, est revêtu dès qu'il s'est laissé entraîner par le rythme profond du travail de l'équipe.

Bien sûr, l'étape de chaque jour sera franchie, mais jour après jour elle sera franchie avec des forces plus usées. Et nous avons encore une très longue étape devant nous où il ne faudra pas perdre cœur. Alors nous souhaiterions tant que cet effort fût fait qui rendît à chacun, chaque jour, la confiance nécessaire. Et nous en avons tellement soif. Nous avons tellement soif de savoir et nous voudrions que cette part de la vérité française qui est celle des chantiers et qui est nôtre fût connue du pays et qu'elle lui rendît confiance.

Je voudrais dire un souvenir, le souvenir d'une parole qui fut dite à un ami et dont j'ai été témoin.

Pour refaire ce pont, qui était un des grands ponts de chemins de fer français, détruit par la guerre, l'hiver dernier avec ses grands froids et le fleuve lourd des hautes crues, le fleuve menaçant, le chantier était ouvert. Et ce chantier était une lutte, il fallait mener à bien cette tâche de lancer un ouvrage de plusieurs centaines de mètres, de gagner chaque pile, d'en bâtir les assises puis la charpente dans des conditions qui étaient celles d'un combat émouvant. Émouvant pour tous, pour l'ingénieur et pour chacun des hommes, jusqu'au plus humble. Chacun savait l'enjeu, et l'enjeu était qu'il y avait une grande tâche à accomplir, une grande circulation française à rétablir, et qu'il fallait que cette tâche fût accomplie. Au plus tôt. Qu'importaient les grands froids, le vent, les eaux, les glaces, une date était promise : elle seule importait. Et voici que dans les derniers jours, les dernières nuits, dans les inévitables difficultés que rencontre toujours l'achèvement hâtif d'un chantier, il fallut un si gros effort, si dur à ce chef de chantier, dur pourtant à la tâche. Mais la date était tenue. Et le matin lorsque l'ingénieur arrivait dans le vent aigre, mouillé de pluie, serrait la main du chef de chantier et le remerciait de cet effort de trois nuits de suite devant lequel nous étions tout émus, le chef de chantier répondait, d'un air un peu bourru parce que, après tant d'efforts, on est maladroit à remercier et sans habitude : « Vous étiez si gentil, monsieur, c'est pour vous que nous l'avons fait. » Nous savions bien tout ce que renfermait ce mot de gentil, tout simple, un peu naïf et si lourd dans sa simplicité, c'était un hommage à des qualités humaines. Après cela les inaugurations officielles pouvaient venir, tous leurs remerciements restaient minces et légers devant cette parole.

Mais quoi, je n'ai pas voulu écrire l'éloge d'un ingénieur. A quoi bon donner le nom de ce pont dont j'ai voulu rappeler ce souvenir. Il me semblerait dérober un secret à celui à qui cette parole fut dite. Et bien sûr il y a eu d'autres ponts, et celui-là n'était que l'un d'eux.

Mais c'est un des chantiers de mon pays, et je voudrais que mon pays reprenne le rythme de confiance dont nous avons tous si grand besoin — que parmi les ministres chargés d'instruire le pays des grandes choses du monde, l'un d'eux ait pour tâche de faire place et petit à petit d'élargir la place de notre travail — que l'un d'eux soit un ministère qui ait le souci de la grandeur française avec ce qu'elle a gardé de simple et de valable, avec cette saveur saine et cette qualité de la trame et cette grâce aussi, un ministère de la confiance française. Que des buts nous soient

donnés, des buts prochains ou lointains, des buts prochains et lointains. Un pays aussi vit de confiance; sans doute il faudrait varier les thèmes mais ils ne manquent pas dans ce pays complexe, lourd des moissons encore à lever, lourd des moissons à semer. Que jour après jour cette atmosphère de dénigrement se réduise et disparaisse.

Ce n'est pas de naïveté, d'images fausses que nous avons faim, ce n'est pas d'intentions pures seulement, mais de l'évocation du vrai travail, de l'évocation de la vie, et que le travail soit notre sauvegarde et le premier pas vers la grandeur.

Et si tu te sens fatigué, ami, et découragé, et triste de la France, de ce qu'elle dit d'elle-même et dont ses journaux sont remplis, viens avec moi, viens chercher silencieusement la paix sur un chantier, et disons-nous dans le secret de notre cœur que pierre à pierre nous reconstruirons la joie.

Tours, le 28 août 1945.

René Parès.

ENQUETE A LA CAMPAGNE

Les vacances ont du bon. Quitter la ville, le bruit, les affaires, les soucis, l'entassement humain; parcourir les campagnes, sauter les ruisseaux, traverser les haies, s'allonger doucement sur l'herbe fraîche; faut-il l'avouer, bien manger, bien dormir, boire du bon cidre, quelle splendeur pour un Parisien !

Les vacances sont utiles. Reprendre contact avec le paysan, avec cet homme silencieux qui observe lentement les choses, les gens, les événements, c'est prendre de l'éloignement pour mieux mesurer les ensembles, c'est équilibrer sa sensibilité pour juger de façon plus sereine, c'est apprendre les choses sur le tas : informations plus instructives que les journaux et les livres.

Depuis des mois, dans des milieux très variés, j'entendais prononcer des jugements fort divers sur les choses de la campagne. Que de paroles sévères sur les paysans, sur le marché noir, sur les fameuses « lessiveuses » pleines de billets... Quand on y va voir de près, que d'exagérations ! Mais ce n'était pas le but de l'enquête que je me proposais de faire à titre de distraction... pour m'instruire.

J'avais suivi, durant les cinq années d'occupation, les faits et gestes de la Corporation agricole. Défunte, elle fut remplacée par un « système » assez obscur dont on disait du bien et du mal. J'étais curieux de savoir ce qu'il en était au juste. Après avoir lu le principal de ce qu'avaient publié à ce sujet les revues et la presse, je fis parler les paysans. Je n'ai pas la prétention d'avoir fait le tour du problème. Je fais part de mes observations, de mes réflexions, et presque exclusivement par rapport à la politique.

Il est impossible de se retrouver actuellement dans les méandres et les rivalités de l'organisation professionnelle agricole si l'on néglige l'aspect politique et, plus prosaïquement, électoral, que la question avait pris avant la guerre.

Il est bien évident que la gestion d'organismes professionnels agricoles procure de l'influence sur les cultivateurs et que celle-ci pouvait notamment se faire sentir au moment des élections. Il s'en est suivi que certains dirigeants agricoles ont été conduits à se présenter aux suffrages et à devenir hommes politiques, et, inversement, que certains hommes politiques ont cherché appui sur les groupements professionnels agricoles et sont devenus dirigeants agricoles. Les uns et les autres faisaient valoir qu'en exerçant les mandats électoraux, ils pouvaient travailler efficacement à la défense de l'agriculture. Le parti radical, et tout particulièrement les sénateurs, avait bien com-

pris l'intérêt électoral des organisations agricoles; depuis le Front populaire, les partis socialiste et communiste s'y étaient intéressés; les partis dits de droite y trouvaient un sûr appui politique, de sorte que tous les milieux politiques avaient tendance à considérer les organisations professionnelles agricoles comme des pions sur leurs damiers.

Cependant, au cours des années qui précédèrent immédiatement la guerre, l'organisation professionnelle faisait lentement mais sûrement son chemin. De plus en plus, nombre de dirigeants agricoles, paysans authentiques, n'admettaient pas cette déviation de la vie professionnelle agricole. Ils professaient que tout dirigeant agricole, digne de la confiance du paysan, devait rester un professionnel pur, et ils redoutaient par-dessus tout que la déformation politique n'aboutît à transformer leurs groupements professionnels en machines électorales. De plus en plus, ils se défiaient de tous ceux qui voulaient se servir d'eux en semblant les servir.

Cette défiance se fit jour en maints endroits à l'égard des fonctionnaires de l'agriculture. Les paysans avaient l'impression qu'un certain nombre se détournaient de leur tâche essentielle pour se transformer en agents électoraux. Certains, en effet, ayant séjourné longtemps dans les départements, en devenaient les grands électeurs et les plus efficaces.

Des abus réels aboutirent à généraliser cet instinct regrettable de déficience de la part des vrais professionnels. D'autres interventions suscitèrent le même sentiment chez les agriculteurs. Dans la pensée de faire appel à ceux qu'il imaginait représenter les forces saines de la paysannerie, pour lutter contre les fauteurs de subversion sociale, le grand patronat avait tendance à soutenir les groupements agricoles de combat; nul n'ignore l'origine des comités de défense paysanne, autrements dits « chemises vertes », de Dorgères.

Quand donc parut la loi du 2 décembre 1940, il en résulta un mouvement d'opinion favorable, du fait qu'elle semblait réaliser les aspirations du monde paysan vers l'unité professionnelle et qu'elle allait dans le sens d'une réaction grégaire, instinctive chez les paysans aux heures de danger.

Mais on pouvait prévoir que, dès sa naissance, la Corporation agricole devait représenter une immense force politique. Il serait enfantin de soutenir que toute arrière-pensée de cette nature était bannie. Un certain nombre de ses animateurs, tout particulièrement au plan national, étaient au point de vue politique nettement marqués.

Par ailleurs, au gouvernement, certains sentaient tout l'appui qu'ils pourraient retirer d'une forte organisation paysanne.

Il n'en reste pas moins vrai que, dans leur très grande majorité, les syndics régionaux étaient trop remplis de la mystique professionnelle et ils avaient trop de besogne professionnelle pour se rendre compte de la puissance latente qu'ils détenaient. En honnêtes citoyens qu'ils étaient, les syndics n'avaient pas la tête à la politique, tant ils étaient accaparés par la lutte quotidienne contre les difficultés croissantes. Dans chaque département, dans chaque commune, ils faisaient tout pour éviter les impositions en faveur des Allemands; ils

s'efforçaient de rendre tous les services possibles. Il n'est pas douteux que, dans l'immense majorité des cas, ils se montrèrent à la hauteur de leur tâche. On vit ainsi surgir dans la paysannerie un ensemble de chefs élus par leurs collègues paysans, conscients de leurs responsabilités et bien décidés à réaliser l'unité paysanne avec le seul souci du bien professionnel.

Dans les dernières années de l'occupation, l'attachement à la Corporation se desserra progressivement. Trop de querelles de personnes sur le plan national agaçaient les syndics; par ailleurs, la corporation n'avait pas une liberté suffisante et devenait le jouet du ministre. Mais, fait caractéristique et qu'il importe de retenir, les paysans restaient attachés à leurs syndics élus et les syndics, bien qu'accablés de toutes sortes de soucis, restaient fidèles à leur poste et dévoués à la paysannerie.

Par ailleurs, il n'est pas douteux que l'ensemble des syndics de la corporation sur le plan local et départemental, aussi patriotes et aussi anti-nazis que quiconque, étaient prêts à acclamer le général de Gaulle et qu'ils auraient accepté très volontiers un retour aux libertés syndicales, à condition toutefois qu'on trouvât le moyen de maintenir l'unité professionnelle dont ils venaient de pressentir les avantages et même la nécessité.

Contrairement à ces espérances, on ne leur rendit point la liberté syndicale, on maintint et même on renforça les erreurs de la corporation; la politique s'en mêlant plus que jamais, on frappa d'indignité tous ces chefs élus qui avaient conquis la confiance de leurs collègues.

A Alger, le 28 juillet 1944, le gouvernement provisoire prit une ordonnance détruisant la Corporation agricole, et tendant à rétablir l'organisation professionnelle agricole dans son état antérieur. En particulier, les Chambres d'agriculture devaient reprendre leur activité interrompue depuis 1940.

Cette ordonnance ne fut pas observée par les nouveaux commissaires de la République et les nouveaux préfets. Dans la plupart des départements, ils instituèrent des comités d'action agricole qui n'étaient pas dans la ligne de l'ordonnance. Comme les arrêtés créant ces comités étaient libellés en termes à peu près identiques, il s'agissait, sans doute possible, d'une mesure d'ensemble décidée, semble-t-il, par une autre autorité que le gouvernement d'Alger.

La composition de ces comités manifestait, à n'en point douter, l'intention d'éliminer les dirigeants agricoles antérieurs, alors même qu'ils étaient en place avant la création de la corporation. Le résultat dans bon nombre de départements est que la plupart des membres des comités étaient ignorés du public agricole, en dépit des postes qu'ils prétendaient avoir occupé dans les groupements clandestins et notamment dans la Confédération Nationale Paysanne de M. Tanguy-Prigent et la Confédération Générale des Paysans Travailleurs de M. Waldeck Rochet. A ces inconnus, on adjoignit d'assez nombreux directeurs de groupements agricoles et notamment de coopératives, sous un prétexte de technicité qui n'était pas fait pour plaire aux exploitants agricoles.

Parut l'ordonnance du 12 octobre 1944. Elle était précédée d'un

exposé des motifs qui produisit sur les milieux paysans une impression très défavorable. Cette impression s'accrut quand, dans le *Journal Officiel* du 21 octobre, on connut la composition de la commission provisoire d'organisation du Comité national d'action agricole. Presque tous étaient de nouveaux venus, les amis politiques du ministre de l'Agriculture. Or il était évident que ces gens ne représentaient dans les milieux paysans qu'une faible minorité.

Il advint ce qui devait advenir : mécontentements, suspicions, querelles, et en fin de compte un manque de confiance caractérisé. Tout n'allait donc pas pour le mieux dans le meilleur des mondes chez les paysans.

Enfin vint le congrès de mars 1945. Cette fois, ce fut la détente. Le ministre dans son discours annonçait :

— le rétablissement de la liberté syndicale;

— de nouvelles élections avec toutes garanties d'équité;

— le retrait des exclusives jetées contre les professionnels qui n'avaient pas été condamnés par les tribunaux réguliers;

— la préparation par la commission provisoire d'un nouveau programme de nature à satisfaire les diverses tendances;

— l'étude d'une nouvelle structure de l'organisation professionnelle, tenant compte à la fois de l'union paysanne nécessaire et de la liberté syndicale rétablie.

Enfin, il appelait à siéger dans les bureaux des gens d'une autre tendance politique et sociale que la sienne : des cultivateurs qui avaient même été syndics dans la Corporation. Tout était à l'espérance. Un climat d'entente était créé.

Et pourtant, le malaise ne tarda pas à renaître et même à s'accentuer. La liberté syndicale tardait à venir et encore ne fut-elle que partielle, limitée aux plans local et départemental; autant dire qu'elle était inefficace. Puis, en mai 1945, paraissait un arrêté du ministre relevant de ses fonctions le directeur de la Mutualité agricole pour le remplacer par un fonctionnaire. De ce fait, M. Astier, président de la Mutualité, démissionnait pour protester. Et le 27 juin, le 30 juin, le 28 juillet 1945, paraissaient des arrêtés déclarant inéligibles à la direction de toute organisation agricole, une cinquantaine d'anciens dirigeants nationaux et régionaux de la Corporation.

Le ministre avait pourtant déclaré précédemment que l'indignité paysanne ne jouerait que pour les hommes condamnés selon les ordonnances de l'épuration. Or, dans toutes ces listes, on était bien obligé de constater que beaucoup n'avaient été l'objet d'aucune épuration au titre de ces ordonnances. De là, à conclure qu'on voulait tout simplement écarter des dirigeants influents ne suivant pas la politique de parti du ministre, il n'y avait qu'un pas.

Enfin, une ordonnance du ministre était soumise à la signature des autres ministères. Cette ordonnance visait à l'étatisation de la Mutualité. Le ministre en devenait pratiquement le maître, il nommait les directeurs qui devenaient de véritables fonctionnaires. Et, fatalement, c'était, à délai plus ou moins bref, la prise en charge par l'État de tous les services sociaux et œuvres sociales créés par la Mutualité.

Les paysans éclairés se demandaient avec anxiété ce que devenait au milieu de tout cela l'idéal démocratique. Les paysans, en effet, s'en rendaient compte bien plus que je ne l'imaginais. Ils ont parfaitement noté qu'ainsi le syndicalisme redevenait pratiquement unique comme sous la Corporation et que, cette fois, comme aux derniers temps de la Corporation, il était tout entier entre les mains du ministre. Plusieurs m'ont conté que leurs dirigeants qui avaient des réclamations ou des suggestions à formuler s'étaient rendus instinctivement au Ministère et non à la C.G.A. et qu'ils avaient, en effet, constaté que les questions importantes en matière de syndicalisme étaient traitées par les fonctionnaires du ministre. Il n'y a pas à en douter, la collusion fut entière entre le politique et le professionnel.

Cependant, ce qui choqua le plus le paysan, ce fut l'oubli des promesses ministérielles au sujet de l'épuration. L'un d'eux me disait : « Pour que le syndicalisme soit bien entre les mains du ministre et dans la ligne de la politique de son parti, on « épure » les chefs susceptibles de penser autrement que le ministre. » Comment alors, après tout cela, oser parler de liberté syndicale et même de liberté tout court !

Ce serait une erreur de s'imaginer que les paysans sont des gens aveugles qui ne se rendent pas compte de tous ces agissements. Dans toutes mes conversations avec eux, j'ai eu l'impression très nette qu'ils n'étaient pas dupes le moins du monde. Mais le paysan est un homme silencieux. Habitué à observer ses semis, ses outils, ses bêtes, les nuages et les vents, il observe avec la même sagacité et la même pondération les faits et gestes de ceux qui dirigent. Il ne se laisse pas prendre aux paroles, aux discours, aux promesses. Sur ce point, on a pu se méprendre : il écoute, il donne l'impression d'être de votre avis, mais rentré à la maison, puis le lendemain, en suivant la herse ou la charrue, il réfléchit, il apprécie.

Il est facile aujourd'hui de résumer le fruit de ces réflexions. Depuis un an, depuis la libération, qu'a fait le ministère de l'Agriculture ?

« On nous dit qu'il faut améliorer nos modes de culture, remembrer, nous moderniser, organiser la production, qu'il faut en un mot mettre nos modes de culture à l'instar des techniques industrielles.

« Mais tout le monde le sait, ce travail dépasse nos possibilités. Nous avons besoin d'être soutenus, guidés, orientés par les pouvoirs publics. Il nous faudrait l'appui d'un grand ministère technique de l'Agriculture. Or, depuis un an, que fait-on pour nous, pour nos campagnes ? Comme toujours, on nous considère comme une clientèle électorale du plus gros intérêt. A propos de syndicat et d'unité sévit partout la politique. Ce n'est pas seulement l'étatisation de nos organisations libres qui se poursuit, c'est la mainmise de la politique sur nos organismes, sur nos syndicats. »

Voilà ce que j'ai entendu exprimer de cent manières différentes par les braves paysans que j'ai rencontrés et interrogés. Et ceci m'a permis de constater une chose à laquelle on ne porte pas assez attention.

On s'imagine volontiers que, dans les campagnes, il n'y a eu, depuis vingt ans, aucune évolution. Tout est calme dans la vie aux champs,

les traditions sont respectées, le paysan semble demeurer toujours égal à lui-même. Il semble vouloir continuer à s'en remettre à d'autres du soin de mener ses affaires.

Quelle illusion ! Les idées démocratiques ont fait leur chemin ici plus vite que partout ailleurs, comme pour rattraper un retard évident. Plus que jamais, les paysans se défient des fonctionnaires qui font autre chose que leur besogne et qui se mêlent de politique. Il est même regrettable que cette défiance s'exagère et que tous les fonctionnaires soient pris dans cette mentalité de défiance à leur égard. Plus que jamais, les paysans se défient des gens de la politique qui, venant de la ville, leur promettent monts et merveilles. Ils se défient même avec exagération de tout ce qui est politique.

D'instinct, actuellement, ils recherchent des gens qui soient des paysans authentiques et qui ne s'intéressent qu'aux choses de la profession, quelle que soit leur couleur politique. C'est un fait, ils ne sont même plus attachés à leurs sénateurs, qui étaient autrefois considérés comme les défenseurs nés de la paysannerie.

Sans doute, il existe encore une masse de vieux paysans qui ne se soucient de rien autre que de gagner le plus possible, et ces gens peuvent être encore une proie facile pour les partis politiques, mais, dans les jeunes générations, on trouve des gens plus instruits, plus actifs, plus éveillés, qui ont compris et qui nous étonneront demain. Si mes observations sont justes, je ne crois pas qu'ils soient à même de faire des chefs sur le plan national, mais, sur le plan départemental, ils feront sûrement figure; quant au plan local, là ils sont maîtres. Dans beaucoup de départements, ce sont presque tous les anciens syndics communaux ou cantonaux qui sont élus, là où tout au moins la liberté de vote est réelle.

De plus, ce qui est très caractéristique, toute cette génération nouvelle est nettement démocrate. A vrai dire, on pourrait s'y tromper à première vue, tant ils sont tous attachés à l'idée d'unité paysanne pour la défense de leurs intérêts. Ils le sentent nettement : le problème difficile de demain consistera à assurer un juste équilibre entre les prix industriels et les prix agricoles, et, il faut l'avouer, beaucoup se défient des partis ouvriers qui réclament la hausse des prix agricoles en même temps que le maintien des prix à la consommation.

Pour être forts, ils veulent une forte organisation nettement agricole. Mais, par ailleurs, ils affirment hautement que si cette unité doit se réaliser, elle ne doit nuire en rien au maintien des libertés syndicales. Il est encore assez facile de saisir leurs sentiments à cet égard sans que, pourtant, ils le traduisent avec toute la clarté que pourraient désirer les gens habitués à manier les idées.

On perçoit pourtant suffisamment leurs aspirations. Quand ils parlent de l'ancienne corporation, ils reconnaissent volontiers, ce qui fut en effet sa plus grave erreur, que, « en faisant un syndicat unique, on n'avait pas tenu compte des minorités et c'était bien là la cause de beaucoup des malaises actuels ». C'est pourquoi beaucoup affirment avec une loyauté qui étonne : « Nous entendons cette fois que les communistes aient le droit d'avoir leurs syndicats, de même les socialistes, de même ceux qui ne veulent pas être d'un parti politique. » En fin de compte, leur pensée dominante est qu'ils veulent

que soient respectées les libertés, et c'est en cela qu'ils me paraissent nettement démocratiques.

J'aurais voulu savoir comment ils pensaient pouvoir concilier ces deux points de vue : l'unité paysanne et la liberté syndicale. Il faut le reconnaître, aucun n'a pu me répondre de façon très précise. La plupart me disaient : « Tout cela est peut-être difficile, mais ce doit être possible. » Plusieurs me disaient, un peu embarrassés : « Somme toute, ce qu'il faudrait, c'est avoir une corporation comme il y a un an, où tout le monde était représenté, et avoir des syndicats libres comme avant guerre, suivant les idées de chacun. » La recette était évidemment simpliste, mais elle est, à mon avis, marquée du coin du bon sens.

Au fond, ce que veulent les paysans, c'est un organisme analogue aux Offices Professionnels qui ont précisément pour but d'assurer, auprès du ministre, la représentation de tous les professionnels pour élaborer et appliquer les règlements et réaliser ainsi l'unité professionnelle. Si aujourd'hui les paysans ne sont pas tellement opposés à la C.G.A., c'est parce qu'elle se présente, à l'image de la Corporation, comme un organisme réunissant tous les représentants des diverses catégories du monde rural et de toutes les tendances, en vue de mettre de l'ordre dans la profession et de la défendre efficacement en accord avec les pouvoirs publics.

Il est, en effet, par trop évident aux yeux de tous, que la C.G.A., telle qu'elle est constituée, n'a rien de la nature du syndicat.

L'opposition des agriculteurs ne vient donc pas de sa constitution, mais du fait qu'elle est trop « politique », trop entre les mains du ministre et de ses fonctionnaires et surtout qu'en se transformant en syndicat unique, elle ne respecte pas les libertés syndicales.

Pour corriger ces déviations éminemment graves en régime démocratique, il suffirait donc de transformer la C.G.A. en Office professionnel agricole et de sauvegarder la liberté entière pour tous les syndicats de toutes tendances, tout comme, dans l'industrie, l'Office professionnel respecte parfaitement la vie des divers syndicats patronaux, artisans et ouvriers.

Il suffirait, pour répondre à coup sûr aux désirs des paysans, de retrouver la même formule sur le plan départemental et d'imaginer des formules pratiques pour résoudre la difficulté du plan local.

Selon la réflexion d'un jeune de vingt-six ans, déjà père de cinq enfants : « Ce ne doit pas être bien compliqué de trouver la bonne façon, à condition qu'on ne veuille pas faire que de la politique. »

Volontiers je souscris à cette formule réaliste. Il semble qu'aujourd'hui, en France, on veuille faire de la politique à la façon du chat et de la souris qui jouent perpétuellement à cache-cache. Ne serait-il pas temps et dans tous les domaines de parler clair et net et de faire objectivement les choses.

Cette remarque sera ma conclusion. C'est pour répondre à ce souci d'information objective que j'ai tenu à faire cette modeste enquête. Ai-je réussi ? Je l'ignore. Mais, en tous cas, elle aura été pour moi d'un grand réconfort. J'ai pu constater qu'aujourd'hui comme hier les paysans étaient gens de grand bon sens. J'ai eu la joie de constater par moi-même ce que j'entendais dire dans bien des mi-

lieux : « Une nouvelle génération de paysans intelligents et actifs se lève. »

Si ces jeunes ne désertent pas la terre comme tant d'autres, si, par ailleurs, les Pouvoirs Publics sont décidés à élaborer une grande politique agricole, si par là même le Ministère de l'agriculture sait faire sa révolution en n'étant plus, comme toujours il le fut, une officine politique de partis politiques, s'il est capable de devenir un grand ministère technique, si enfin on sait faire appel à cette jeune génération, en lui donnant le statut professionnel qu'elle désire, en aménageant à la fois l'unité et la liberté, les campagnes de France seront sauvées.

10 septembre 1945.

PAUL DESCHAMPS.

HENRI HAUSER : *La pensée et l'action économiques du cardinal de Richelieu.* Presses Universitaires de France, 1944. Un vol. grand in-8, 195 pp., 50 fr.

Vous vous rappelez la vieille et banale formule scolaire : « Richelieu avait trois buts... » Dans son « Testament politique », il les a lui-même définis ainsi : « Ruiner le parti huguenot, ravaler l'orgueil des grands, soutenir une grande guerre contre des ennemis puissants pour assurer enfin par une bonne paix le repos pour l'avenir. » Mais il en a indiqué un autre : « ... mettre l'État en opulence. » Il y a consacré toute sa vie politique, et Henri Hauser, après nous avoir donné un beau livre sur les *Travailleurs et marchands de l'ancienne France*, applique aujourd'hui son érudition à nous démontrer qu'en effet le grand cardinal fut en même temps qu'un homme d'État un économiste clairvoyant et hardi.

Richelieu reconnaissait que si « les États augmentent souvent leur étendue par la guerre, ils s'enrichissent ordinairement dans la paix par le commerce ». C'était ainsi exprimer sa pensée économique, car le « colbertisme » est antérieur à Colbert, et celui-ci ne cachait pas qu'il considérait Richelieu comme un maître, même en matière d'économie politique. En effet, au mercantilisme étroit qui sera celui de Colbert, Richelieu avait opposé d'avance un large idéal d'économie nationale.

Bien peu d'auteurs, avant Henri Hauser, ont abordé ces questions. Lui, grâce à des « découvertes » dans les Archives du Quai d'Orsay, en a tiré un ouvrage intéressant et solide. Il y développe les idées de Richelieu sur le commerce — extérieur, intérieur —, la circulation, le Travail national, les Finances, nous dévoile les desseins du cardinal, nous conte ses entreprises multiples et nous en fait déplorer les échecs. Car, hélas! la nation n'a pas suivi le ministre; mais surtout l'obligation de faire la guerre et de détestables finances furent les deux obstacles décisifs à la réussite de cet infatigable serviteur de la Royauté dont le constant dessein, toujours à méditer, fut, dans tous les domaines, de « remettre la France en sa première grandeur ».

ANDRÉ LAFONS.

LA NOUVELLE EUROPE

I. — Profondes différences entre l'Ouest et l'Est

Une intelligence révolutionnaire

La victoire que remportèrent ensemble les Puissances Anglo-saxonnes et l'Union soviétique, et la tâche commune de reconstruction de l'Europe qui en résulte pour eux, a mis une fois de plus en lumière la vieille opposition entre l'Orient et l'Occident. La nature même de cette opposition est comprise différemment dans l'Europe occidentale et dans l'Europe orientale. Il est important d'examiner cette différence, car elle n'a pas seulement un rôle à jouer dans l'orientation la plus profonde de notre temps, mais aussi dans la solution pratique des problèmes politiques d'aujourd'hui.

Nous, occidentaux, nous pensons que la « civilisation occidentale » est un héritage de la pensée grecque, du droit romain et de la religion chrétienne. Nous nous rappelons qu'à la décadence de Rome l'Église a sauvé cet héritage, qui donna naissance à la merveilleuse civilisation du moyen âge; — comment au moyen âge succèdent la Réforme, la découverte du Nouveau Monde et l'ouverture des grandes routes de l'océan, et la révolution industrielle. Nous songeons aux progrès de la liberté politique durant le XIXe siècle, au libéralisme anglais, au radicalisme français, à la naissance d'une grande nation d'hommes libres de l'autre côté de l'Atlantique. Nous sommes fiers et reconnaissants de cet héritage, que nous opposons parfois au despotisme oriental, aux traditions mongoles et byzantines dont sont issus la Russie tsariste et le système totalitariste de l'Union soviétique.

Mais pour la Russie l' « Occident » a une signification toute différente. La Russie doit sa première civilisation, non pas à l'Occident, mais à ses relations culturelles avec les empires grecs et arabes. Pendant les longs siècles où il était libéré des invasions mongoles, le peuple russe a eu à lutter contre toute une suite de grandes invasions, qui toutes venaient de la même direction : de l'Occident. Les chevaliers teutoniques mirent à sac les cités russes

au moyen âge, les Polonais pénétrèrent jusqu'au Kremlin au XVIIe siècle, les Suédois ravagèrent les provinces occidentales au XVIIIe. Puis vint l'attaque meurtrière de Napoléon. Et la première moitié du XXe siècle a vu deux invasions allemandes, les plus destructrices de toute l'histoire russe. Aucune de ces invasions n'avait de motifs plus élevés qu'un brutal désir de conquête.

Influences occidentales.

Pour autant il serait absurde de nier que la Russie ait reçu de l'Occident de très fortes influences culturelles. L'œuvre importante de Pierre le Grand et de Catherine II fut due, dans une très large part, à l'aide apportée par des conseillers occidentaux. Mais les influences occidentales n'ont jamais pénétré profondément au cœur du peuple russe. La classe élevée adopta les costumes et le langage des Français. Mais de ce fait elle perdait contact avec son propre peuple. La haute société s'occidentalisait, le bas peuple demeurait russe. C'était là une des nombreuses brisures qui devait amener plus tard la révolution.

Même dans la classe cultivée il y avait une école de pensée qui réagissait contre le cosmopolisme exagéré des « Occidentalistes ». Les « Populistes » (*Narodniki*) à la fin du siècle dernier soutenaient que la Russie ne devait pas imiter l'Occident, mais qu'elle devait trouver dans ses propres traditions et dans les esprits simples de ses paysans primitifs les idées de formation d'une nouvelle société. En créant cette société, la Russie deviendrait non plus le disciple mais le professeur de l'Europe.

Le marxisme était essentiellement une idée occidentale, et Lénine et ses Bolchevistes étaient les plus âpres ennemis du Narodniki. Mais quand la Révolution mondiale projetée échoua, quand les Soviets se trouvèrent isolés dans un monde hostile, poussés à une politique de « socialisme » dans un seul pays, il était inévitable que les vieilles habitudes de penser vis-à-vis de l'Occident reprissent vie.

En survivant aux coups colossaux portés par les hordes d'Hitler, le régime des Soviets s'est justifié à ses propres yeux et à ceux de son peuple. La Russie tint ferme quand l'Occident chancelait. A l'Ouest, la Grande-Bretagne seule survécut, mais les Russes expliquent cette résistance par la barrière du Détroit qui les préserva de la pleine force des Allemands. De la défaite des Allemands les Russes revendiquèrent pour eux-mêmes le mérite total. Sans aucun doute, il n'est aucune période de l'histoire russe où les dirigeants et le peuple aient exprimé une si complète conviction de leur supériorité sur l'Occident.

Les pays qui ont les premiers reçu le choc de l'Union soviétique sont ceux qui sont situés entre la Russie et l'Allemagne. Dans ces régions, ce ne sont pas seulement les conditions matérielles, mais plus encore — et cela n'a pas été suffisamment saisi par l'Occident — les courants de pensée qui en plus d'un point ressemblent à ceux de la Russie pré-révolutionnaire.

Les peuples du Danube et des Balkans ont supporté quatre siècles d'oppression turque et ont recouvré leur indépendance au XIXe siècle grâce à la pression des puissances européennes sur l'empire ottoman qui était à son déclin. Une fois libéré, ils construisent leurs nouveaux États grâce à l'appui économique et culturel de l'Occident. Pour ces raisons les Occidentaux sont inclinés à se considérer eux-mêmes comme de généreux bienfaiteurs et à regarder les petites nations comme leurs débiteurs profondément reconnaissants. Mais les peuples du Danube et des Balkans qui ont bonne mémoire, n'ont pas oublié qu'avant la conquête turque ils avaient eux aussi beaucoup à supporter des chevaliers teutoniques, de la maison de Habsbourg, des marchands vénitiens. Au XIXe siècle, l'expansion germanique vers l'Est reprenait et la pénétration des capitaux de l'Occident européen, sous le prétexte d'une grande amélioration matérielle, apportait la menace d'une nouvelle sorte de servitude.

Dirigeants et peuples.

Comme celle de la Russie tsariste, les classes dirigeantes des pays du Danube et des Balkans s'occidentalisèrent, négligeant ainsi leurs propres peuples et perdant contact avec eux. Les seigneurs agrariens de la Hongrie, les banquiers roumains et les armateurs grecs avaient plus de communauté avec les hommes d'affaires anglais et français qu'avec les paysans de leurs contrées.

Avant 1918 ces classes dirigeantes croyaient sincèrement aux idées libérales du XIXe siècle. Mais dans les années qui suivirent la guerre, sous la pression de la crise économique et du mécontentement populaire, ils abandonnèrent ces idées et adhérèrent aux dictatures autoritaires. Les peuples étaient sans espérance, mais leur hostilité contre leurs dirigeants allait croissant. Il y avait encore dans ces pays des dirigeants qui représentaient la « civilisation occidentale ». C'étaient ceux qui parlaient les langues de l'Occident et qui trouvaient bénéfice à maintenir les liens avec les hommes d'affaires occidentaux. C'est eux que les diplomates de ce même Occident fréquentaient.

Les paysans qui formaient en tous ces pays la majorité de la population étaient exclus de toute influence politique. Les chefs de l'opposition, partis paysans inclus, étaient sans orientations

nettes, irrésolus, sans efficacité. Ils mettaient leur foi dans les « démocraties occidentales », ils attendaient vaguement que celles-ci viennent de quelque façon à leur aide, devenaient vaguement amers quand cette aide n'arrivait pas, mais ne tentaient que rarement une action de leur propre gré. Mais par dessous les apparences une opposition plus déterminée allait grandissant. Son centre était la jeune génération des intellectuels. Dans les pays balkaniques et danubiens dont la structure sociale est dominée par un fond paysan, le principal moyen de recrutement pour la classe dirigeante est la haute instruction. Les grades de l'Université y ont relativement une importance plus grande que dans l'Europe occidentale. Pendant la dernière décade qui précéda la guerre, la jeune génération des classes instruites y fut de plus en plus influencée par les idées révolutionnaires.

Mouvements de Jeunes.

L'exemple le plus frappant est fourni par les étudiants de Yougoslavie qui, convaincus que la révolution peut seule résoudre les problèmes de leur pays, considéraient que leur devoir était de préparer par l'agitation et par la propagande le peuple. En cela ils ressemblaient au *Narodniki* russe dont le mouvement « Retour (*back to*) au peuple », à la fin du siècle dernier, bien qu'inefficace en lui-même, fut une étape essentielle de la préparation de la Révolution russe. A la différence des *Narodniki* les étudiants yougoslaves étaient marxistes. Certains appartenaient au clandestin parti communiste, et un plus grand nombre sympathisait avec lui. La plupart étaient fils de fonctionnaires mal payés ou de paysans, mais certains sortaient de familles opulentes. Le mouvement était surtout fort en Serbie, mais il s'étendait aussi aux autres parties de la Yougoslavie.

En Bulgarie, il y avait aussi un mouvement semblable, bien que plus faible, en raison de la terreur policière plus rigoureuse. Le Parti communiste, bien organisé à la manière des conspirations, trouvait son meilleur auxiliaire dans la jeune génération.

En Roumanie la jeunesse révolutionnaire était très attirée par la fasciste « Garde de fer » dont les slogans sociaux trompaient des milliers d'étudiants et de paysans, jusqu'à ce que les crimes et les folies de 1940 leur aient enlevé leurs illusions. Mais même en Roumanie une partie des intellectuels inclinaient vers la gauche. Certains d'entre eux formèrent l'aile gauche du Parti national-paysan de Manui, certains adhérèrent au petit Parti communiste et certains s'associèrent à des groupes plus petits encore, comme le Front des laboureurs.

En Hongrie un certain nombre de jeunes, hommes et femmes,

étaient attirés par la fasciste « Croix Fléchée », mais ils furent bientôt désillusionnés par son extrême soumission à l'Allemagne. D'autres joignirent les social-démocrates ou les communistes clandestins. Un groupe particulièrement intéressant fut le groupe appelé « Explorateurs de village ». C'étaient de jeunes intellectuels de Budapest, en partie d'origine paysanne, et en partie venus des classes moyennes, qui s'étaient spécialisés dans l'étude des trois millions de travailleurs agricoles en Hongrie, voyageant à pied à travers le pays pour voir la vérité par eux-mêmes. Ils fondèrent l'illégal « Parti national-paysan » qui va de l'avant depuis la libération de la Hongrie.

II. — L'Occident et l'Orient dans la lutte contre Hitler

Une alerte pour la politique britannique

Les intellectuels révolutionnaires des pays du Danube et des Balkans étaient portés à regarder les démocraties occidentales comme le foyer de la liberté politique et du progrès social. Leur principale inspiratrice était la France de la Révolution, mais ils étaient loin d'ignorer les traditions du libéralisme britannique et américain. Au fur et à mesure que la menace allemande grandissait, ils attendirent de plus en plus l'aide de l'Occident. Leurs espérances reçurent un rude coup à Munich. C'est un fait curieux mais des plus importants que les continentaux en général, et l'Est européen en particulier, sont inébranlablement convaincus de la profonde ruse politique des Anglais qui, croient-ils, ne laissent rien à la chance. Ils se refusaient à croire que l'accord de Munich éatit le résultat d'une politique étrangère sans intelligence, et d'armements insuffisants. La seule explication possible était un complot réactionnaire profondément médité. L'idée se répandit que les capitalistes anglais et français encourageaient les plans d'Hitler pour assujettir les contrées danubiennes et balkaniques ainsi que la Russie, espérant ainsi gagner pour eux-mêmes une part du butin matériel.

La déclaration de guerre réveilla les espoirs de quelques-uns, mais d'autres leur ripostaient en parlant d' « une querelle entre deux bandes de voleurs impérialistes de l'Occident ». Quand la France fut défaite et la Grande-Bretagne sur la défensive, les pessimistes semblèrent avoir gain de cause. La situation fut transformée par l'invasion germanique de la Russie. L'Orient européen, toujours plus impressionné par les armées de terre que par la puissance aérienne ou maritime, commença à regarder la guerre comme un duel entre l'Allemagne et la Russie. Les espé-

rances de l'*intelligentsia* révolutionnaire étaient naturellement dans l'Armée rouge. L'enthousiasme pour l'Est et la désillusion au sujet de l'Occident grandirent en même temps.

Ceux qui représentaient « l'Occident » dans les pays des Balkans et du Danube, les classes dirigeantes qui avaient d'étroits liens économiques ou culturels avec Paris ou Londres, furent ceux qui « collaborèrent » avec les forces allemandes d'occupation. Les leaders anglophiles et francophiles dans le meilleur cas restèrent passifs, et dans le pire aidèrent activement les Allemands. Les « résistants » furent les paysans arriérés qui ne connaissaient presque rien de « l'Occident », menés par les jeunes intellectuels radicaux, qui étaient de plus en plus tournés vers « l'Orient ». Les étudiants yougoslaves formèrent l'armature de l'armée de Tito, fournissant dans une grande proportion ses officiers supérieurs et les « commissaires politiques ». Le mouvement clandestin et les quelques partisans de la Bulgarie étaient formés des mêmes éléments. En Hongrie et en Roumanie, c'étaient des gens de même espèce qui furent les auteurs des quelques feuilles de propagande ou des petits actes de sabotages qui étaient racontés.

Régimes nouveaux.

Aujourd'hui ces éléments sont au pouvoir dans les pays danubiens et balkaniques. Il est évident que, pour une grande part, ils tirent leur force de la présence de l'armée rouge. Dans un cas au moins — la Roumanie — le gouvernement actuel fut imposé par une intervention directe de la Russie. Encore qu'il y ait une profonde erreur à regarder les nouveaux régimes comme de pures marionnettes entre les mains des Soviets, créés uniquement par une pression extérieure. Les dirigeants des nouveaux régimes sont des révolutionnaires intellectuels, dont certains sont communistes, et dont d'autres ne sont d'aucun parti et ont des antécédents divers. Ces hommes certainement ne représentent que des minorités. Mais cela ne signifie pas que leurs adversaires possèdent une majorité. Les leaders des vieux partis, qui triomphèrent aux élections dans les vingt ou même trente dernières années, croient encore qu'ils représentent la « volonté du peuple », mais qu'il en soit réellement ainsi, il n'y a absolument aucun moyen d'en juger.

Les nouveaux dirigeants sont des hommes jeunes, résolus et souvent impitoyables, qui ont des idées claires et concrètes de réforme sociale et politique. La majorité de chaque nation consiste en petits propriétaires paysans, appauvris et sans éducation politique, pour lesquels, durant les vingt dernières années, les

vieux régimes eurent peu de considération. Si les nouveaux gouvernants procurent des avantages concrets à cette classe trop longtemps opprimée, ils peuvent conquérir plus que la majorité. Il est utile de se rappeler qu'il y a vingt-cinq ans de cela, les Bolcheviques russes étaient aussi une petite minorité de révolutionnaires intellectuels qui se poussèrent eux-mêmes à la tête d'une masse mécontente de travailleurs inexpérimentés et de paysans ignorants..

Les nouveaux dirigeants regardent en Russie pour la direction de leur conduite, et considèrent l'Occident avec scepticisme si ce n'est avec hostilité. En partie parce qu'ils sont éblouis par les succès militaires des Soviets, mais aussi en partie parce qu'ils considèrent l' « Occident » comme réactionnaire, parce qu'ils craignent que les puissances occidentales, et particulièrement la Grande-Bretagne, soient hostiles à tous leurs plans de réforme politique et sociale. Dans chaque cas où ce fut possible, une sinistre interprétation a été donnée à la politique anglaise : pas d'expéditions militaires, mais des plans réactionnaires pour accélérer les accords avec Darlan et Badoglio; le soutien de Mihailovitch était dû, non à des informations confuses et insuffisantes à Londres, mais à des « influences pro-fascistes », la politique britannique en Grèce était inspirée par le désir d'exterminer un mouvement de la gauche.

Tout cela est cru non seulement par les révolutionnaires, mais aussi par les vieux leaders de la droite et du centre qui sans aucun doute espèrent encore qu'un jour les puissances occidentales combattront la Russie pour leurs causes. La croyance à une « troisième guerre mondiale » rend presque impossible la guérison des anciennes blessures et la création d'un gouvernement vraiment représentatif dans les pays du Danube et des Balkans. Il renforce aussi la croyance sans fondement que « l'Occident » est pour la « Réaction » et que le « Progrès » vient exclusivement de l' « Est ».

Ainsi l'évolution interne de ces États a-t-elle une grande ressemblance avec celle de la Russie. En Russie les idées anti-occidentales, qui étaient très fortes dans une partie de l'*intelligentsia* d'avant 1917, survivent encore sous une forme quelque peu différente dans la nouvelle *intelligentsia* et dans la bureaucratie qui constituent la classe dirigeante de l'Union soviétique. Dans les pays du Danube et des Balkans, la porteuse de ces idées est aussi une *intelligentsia* révolutionnaire. Le processus par lequel ces éléments sont venus au pouvoir a été accéléré, mais non suscité par les victoires de l'Armée rouge.

« Le Mouvement vers l'Est »

Mais l'enthousiasme pour l'Orient et la perte de confiance dans les traditions de l'Occident ne sont pas le propre de ces pays du centre. Ils s'étendent aussi à l'ouest de l'Europe. Les puissants mouvements de gauche en France et en Italie doivent leurs succès non seulement à leur beau « tableau » de « Résistance » pendant la guerre et aux aspirations sociales des travailleurs industriels, mais aussi à la fascination de la force soviétique. Ces hommes sousestiment encore l'effort de guerre de la Grande-Bretagne et de l'Amérique et s'appuient sur le fait que les éléments, qui dans leurs pays avaient les liens les plus étroits avec les puissances anglo-saxonnes, appartenaient à cette classe opulente qui se compromit grandement dans la « collaboration » au temps de l'occupation allemande, et dont le programme politique d'aujourd'hui est négatif et vague. Si aucune alternative constructive politique, aucune « nouvelle solution » n'émerge dans les pays occidentaux, il semble possible que le « mouvement vers l'Est » qui a triomphé dans la vallée du Danube, triomphe également sur les bords de la Méditerranée et de l'Atlantique.

La vérité est qu'en Europe « l'Occident » a non seulement perdu son ancienne suprématie matérielle, mais qu'il est en danger de perdre aussi la direction intellectuelle et morale. En 1940 et en 1941, les espoirs de l'Europe étaient attachés à la Grande-Bretagne. Aujourd'hui, bien que la Grande-Bretagne soit encore le plus fort des États occidentaux européens, elle est indubitablement dépassée en force et en prestige par les deux grands géants, les États-Unis et l'Union soviétique. L'éclipse de l'influence britannique au centre et à l'est de l'Europe, due en partie à nos erreurs, mais peut-être davantage à des facteurs au-delà de notre contrôle, est regrettable mais est un fait.

Nous ne gagnons guère à dénoncer les États nouveaux comme des « bandits », ou ceux qui cherchent objectivement à justifier leur origine comme des « hommes de paille des communistes ». L'est de l'Europe est passé sous la domination russe. Plus encore, les nouveaux dirigeants pour la plus grande part sont en mésintelligence avec la Grande-Bretagne d'aujourd'hui et avec tout ce que la Grande-Bretagne a construit par son histoire passée, et persisteront vraisemblablement pour de nombreuses années dans leur mésintelligence.

L'avenir de l'Occident.

Ces pays de l'Est européen où ces nouveaux régimes ont surgi n'ont jamais été d'un grand souci pour la politique étrangère an-

glaise. Par contre l'avenir de l'Europe occidentale est d'importance vitale pour nous. Si la politique anglaise perd contact avec les aspirations politiques des Français, des Italiens et des autres nations occidentales, la sécurité des Iles Britanniques est en danger. Bien que la politique britannique doive être fondée sur la bonne amitié avec l'Amérique, et sur l'Alliance avec la Russie, on ne peut sans grave péril ignorer l'Europe occidentale. Un « bloc occidental », activement dirigé contre « l'Est » est une conception dangereuse et erronée. Également dangereuse est une « sphère occidentale d'influence » dans laquelle la Grande-Bretagne « dominerait » dans le vieux sens impérialiste du mot. Plus dangereuse que toutes serait l'idée que certains ensembles d'institutions politiques ou sociales chères aux Britanniques doivent être imposée par une pression extérieure dans les pays occidentaux.

Quelque chose de plus consistant et de plus positif que tout cela est nécessaire. Les nations occidentales doivent être unies par des liens plus étroits que de correctes relations diplomatiques. Elles doivent examiner ensemble, à la lumière de leur commun héritage, les problèmes politiques et économiques qu'ils ont tous à affronter, et tout en respectant totalement leurs respectives indépendances, s'entendre néanmoins sur les formes générales de traitement que requièrent leurs difficultés communes. Cette tâche, à la fois énorme et insaisissable, difficile à étreindre et plus difficile encore à achever, peut bien épouvanter des hommes d'État fatigués et des diplomates surchargés, mais elle ne peut être en cette période de crise ignorée avec impunité. C'est uniquement si elle est regardée carrément en face que nous pouvons avoir une chance de restaurer le prestige de l' « Occident » et devenir capables de jouer un rôle neuf et constructif dans l'Europe et dans le monde de demain.

(*The Times*, 23 et 24 août 1945.)

L'INSTITUT DE SCIENCE ECONOMIQUE APPLIQUEE

Dès le début de 1944, chaque Français sentait venir l'approche de la libération; chacun comprenait que le seul travail valable était celui qui prévoyait l'organisation et la vie du pays, redevenu enfin, par le départ de l'ennemi, maître de ses destinées. Nous avons assez rappelé le travail fait par ceux qui, dans la clandestinité, préparaient l'approche de ce jour tant attendu. Mais une fois la liberté retrouvée, il faudrait préparer la reprise économique du pays. On sait que, également dans la clandestinité, d'importantes études étaient faites dans ce but. Ainsi le *Rapport sur le passage de l'économie de guerre à l'économie de paix*, établi par le Comité général des Experts nommé par le C.N.R. D'autres travaux se faisaient à tirage découvert, mais qui, secrètement, avaient le même souci de déterminer les conditions de la renaissance économique française en liaison avec les puissantes économies alliées. Ainsi l'I.S.E.A.

C'est dans ce but, en effet, que se groupe, autour du professeur François Perroux, une équipe de jeunes travailleurs intellectuels venus d'horizons différents, mais également intéressés par les questions économiques. Quoiqu'ils aient chacun une optique particulière du fait de leurs activités antérieures, ils se mettent aisément d'accord sur un ordre d'urgence. Il leur apparaît que, parmi tant de problèmes, il en est qui peuvent être qualifiés d'*inévitables*. Ce sont ceux qui, après la victoire, quels que soient le régime politique et l'évolution des événements, devront, *en tout état de cause*, recevoir des solutions *positives* et faire l'objet de *politiques cohérentes* fondées sur une étude et une méditation approfondies.

L'*Institut de Science Économique Appliquée* naît alors du désir de mener à bien une tâche dont la difficulté implique le dévouement exclusif de ceux qui s'y adonnent et l'existence d'importants moyens de travail. Le professeur François Perroux trouva, pour la réalisation de son projet, une compréhension unanime et de nombreux appuis.

Successivement, le Service d'études économiques du ministère des Finances, la Banque de France, la Caisse des Dépôts et Consignations, le Crédit National, le Groupement National des Coopératives de Consommation, l'École libre des Sciences Politiques et de nombreuses Facultés de Droit lui apportent les contributions matérielles et les appuis moraux qui lui sont indispensables. La Dotation Carnegie pour la paix internationale lui offre une partie de son hôtel du boulevard Saint-Germain et l'autorise à utiliser sa bibliothèque, fermée depuis l'occupation allemande.

Un Comité de patronage se constitue avec MM. André Siegfried, membre de l'Institut, Gaëtan Pirou, professeur à la Faculté de Droit

de Paris, Alfred Sauvy, directeur de l'Institut de Conjoncture, Auguste Detoeuf, président de la Cegos.

En accord avec M. François Perroux, ces personnalités assignent un double but à l'Institut de Science Économique Appliquée :

— l'interprétation des problèmes économiques contemporains à la lumière des enseignements les plus sûrs de la science économique *et la préparation de leur solution par un effort strictement scientifique*;

— la constitution d'un centre d'échange et d'élaboration de la connaissance économique par le concours, jusqu'ici non réalisé, des théoriciens, essentiellement représentés par les professeurs, et des gens de pratique, tels que fonctionnaires, ingénieurs, industriels, ouvriers. Ainsi sera réalisée, en vue du bien commun, la collaboration si souvent souhaitée de ceux qui enseignent l'économie sans pouvoir la pratiquer et de ceux qui la construisent sans avoir pu, le plus souvent, l'étudier de façon systématique.



Conformément à ce double objectif, le Comité de patronage et le directeur de l'I.S.E.A. inscrivent au programme de travail des années 1944 et 1945 l'étude exhaustive de trois problèmes qu'ils jugent capitaux et que l'évolution des événements a révélés tels :

— les plans monétaires internationaux;
— la rémunération du travail et la politique du salaire;
— la sécurité sociale.

I. — Les plans monétaires internationaux

En janvier 1944, cette expression n'évoquait rien à l'esprit de la plupart des Français. Elle désignait cependant le plus grand effort qu'aient jamais tenté les nations du monde, enfin conscientes de leur essentielle solidarité, en vue de résoudre par des accords collectifs le problème de la reprise du commerce international, détraqué, étiolé et finalement réduit presque à néant, entre les deux guerres, par les pratiques restrictives et discriminatoires sur le plan commercial, et par les manipulations spontanées ou rétorsives en matière monétaire.

A ceux qui concevaient l'importance du problème, apparaissait la difficulté de son étude. Comment réussirait-on à la mener dans le détail voulu sous l'occupation ennemie qui coupait le pays de l'extérieur et plus spécialement des nations où s'élaboraient les accords ?

Grâce à des concours nombreux et désintéressés, l'I.S.E.A. a pourtant tenu cette gageure. En juin 1944, il publiait [1] un travail considérable dans lequel il présentait, outre une histoire externe des divers plans (Keynes, White, Ilsley, Fraser), une analyse exhaustive de chacun d'eux et de la Déclaration de principe à laquelle les Nations-Unies

1. En cahiers ronéotypés et réservés à ses membres, afin d'échapper à la censure.

ont provisoirement abouti en avril 1944, une étude comparée de leurs mécanismes techniques, un tableau des réactions qu'ils avaient provoquées chez les nations intéressées, une chronologie de la réglementation monétaire de tous les pays du monde entre 1914 et 1944, des cartes monétaires, une histoire monétaire du monde entre les deux guerres et une étude approfondie des leçons qu'il importe d'en tirer pour l'avenir.

Poursuivant son effort, l'I.S.E.A. faisait paraître quelques mois plus tard, en mars 1945, un nouveau volume dans lequel il « situait » les plans monétaires après les avoir « présentés » dans le premier Cahier. Le plan britannique était ainsi étudié à la lumière des théories économiques de son auteur, Lord Keynes, dont on connaît l'influence sur la politique économique et financière de son pays (*Origines doctrinales du plan Keynes*) et au regard de l'évolution économique de l'Angleterre depuis la guerre de 1914-1918 (*Le plan Keynes et l'interventionnisme libéral en Grande-Bretagne*). Le plan américain (White) était, de façon parallèle, situé dans le mouvement des idées et des doctrines américaines, d'une part, et, d'autre part, dans l'évolution économique des États-Unis entre les deux guerres. Enfin une importante étude mettait à jour les liens existants entre les plans présentés par chaque pays et les grands intérêts internationaux que les mécanismes proposés s'efforcent, plus ou moins consciemment, de sauvegarder, d'accroître ou d'instaurer.

A l'heure actuelle [2], deux Cahiers consacrés à la Conférence monétaire internationale de Bretton-Woods sont en cours de publication. *Le Final Act* prévoit la création de deux organismes internationaux auxquels quarante-quatre États souverains vont avoir à donner leur adhésion dans les mois à venir. Le premier Cahier retracera l'histoire externe de la Conférence et comportera l'étude la plus approfondie qui ait été publiée à ce jour sur le projet de Fonds monétaire international. Le second présentera une étude analogue du projet de Banque pour la Reconstruction et le Développement et un tableau des réactions des divers pays du monde aux propositions du *Final Act*.

En même temps qu'il met la dernière main à ses travaux sur la Conférence de Bretton-Woods, l'I.S.E.A. se penche sur la situation du franc français devant la nouvelle organisation internationale de la monnaie et du crédit. Il entend résoudre de façon scientifique la question de la parité des monnaies en général et du franc en particulier. Un Cahier qui paraîtra en août ou en septembre livrera, dans sa première partie, une étude théorique sur les méthodes de calcul de la parité des monnaies, tandis que, dans la seconde, il appliquera au franc français les méthodes préconisées. Ainsi, pour la première fois, la parité de notre devise sera établie en fonction de tous les éléments d'un problème extrêmement complexe et non point arrêtée de façon empirique, et le plus souvent à contre-temps, selon des considérations de prestige ou pour des motifs de concurrence internationale.

En quoi les mécanismes prévus par le *Final Act* de Bretton-Woods peuvent-ils être utiles à la France ou, au contraire, affaiblir sa situa-

2. Juillet 1945.

tion internationale ? Quelles répercussions le jeu des institutions nouvelles devait-il logiquement entraîner sur la structure économique, sur l'organisation du crédit et sur la politique financière de notre pays ? Telles sont les questions centrales qui, à ce point des analyses entreprises, s'imposent à l'esprit et auxquelles s'efforcera de répondre un sixième Cahier qui clôturera la série consacrée aux plans monétaires internationaux.

II. — La rémunération du travail et la politique du salaire

L'investigation statistique aussi bien que l'observation monographique révèlent de profondes transformations dans la structure du salaire, qu'il n'est plus possible de considérer simplement comme un revenu de facteur économique, ni même peut-être comme le revenu d'un agent économique; il apparaît de plus en plus comme le revenu d'un membre d'une société d'hommes, déterminé autant par les besoins du salarié que par sa productivité. En même temps s'accomplit un mouvement qui, à premier examen, paraît contredire le précédent, et qui s'exprime par la tendance de plus en plus accusée d'ajuster le salaire à l'effort du travailleur et aux résultats qu'il obtient. En réalité, ces deux tendances se complètent et même se justifient l'une par l'autre : elles manifestent une *dissociation* du salaire en deux éléments, l'un qui rémunère, avec une précision que l'on s'efforce d'accroître, la productivité du salarié, l'autre qui assure à celui-ci, dans une mesure que l'on s'efforce de développer, la satisfaction de ses besoins. C'est donc par la considération du « salarié », agent concret, que doit être abordée, en 1945, l'étude du « salaire », revenu du facteur travail. Ainsi conduite, l'analyse révèle, dans la structure du salaire, un troisième élément qui, peu développé encore dans les usages français, l'est davantage dans d'autres économies, telle que l'économie soviétique; ce troisième élément est un salaire *non individuellement affecté* aux travailleurs, mais perçu par eux collectivement et directement en satisfactions.

Les phénomènes rapidement esquissés ci-dessus constituent la matière du premier Cahier de l'I.S.E.A. dans la série « Rémunération du travail et politique du salaire ». Ce Cahier dégage les caractéristiques et l'importance de chacun des « trois salaires », qu'il appelle respectivement « Salaire de rendement », « Salaire social » et « Salaire commun ».

La seconde publication tend à définir les rapports entre le salaire et le rendement du travailleur. Il convient en effet de dissiper certaines incertitudes : si l'on prétend *ajuster* le « salaire de rendement » à la productivité du travailleur, on se maintient sur une ligne de recherche parfaitement stable, mais si l'on prétend stimuler le travail du salarié par une action sur le seul salaire dans son montant et dans sa forme, il n'est nullement certain que l'on ne fasse pas fausse route. Par ailleurs, le rendement du travailleur dépend des conditions physiques et psychiques dans lesquelles se trouve celui-ci, de sorte que le salaire fiscal et le salaire commun ne sont pas étrangers. Mais qu'est-ce au juste que le « rendement » du travailleur ? Deux concepts en

apparaissent immédiatement : un concept économique, qui est le rapport d'un produit à une peine. On voit aussitôt que le rendement humain ne prend un sens qu'au-delà d'un certain seuil défini par le point où la peine du travail ne met pas en cause l'équilibre fondamental, physique et psychique de l'homme. De ce cahier se dégagent deux enseignements majeurs, à savoir : d'une part, que le salaire ne provoque pas le rendement, mais, suivant ses modalités, le *favorise* ou le *contrarie*, et, d'autre part, que la lutte entre impératifs humains et impératifs techniques constitue le drame fondamental de la vie industrielle, drame qui ne peut être dénoué que par l'évolution des structures économiques.

Trois autres Cahiers sont actuellement en chantier, consacrés respectivement aux relations entre le salaire et la consommation du salarié, entre le salariat et le prolétariat, entre les salaires et les prix. Un cahier de conclusion, présentant les éléments d'une politique des salaires dans la France contemporaine, constituera la synthèse appelée par les cinq analyses précédentes.

En marge de l'étude du salaire, l'I.S.E.A. met au point un travail, dont la parution est imminente [3], sur la participation des salariés aux responsabilités de gestion des entreprises et au profit et aux patrimoines de celles-ci.

III. — La sécurité sociale

La réalisation de cette tranche du programme de travail de l'I.S.E.A. s'est heurtée à des difficultés analogues à celles qu'avait présentées l'étude des plans monétaires. Au moment où elle a été entreprise, la presse allemande et la presse d'occupation observaient un silence de commande sur les plans anglo-saxons de sécurité sociale. Si le nom même du plan Beveridge, dont tous les autres sont inspirés, n'avait pu être dissimulé, il était impossible d'obtenir, directement ou indirectement, aucune information de valeur scientifique sur les circonstances de son élaboration, son contenu et les tendances générales de son auteur. Les concours dont avaient déjà bénéficié M. François Perroux et ses collaborateurs ne leur furent pas ménagés. Dès les derniers mois de l'occupation pût être entreprise une série d'études sur le plan Beveridge, les plans de sécurité sociale des États-Unis, du Canada (Marsh), de l'Afrique du Sud, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. L'ensemble de la matière est divisé en deux parties dont l'une (notion de sécurité sociale — plan Beveridge) a été publiée au mois de mai dernier, précédant la seconde de quelques semaines.

La série s'achèvera sur un important cahier qui, tenant compte des enseignements des législations étrangères ainsi analysées sous tous leurs aspects, présentera des propositions concrètes en faveur d'une politique cohérente de sécurité sociale en France.

3. Un premier fascicule sortira en juillet; un second vraisemblablement en août.

* * *

On méconnaîtrait le dynamisme de l'équipe réunie autour de M. François Perroux si on la croyait susceptible de se cantonner dans une activité purement livresque. Elle a fourni, en une année d'existence, bien d'autres preuves de sa vitalité et de sa volonté de servir et il faudrait mentionner les innombrables cours et conférences donnés sur les sujets les plus variés et les plus actuels et surtout signaler l'effort fructueux tenté par l'I.S.E.A. afin de renouer avec l'étranger et tout particulièrement avec nos alliés anglo-saxons, des relations scientifiques que quatre années d'occupation avaient interrompues pour le grand préjudice de tous.

Il serait trop long de citer tous ceux qui sont devenus membres correspondants de l'organisme à l'étranger et continuent à entretenir avec lui des relations scientifiques suivies.

Bornons-nous à dire que l'I.S.E.A. compte parmi eux Lord Keynes, administrateur de la Banque d'Angleterre, et espère bientôt compter, selon toute vraisemblance, Sir William Beveridge.

Tout en faisant le point, grâce aux contacts qui viennent d'être rappelés, de l'évolution de la pensée économique à l'étranger, l'I.S.E.A. s'est efforcé de redonner de l'élan aux travaux de théorie pure en France. A cet effet, il a constitué un Groupe de théorie économique dont font partie des spécialistes tels que MM. René Courtin, Henri Denis, Pierre Dieterlen, François Divisia, Dubourdieu, Dumontier, Georges Lutfalla et René Roy. Aux travaux de ce groupe, des représentants éminents des sciences non économiques ont apporté leur point de vue particulier. C'est ainsi que le prince Louis de Broglie, de l'Académie française, a pris part à l'élaboration d'une étude qui sera ultérieurement diffusée, sur la « Notion de dimension en économie et en physique ».

Enfin, l'I.S.E.A. a prêté son concours, en de nombreuses occasions, aux ministères et établissements publics ou d'intérêt général, qui se sont adressés à lui. A ce titre, il a élaboré d'importantes études sur des problèmes pratiques de politique économique.



Tel est l'organisme qui, ayant su organiser à une époque un beau travail d'équipe pour étudier les problèmes qui ne peuvent être résolus par un travailleur isolé, contribuera, nous en sommes sûrs, à redonner aux travaux de théorie pure en France l'élan dont ils ont incontestablement besoin, et aux problèmes pratiques qui se posent chaque jour de façon plus aiguë à notre économie les solutions immédiatement applicables qui lui permettront de reprendre vie.

A. Maydieu.

LA « THEORIE GENERALE » DE J. M. KEYNES

The General Theorie of Employment, Interest and Money a été publié par J. M. Keynes en février 1936. C'est un ouvrage de lecture difficile, contenant surtout des développements abstraits. L'auteur y fait usage d'un vocabulaire nouveau qu'il faut s'assimiler avant de pouvoir suivre sa pensée. Écrite à la hâte, sans grand souci de composition, l'œuvre s'est cependant immédiatement imposée à l'attention générale. Elle a été abondamment commentée en Angleterre, aux États-Unis et en Allemagne. M. Yves Mainguy rapportait récemment dans cette revue un fait bien caractéristique à cet égard : « Depuis janvier 1945, cinq économistes anglais sont venus, en trois voyages, faire une série de conférences à Paris; sur les dix conférences qui, à notre connaissance, ont été prononcées par eux, il n'y en a pas une seule qui n'ait pris les théories de Keynes comme sujet central ou n'ait gravité autour d'elles[1]. »

L'ouvrage a été traduit en notre langue en 1942[2]. Mais jusqu'à présent, les économistes français ne lui ont pas accordé la même attention que leurs collègues anglais, américains ou allemands; ce qui s'explique peut-être parce que la France n'a pas tout à fait les mêmes préoccupations que les autres nations industrielles.

J. M. Keynes est né en 1883. Il est intéressant de savoir qu'il fit à Cambridge des études mathématiques : volontiers il s'exprime en langue algébrique, mais il n'en méconnaît pas les dangers[3]. Délégué de la Trésorerie britan-

1. Y. Mainguy, « Sécurité sociale », *La Vie Intellectuelle*, juin 1945, p. 85.
2. *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, traduction Jean de Largentaye, Payot, Paris, 1942.
3. Cf. *Théorie générale*, p. 313.

nique à la Conférence de la Paix, il entre en conflit avec le chef de la délégation; il démissionne et publie *Les Conséquences économiques de la Paix*, ouvrage qui s'est révélé prophétique : n'avertissait-il pas les Alliés que l'Allemagne ne paierait pas les réparations qu'ils exigeaient d'elle?

En 1924, il prend position sur le problème des monnaies : dans *La Réforme Monétaire*, il condamne l'or, « cette vieille relique barbare », et se prononce pour la stabilité des prix avant la stabilité des changes. Son important *Treatise on Money*[4] paraît en 1931. Entre temps, il donne à la presse de nombreux articles écrits d'une plume vigoureuse, alerte et spirituelle. Ces dons de séduction s'opposent étrangement à la complexité parfois rebutante du *Treatise on Money* ou de la *Théorie Générale*.

Longtemps boudé par les milieux officiels en raison de son caractère indépendant, J. M. Keynes a été, ces dernières années, l'objet de leurs intentions bienveillantes. Élevé à la pairie, nommé gouverneur de la Banque d'Angleterre et choisi pour établir le plan anglais de la future monnaie internationale, il apparaît aujourd'hui comme le grand inspirateur de la politique économique anglaise.

Nous voudrions, dans cet article, dégager les traits essentiels de la *Théorie Générale* et indiquer dans quelle mesure l'auteur rompt avec les conceptions communément admises. Il établit ses propres thèses en commençant par critiquer les positions de ce qu'il nomme « l'école classique ». En effet, il existe en Angleterre un corps de théories économiques traditionnellement enseigné et dont l'origine remonte aux grands classiques (Smith, Ricardo, Stuart Mill). Leurs continuateurs modernes, Marshall, Edgeworth et Pigou entre autres, s'ils adaptent la théorie aux faits nouveaux, n'en conservent pas moins les fondements anciens. On sait qu'en France il y a davantage d'éclectisme : les doctrines des économistes français ne sont pas enracinées dans une conception systématique. En Angleterre, au contraire, l'Économie politique est dominée par une conception orthodoxe. Keynes entend abandonner cette orthodoxie dans laquelle il a été formé. Il prend grand souci de marquer les différences qui existent entre ses propres thèses et

4. Non traduit en français.

la théorie traditionnelle qu'il résume en quelques propositions systématiques.

I

La critique des théories classiques

Les grands classiques anglais avaient une conception atomiste et mécaniste de la société économique. Ils se la représentaient sous la forme d'une multitude de forces en action et en réaction les unes sur les autres; si ces forces ne subissaient de perpétuelles variations, elles atteindraient finalement un état d'équilibre. Les dispositions de tous les acheteurs déterminent *la demande* et les dispositions de tous les vendeurs *l'offre* des produits; ces deux facteurs tendent à s'égaliser au prix d'équilibre, *le prix naurel*, autour duquel gravite *le prix marchand*.

Ce schéma explicatif n'était pas réservé à la théorie des prix; les classiques l'utilisaient ailleurs également : la formation du salaire et de l'intérêt était expliquée d'une façon analogue par la loi de l'offre et de la demande.

La théorie traditionnelle du salaire et de l'emploi.

Les classiques ont vu, dans le salaire, le « prix » auquel se vendent les services de la main-d'œuvre. Il dépend de la *demande d'emploi*, formée par les ouvriers en quête d'un travail, et de l'*offre*, constituée par la quantité de capital disponible pour leur entretien.

Les néo-classiques ont perfectionné cette théorie en y introduisant le vocabulaire marginaliste. La *demande d'emploi* est fonction de la balance qu'établissent les ouvriers entre l'utilité des biens qu'ils comptent tirer de leur salaire (*utilité du salaire réel*) et le sacrifice (ou *désutilité*) que leur impose le travail; pour un salaire réel donné, la *demande d'emploi* s'établit au niveau qui correspond à l'équilibre de l'utilité marginale du salaire et de la désutilité du volume d'emploi. Les travailleurs pour lesquels l'utilité du salaire courant ne compense pas la désutilité du travail ne s'offrent pas sur le marché : ce sont des *chômeurs volontai-*

res. L'*offre d'emploi* dépend des perspectives de profit qui s'ouvrent aux entrepreneurs : ceux-ci embauchent tant que le travail d'un ouvrier supplémentaire leur laisse un bénéfice une fois cet ouvrier rétribué; autrement dit, pour un salaire réel donné, l'*offre d'emploi* s'établit au niveau d'égalisation du salaire réel et du produit marginal du travail. En portant en abscisse les salaires réels et en ordonnée les volumes d'emploi, nous obtenons deux courbes, la courbe de *demande* et la courbe d'*offre d'emploi*, dont l'intersection détermine le salaire et le niveau de l'emploi dans une situation donnée.

Il s'ensuit que le chômage ne peut revêtir que deux formes :

1° *le chômage volontaire* provenant de ce qu'une partie de la main-d'œuvre refuse de s'embaucher au salaire existant;

2° *le chômage de « frottement »* formé par la main-d'œuvre privée momentanément d'emploi à la suite de changements survenus dans l'orientation de l'activité économique.

Keynes reproche à cette théorie d'être contraire aux faits constatés. Elle ne fait pas de place au *chômage involontaire* et cependant il existe incontestablement des travailleurs qui s'offrent à travailler au taux courant des salaires sans parvenir à trouver d'emploi.

La théorie classique suppose que la main-d'œuvre règle son offre sur les variations du salaire réel. Or, soutient Keynes, les travailleurs ne sont sensibles qu'aux variations du salaire nominal. Ce n'est pas une hausse du coût de la vie qui décide certains travailleurs à se retirer du marché, mais une réduction de leur salaire exprimé en monnaie (Simiand était parvenu à des constatations analogues). Par conséquent, l'*offre d'emploi* ne peut pas, *comme la demande*, s'exprimer en fonction du salaire réel ; les deux courbes ne peuvent être réunies sur le même graphique. Sans doute, le salaire reste bien déterminé par le produit marginal du travail, mais le niveau de l'emploi se détermine autrement que le prétend la théorie classique : il dépend d'un enchaînement complexe de facteurs que la *Théorie Générale* entend mettre en lumière.

La théorie traditionnelle de l'intérêt.

Pour l'école classique, le taux de l'intérêt est le « prix » auquel s'équilibrent l'*offre* et la *demande* de capitaux. L'*offre* de capitaux dépend de l'épargne et la *demande* de l'investissement; c'est-à-dire qu'il existe une double relation fonctionnelle, d'une part entre le taux de l'intérêt et l'épargne, ce qui donne la *courbe d'offre*; d'autre part, entre le taux de l'intérêt et l'investissement, ce qui donne la *courbe de demande*. Le taux de l'intérêt est déterminé, en état d'équilibre, par l'intersection des deux courbes. Un surcroît d'épargne, parce qu'il tend à faire baisser le taux d'intérêt, provoque un accroissement de l'investissement. Il s'ensuit qu'une décision d'épargner implique une décision d'investir; ce que Keynes conteste.

Dans sa critique, Keynes montre que la *courbe d'offre* et la *courbe de demande*, telles qu'elles viennent d'être définies, ne sont pas indépendantes l'une de l'autre, ce qui détruit les fondements de la théorie classique. Un accroissement de l'investissement, motivé, supposons, par une découverte technique, provoque un accroissement du revenu. Or, le montant des sommes épargnées dépend du volume du revenu. Un déplacement de la *courbe de la demande* implique donc un déplacement de la *courbe d'offre*. La théorie classique ne donne une explication valable que dans l'hypothèse d'un *revenu donné*. En dehors de cette hypothèse contraire à la réalité, toute variation de la *courbe de demande* modifie la *courbe d'offre* : contrairement à ce que nécessiterait la théorie classique pour être valable, l'épargne et l'investissement ne sont pas des variables indépendantes. En réalité, soutient Keynes, ces deux facteurs déterminent non le taux de l'intérêt, mais le volume de l'emploi. Ce qui conduit à regarder l'épargne d'un œil tout différent. Les économistes classiques voyaient dans l'épargne nouvelle un facteur de prospérité, parce que, tendant à faire baisser le taux d'intérêt, elle provoquerait de nouveaux investissements. Pour Keynes, au contraire, un supplément d'épargne, en diminuant la dépense de consommation, tend à diminuer l'emploi.

Il fait de l'intérêt un phénomène purement monétaire.

Selon lui, le taux de l'intérêt est le « prix » qui équilibre l'*offre* et la *demande* de monnaie, c'est-à-dire de moyens de paiements. Pour diverses raisons, les individus désirent conserver par devers eux une certaine somme de monnaie; ils ont une certaine *préférence pour la liquidité*; tel est le facteur qui détermine la *demande de monnaie*. En regard, l'*offre* est constituée par la quantité de monnaie en circulation. Le taux de l'intérêt est le « prix » auquel s'équilibrent le désir de conserver la richesse sous la forme liquide et la quantité de moyens de paiement disponibles. Le taux de l'intérêt n'est plus, comme dans la théorie classique, la récompense que l'on reçoit si l'on s'abstient de consommer ; elle est la récompense de la renonciation à thésauriser.

Ainsi conçu, l'intérêt devient un facteur d'origine monétaire. Nous verrons, en exposant la *Théorie Générale*, comment, à son tour, il détermine l'investissement et joue un rôle dans la théorie de la production. Keynes a fait de l'intérêt le pont qui relie la théorie de la monnaie à la théorie de la production.

Les classiques et leurs successeurs cloisonnaient la théorie économique en un certain nombre de théories particulières et indépendantes les unes des autres : théorie de l'intérêt, théorie du salaire, théorie de la monnaie, etc... La théorie de Keynes est dite *générale* parce qu'elle réunit ces théories isolées en une construction d'ensemble; en particulier, elle introduit les considérations monétaires dans l'explication des phénomènes de production. Et ce souci de généralisation amène Keynes à contester le postulat sur lequel repose la théorie traditionnelle.

Le postulat de la théorie traditionnelle : l'offre crée sa propre demande.

Dans la théorie traditionnelle, l'*offre* et la *demande* n'ont pas la même importance : il y a un facteur déterminant, c'est l'*offre*.

L'observateur de la société économique a, sous les yeux, une réalité complexe : les biens produits s'échangent contre de la monnaie qui, à son tour, sert à l'obtention de pro-

duits. Nous avons deux circuits en sens inverse qui s'interpénètrent étroitement : le circuit des biens et le circuit monétaire. Mais tout se simplifie et s'éclaire si l'on écarte le voile monétaire. La monnaie n'est qu'un intermédiaire; elle joue un rôle de catalyseur, n'ajoutant ni ne retranchant rien. Finalement, selon la formule de J. B. Say : « Les produits s'échangent contre les produits. »

Par conséquent, les moyens de paiement des produits sont les produits eux-mêmes. Les produits dont chacun dispose constituent les moyens de payer la production d'autrui. Tout vendeur est en même temps un acheteur, et tout accroissement de la production, en augmentant l'offre des produits, fait croître du même coup le pouvoir d'achat d'un montant égal. Une surproduction générale serait donc impossible; mais il se pourrait qu'en un secteur particulier, la production soit trop poussée, qu'il y ait engorgement. Il n'y aurait pas alors excès de production, mais seulement mauvaise direction des forces productives.

Donnons à cette idée une autre forme. Toute production supplémentaire de biens économiques donne naissance à des revenus d'une valeur égale au prix de vente de ces biens. La production globale s'accroît d'un certain montant, mais en même temps un pouvoir d'achat suffisant à leur écoulement est introduit dans le circuit économique. Le montant des sommes dont les acheteurs sont disposés à se défaire correspond toujours au montant des sommes auxquelles sont offerts les différents produits. Autrement dit, et pour nous exprimer comme Keynes, le *prix de la demande globale* est constamment égal au *prix de l'offre globale*.

Ce postulat est-il compatible avec l'explication des faits économiques qui se constatent dans le monde actuel ? Est-il possible de rester fidèle aux principes de la théorie traditionnelle malgré l'existence du chômage chronique et des crises périodiques ? De nombreux économistes l'ont pensé, et, en particulier, le professeur Pigou dont Keynes combat longuement les théories.

Les socialistes ne s'embarrassaient pas de cette difficulté : une explication leur venait immédiatement à l'esprit qui avait l'avantage de condamner le régime capitaliste et de

justifier les plaintes de la classe ouvrière. Si une fraction de la production ne trouve pas à s'écouler, n'est-ce pas parce que le pouvoir d'achat est insuffisant? Marx fit facilement admettre que les travailleurs ne recevaient qu'une fraction de la valeur créée par eux et que cette spoliation expliquait les crises générales de surproduction. Cette explication était en opposition avec l'idée que l'offre crée sa propre demande. Malgré les critiques des économistes orthodoxes, les théories de la sous-consommation trouvèrent de brillants adeptes (en particulier Silvio Gesell et le major Douglas). Elles servirent même de fondement à des politiques interventionnistes (expérience Roosevelt aux États-Unis et, en France, expérience du Front Populaire).

Keynes s'engage résolument dans la voie tracée par les socialistes, mais, au lieu de négliger la théorie classique ou de lui opposer brutalement une fin de non-recevoir, il s'installe résolument en son centre, et — notons-le — il l'intègre dans son système. La théorie classique n'est pas rejetée, mais elle devient un cas particulier du système de Keynes; c'est là une généralisation analogue à celle qui a été réalisée par la géométrie non-euclidienne :

« Si, écrit l'auteur, la théorie classique n'est applicable qu'au cas de plein emploi, il est évidemment trompeur de l'appliquer aux problèmes du chômage involontaire, à supposer qu'une pareille chose existe (et qui le niera?). Les théoriciens de l'école classique ressemblent à des géomètres euclidiens qui, se trouvant dans un monde non-euclidien et constatant qu'en fait les lignes droites qui semblent parallèles se coupent fréquemment, reprocheraient aux lignes leur manque de rectitude, sans voir aucun autre remède aux malencontreuses intersections qui se produisent. En vérité, il n'y a pas d'autre remède que de rejeter le postulatum d'Euclide et de mettre sur pied une géométrie non-euclidienne. Une opération de ce genre est aujourd'hui nécessaire dans le domaine de la science économique[5]. »

Keynes a réussi ce tour de force de concilier, en les dépassant, les analyses des libéraux et celles des socialistes.

5. *Théorie générale*, p. 39.

La tentative était hardie, et cette hardiesse à elle seule mériterait notre attention.

L'école classique n'a pu établir le postulat de l'offre créant sa propre demande qu'en écartant la monnaie des phénomènes de production. La théorie classique de la production est entièrement construite sur la base des échanges réels; et, de son côté, la théorie de la monnaie est établie d'une façon autonome, indépendamment des phénomènes de production. Keynes entend donner une théorie qui tienne compte de l'interdépendance des phénomènes économiques.

La production dégage des revenus monétaires qui peuvent servir à son achat; mais ces revenus sont des sommes de monnaie qui n'alimentent pas nécessairement la demande effective. Le prix d'*offre globale* est une chose, le prix de la *demande globale* en est une autre. Sans doute, en état d'équilibre, ces deux prix sont égaux, mais le rôle déterminant est joué par la *demande* : contrairement au postulat des classiques, c'est le prix de l'*offre globale* qui s'ajuste au *prix de la demande globale.*

Ce « retournement » est d'une importance capitale. Si le *prix de la demande globale* est la variable indépendante, il peut imposer une limite absolue au développement de la production, et l'équilibre peut être atteint en dehors d'une utilisation complète des ressources existantes; l'équilibre peut ne pas correspondre au plein emploi. La théorie classique n'étudie qu'un cas particulier : celui du plein emploi; elle donne les lois de la « répartition d'une quantité *donnée* de ressources entre les différents usages et celles de la rémunération de ces ressources [6] ». Mais il convient de la dépasser si l'on veut déterminer l'équilibre auquel tend une société économique capitaliste, étant donné *toutes* les ressources dont elle dispose.

6. *Ibid.*, p. 309.

II

Exposé sommaire de la « Théorie Générale »

L'idée fondamentale.

Parce qu'elle est établie sans faire intervenir la monnaie, la théorie classique de la production fait abstraction du *temps*. Elle néglige ainsi un facteur essentiel de l'activité économique. Keynes entend réparer cette omission.

En fait, les décisions prises, à un moment donné, par les agents économiques (décisions des entrepreneurs et décisions des consommateurs), sont tributaires du passé et tiennent compte de l'avenir. Ce sont les décisions prises dans le passé qui déterminent le volume de l'équipement présent et, par conséquent, les possibilités physiques de production; et ce sont les prévisions des conjonctures futures qui déterminent les décisions actuelles des entrepreneurs et des consommateurs.

Le temps joue un double rôle dans l'activité économique.

En premier lieu, il constitue le support *mécanique* des opérations économiques. Les individus n'utilisent pas leurs revenus dans l'instant qui suit immédiatement leur perception; ils échelonnent leurs dépenses dans le temps, et, en attendant d'être dépensés, ces revenus doivent être conservés sous une forme liquide. Il s'écoule un certain intervalle entre l'encaissement et le décaissement des revenus, ce qui nécessite la conservation d'une certaine quantité de monnaie, d'une certaine *liquidité*. De même, les entrepreneurs conservent de la monnaie pour combler l'intervalle entre le moment où s'engagent les dépenses professionnelles et celui où le produit est vendu. Ce premier motif de conserver la monnaie, Keynes le nomme *motif de transaction*.

En second lieu, le temps intervient dans l'activité économique en ce sens que les décisions des agents économiques sont prises en considération de l'avenir. Il s'agit cette fois d'un rôle *psychologique* qui est d'ailleurs susceptible de deux modalités : les prévisions des agents économiques les

incitent à désirer la liquidité pour un motif de précaution et un motif de spéculation.

Celui qui achète aujourd'hui une créance n'est pas certain de retrouver plus tard, en la vendant, une valeur identique. Si le taux de l'intérêt s'est élevé dans l'intervalle, il subira nécessairement une perte. Tout le monde sait que le cours des obligations baisse quand le taux de l'intérêt s'élève et inversement. Pour cette raison, il se trouve des gens qui désirent conserver liquide une certaine proportion de leurs revenus; ils la soustraient ainsi aux risques de variation de sa valeur monétaire future (*motif de précaution*).

D'autres ont, au contraire, une opinion assez ferme sur ce que réserve l'avenir; et, s'ils estiment que le marché commet des erreurs de prévision, ils peuvent désirer conserver des disponibilités afin de réaliser un bénéfice lorsque le marché aura rectifié ses positions. C'est le *motif de spéculation*. Voici, par exemple, un individu qui estime trop élevés les cours pratiqués actuellement sur certaines valeurs; il pense que les prévisions raisonnables des événements futurs ne justifient pas ces cours et donc qu'une baisse se produira dans l'avenir. S'il veut en bénéficier, il lui faudra conserver liquide la quantité de monnaie qui lui permettra d'acheter les valeurs lorsque les cours se seront effectivement ajustés à ses prévisions.

Pour ces trois motifs (transaction, précaution, spéculation), les individus désirent conserver une quantité plus ou moins importante de monnaie dont ils puissent disposer à chaque instant. C'est ce que Keynes nomme la *préférence pour la liquidité*. Il faut voir là un véritable besoin économique : la *préférence pour la liquidité* pousse les individus à se procurer la possession de monnaie même si cette possession doit leur coûter. L'intérêt serait précisément le coût de cette satisfaction; ou encore le « prix » de la renonciation à la liquidité. Ces deux expressions sont la face et l'envers d'une même réalité. Celui qui ne possède pas immédiatement de ressources monétaires liquides doit, afin de satisfaire sa *préférence pour la liquidité*, s'en procurer et payer de ce fait une rémunération à celui qui lui abandonne temporairement la disposition d'une certaine somme de monnaie. Celui qui possède effectivement des ressources

monétaires liquides met en balance sa préférence propre pour la liquidité et le profit qu'il peut obtenir en en prêtant l'usage. Dans la logique du système de Keynes, l'intérêt mesure la tension qui existe entre la quantité de monnaie et la demande qui en est faite : il tire son origine du fait que la monnaie est rare.

A un instant donné, la quantité de monnaie existante (quelle que soit sa forme : métal, billets de banque, ou monnaie scripturale) est répartie entre les différents agents économiques afin de satisfaire leur *préférence pour la liquidité*. Il existe donc des relations fonctionnelles entre quantité de monnaie, taux de l'intérêt et *préférence pour la liquidité*.

« Le taux de l'intérêt à chaque instant, écrit Keynes, étant la récompense de la renonciation à la liquidité, mesure la répugnance des détenteurs de monnaie à aliéner leur droit d'en disposer à tout moment... Si le taux de l'intérêt était moins élevé, si, en d'autres termes, la récompense de la renonciation à la liquidité était moindre, le montant global de la monnaie que le public désirerait conserver serait supérieur à la quantité offerte, et si le taux de l'intérêt était plus élevé, il y aurait un excédent de monnaie que personne ne voudrait conserver. Pour autant que cette explication soit correcte, la quantité de monnaie est le second facteur qui, joint à la *préférence pour la liquidité*, détermine en des circonstances données le taux effectif de l'intérêt. La préférence pour la liquidité est une tendance potentielle ou fonctionnelle qui fixe la quantité de monnaie que le public conserve lorsque le taux de l'intérêt est donné; il en résulte que si r est le taux de l'intérêt, M la quantité de monnaie et L la fonction représentative de la préférence pour la liquidité, on a $M = L(r)$. C'est par cette voie et de cette manière que la quantité de monnaie pénètre dans le schème économique[7]. »

La monnaie apparaît ainsi comme l'élément permettant de satisfaire la *préférence pour la liquidité*. Et elle tient cette fonction parce que le *temps* joue un rôle essentiel dans l'activité économique. « *L'importance de la monnaie*,

7. *Ibid.*, pp. 182-183.

écrit Keynes, *découle essentiellement du fait qu'elle constitue un lien entre le présent et l'avenir*[8]. »

Si l'intérêt n'est pas, comme dans la théorie classique, le « prix » qui amène à s'équilibrer la demande des ressources à investir et le volume des ressources épargnées, quelle relation existe, dans la *Théorie Générale*, entre le taux de l'intérêt et l'investissement ?

Imaginons un industriel qui s'interroge sur l'opportunité d'un investissement, l'achat d'une machine par exemple. Quel critère doit-il adopter pour prendre une décision rationnelle ? Il comparera le revenu qu'il compte tirer de cette machine avec celui qu'il obtiendrait en prêtant, au taux d'intérêt courant, la somme nécessaire à son achat. C'est seulement si le revenu escompté de la machine est supérieur au revenu du prêt d'argent qu'il se décidera en faveur de l'investissement. L'ensemble des investissements réalisés dans une communauté, à une époque donnée, dépend de toutes les décisions particulières, qui, si elles sont prises rationnellement, obéissent au critère précédent. Le flux d'investissement existant à une époque donnée dépend donc de l'écart qui se manifeste entre le taux d'intérêt et le taux du revenu escompté du type de capital le plus productif (*efficacité marginale du capital*).

La difficulté consiste à définir d'une façon rigoureuse l'efficacité marginale du capital. Keynes en donne une définition précise encore que compliquée : c'est, selon lui, le taux d'escompte qui, appliqué à la série des revenus annuels attendus d'une unité supplémentaire de capital, rend leur valeur globale actuelle égale au prix de revient de cette unité. Finalement, l'investissement dépend : 1° du taux de l'intérêt; 2° du rendement escompté des capitaux.

Nous connaissons ainsi les facteurs déterminants de l'intérêt et les facteurs déterminants de l'investissement. Il nous reste à donner une vue d'ensemble de l'enchaînement des phénomènes économiques selon la *Théorie Générale*, avant d'en indiquer les conséquences pratiques.

8. *Ibid.*, p. 309.

La texture de la « Théorie Générale ».

La *Théorie Générale* est une théorie de la *courte période*, c'est-à-dire qu'elle considère les phénomènes économiques pendant un laps de temps suffisamment court pour que le volume de l'équipement n'ait pas le temps d'être sensiblement modifié. On sait, en effet, que le volume de l'équipement ne suit pas immédiatement les variations de la demande. Un industriel qui se trouve en présence d'une demande accrue ne se décide pas immédiatement à étendre ses installations. Il attend d'abord un certain temps pour savoir si la modification de la demande est durable. C'est seulement ensuite qu'il commande un supplément d'outillage. Encore faut-il l'écoulement d'un nouveau délai avant que les machines soient construites, installées et viennent effectivement accroître le volume de l'équipement. En attendant, l'industriel fait face à la nouvelle demande au moyen de l'équipement préalablement existant.

Ce sont donc essentiellement les variations instantanées qui sont étudiées par Keynes. Aussi considère-t-il comme des *données* tous les facteurs qui nécessitent un temps assez long pour se modifier. Outre l'équipement, ce sont : la quantité et la capacité de la main-d'œuvre, la technique, le degré de concurrence, les goûts des consommateurs, la structure sociale, etc... A côté des *données*, il y a les *variables* : certaines, les *variables indépendantes*, sont les causes premières de toute modification du système; les autres, *les variables dépendantes*, se modifient sous l'influence des premières.

La théorie classique reposait sur le postulat de l'offre créant automatiquement une demande correspondante. Keynes, qui conteste ce postulat, donne, au contraire, un rôle essentiel à la *demande*.

Les revenus dont disposent les particuliers sont sollicités par trois emplois : la consommation, l'investissement et la thésaurisation.

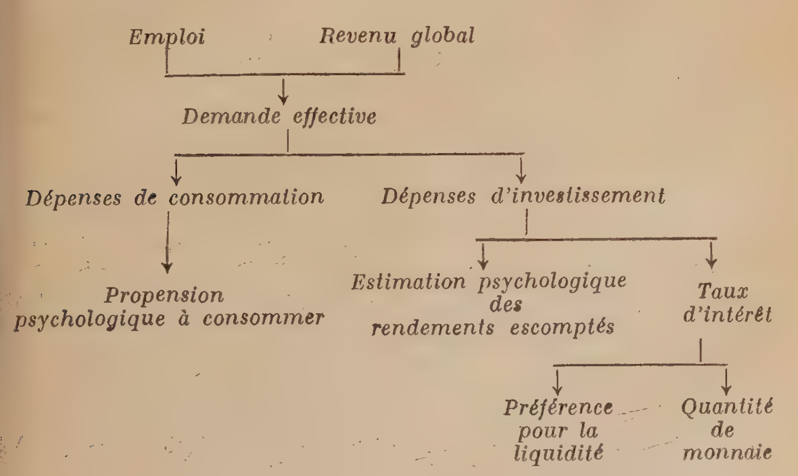
Les revenus qui ne sont pas conservés liquides sont ou dépensés pour la consommation ou investis. L'ensemble des dépenses de consommation (D_1) et des dépenses d'investissement (D_2) forme la *demande effective* ($D = D_1 + D\ $).

C'est précisément cette *demande effective* qui détermine à tout instant le volume de la production, donc le volume de l'*emploi* et le montant du revenu global. Reste à savoir de quoi dépendent les dépenses de consommation et les dépenses d'investissement.

La fraction du revenu global qu'une communauté dépense en consommations dépend de dispositions psychologiques que Keynes enferme dans un terme : la *propension à consommer*. Tant que ces dispositions ne varient pas, la consommation dépend du montant du revenu global; mais il ne s'ensuit pas que l'accroissement des dépenses de consommation soit proportionnel à l'accroissement du revenu global : en fait, constate Keynes, lorsque leurs revenus s'élèvent, les particuliers ont tendance à en épargner une fraction croissante. Les dépenses de consommation progressent moins vite que le revenu global.

Quant au flux d'investissement, nous savons qu'il dépend de l'écart existant entre le taux d'intérêt et l'efficacité marginale du capital. Mais ce ne sont pas là deux variables indépendantes : l'efficacité marginale du capital est fonction du rendement escompté des capitaux, et le taux de l'intérêt, de la préférence pour la liquidité ainsi que de la quantité de monnaie.

Le tableau suivant résume les relations de causalité qui unissent, selon Keynes, les différentes variables du système économique.



Donnons une idée des répercussions que ces liens de causalité peuvent entraîner. Supposons que la quantité de monnaie s'accroisse. Le taux de l'intérêt aura tendance à baisser, ce qui favorisera l'investissement et, par conséquent, l'augmentation de la demande effective. L'emploi s'accroîtra et aussi le revenu global.

Nous savons que cette augmentation s'accompagnera d'une augmentation — proportionnellement plus faible — des dépenses de consommation qui, à leur tour, donneront naissance à de nouveaux investissements. Au total, un accroissement primaire des investissements entraînera un accroissement de la demande effective proportionnellement plus important. Keynes nomme *multiplicateur d'investissement* le rapport défini (k) qui existe entre l'augmentation de l'investissement et l'augmentation du revenu global. « Il nous indique, écrit Keynes, que, lorsqu'un accroissement de l'investissement global se produit, le revenu augmente d'un montant égal à k fois l'accroissement de l'investissement[9]. » Cette notion présente, pour la politique économique, un intérêt particulier. Elle justifie, sur le plan théorique, la politique de résorption du chômage par la politique des grands travaux. Si la théorie du multiplicateur d'investissement est exacte, il semble particulièrement indiqué que l'État agisse sur les investissements pour réaliser le plein emploi.

Les conséquences développées par l'accroissement initial de la quantité de monnaie ne s'arrêtent pas là. Dans la mesure où l'emploi s'accroît, la demande de monnaie tend à s'élever; et cela pour plusieurs raisons. Indiquons seulement que le volume de la production s'accroît en même temps que l'emploi : les transactions nécessitent une plus grande quantité de monnaie, ce qui renforce la *préférence pour la liquidité* et tend à faire monter le taux de l'intérêt. Cette influence s'exerce en sens inverse des précédentes : elle a une action défavorable sur le flux d'investissement. D'autres influences se manifestent encore et Keynes se plaît à suivre les fils enchevêtrés de leurs conséquences.

En jetant un coup d'œil sur le tableau précédent, on voit

9. *Ibid.*, p. 132.

que l'emploi et le revenu global dépendent finalement des variables indépendantes suivantes : 1° les trois facteurs psychologiques fondamentaux : la propension psychologique à consommer, l'attitude psychologique touchant la liquidité et l'estimation psychologique du rendement futur des capitaux; 2° de la quantité de monnaie (Keynes ajoute un troisième élément : l'unité de salaire, telle qu'elle a été déterminée par les conventions entre les employeurs et les employés). C'est en agissant sur ces différents éléments qu'il est possible d'approcher du plein emploi et d'élever le revenu global.

III

La politique économique a laquelle conduit la théorie générale

Il est clair qu'en écrivant la *Théorie Générale*, Keynes a été plus soucieux de construire une théorie cohérente que de donner des préceptes d'action. Néanmoins, çà et là, il indique des voies à suivre, mais toujours d'une façon cursive et sans entrer dans le détail des applications.

Le développement de la consommation.

L'auteur considère avec faveur toute mesure susceptible d'accroître la fraction du revenu qui est consommée.

A cet égard, il insiste sur le fait que la consommation dépend du *revenu net*, c'est-à-dire déduction faite des sommes prévues pour faire face à la dépréciation du capital. Lorsque ces sommes sont effectivement dépensées dans la période courante, il n'en résulte aucune diminution de la demande effective. Par contre, si elles ne sont pas entièrement utilisées, des conséquences défavorables peuvent s'ensuivre pour l'emploi. Le montant des réserves non effectivement employées dans la période courante n'est pas disponible pour la consommation, et il n'engendre pas d'investissement. Pour que l'emploi ne subisse aucune diminution, il faudrait que cet excédent soit balancé par l'investis-

sement nouveau dont la demande est tout à fait indépendante de la constitution des réserves. Souvent, par prudence financière, les sociétés sont amenées à exagérer les amortissements; les conséquences peuvent en être très graves :

« Aux États-Unis, écrit Keynes, par exemple vers 1929, l'expansion rapide du capital au cours des cinq années antérieures avait conduit progressivement à constituer, en regard d'un outillage qui n'avait aucun besoin de renouvellement, des amortissements et des provisions pour dépréciation d'une importance si considérable qu'un volume énorme d'investissement entièrement nouveau était nécessaire uniquement pour absorber ces provisions financières, et on perdit presque tout espoir de trouver des investissements nouveaux assez nombreux pour suffire au volume d'épargne nouvelle qu'une communauté prospère en état de plein emploi eût été disposée à mettre de côté. Ce facteur à lui seul aurait sans doute suffi à déterminer une crise. En outre, les grandes sociétés ayant continué pendant la dépression à faire preuve dans la mesure de leurs moyens de la même « prudence financière », celle-ci constitue un sérieux obstacle à une reprise rapide[10]. »

Nous voici bien loin des idées couramment admises en matière de « saine » gestion financière. Ce point de vue est à rapprocher du jugement que Keynes porte sur l'épargne. Il conteste qu'un acte individuel d'épargne puisse provoquer un investissement équivalent. C'est, d'après lui, une « idée absurde, encore qu'à peu près universelle ». Il n'y a aucune nécessité, estime-t-il, à ce qu'un acte individuel d'épargne provoque un surcroît d'investissement; par contre, la dépense de consommation est réduite d'autant. Considérée de ce point de vue, l'épargne devient un phénomène néfaste.

L'auteur écrit : « Un acte d'épargne individuelle signifie — pour ainsi dire — une décision de ne pas dîner aujourd'hui. Mais il n'implique pas nécessairement une décision de commander un dîner ou une paire de chaussures une semaine ou une année plus tard, ou de consommer un article déterminé à une date déterminée. Il produit donc un effet déprimant sur l'industrie intéressée à la préparation

10. *Ibid.*, p. 117.

au dîner d'aujourd'hui sans stimuler aucune des industries qui travaillent en vue d'un acte futur de consommation. Il ne consiste pas dans la substitution d'une demande pour la consommation future à une demande pour la consommation présente, mais seulement dans une diminution nette de cette dernière demande. En outre, la prévision d'une consommation future est si largement fondée sur la connaissance d'une consommation présente que toute réduction de celle-ci est de nature à nuire à la première; l'acte d'épargne ne fait donc pas seulement baisser le prix des biens de consommation indépendamment de l'efficacité marginale du capital existant, mais il peut encore affaiblir effectivement cette efficacité marginale elle-même. Dans ce cas il contracte la demande en vue de l'investissement actuel aussi bien que la demande en vue de la consommation actuelle[11]. »

Aussi ne faut-il pas s'étonner que Keynes donne le préjugé favorable à toute mesure susceptible de réduire la thésaurisation et de favoriser les dépenses de consommation. « En ce qui concerne la propension à consommer, écrit-il, l'État serait conduit à exercer sur elle une action directrice par sa politique fiscale, par la détermination du taux de l'intérêt, et peut-être aussi par d'autres moyens[12]. » Il approuve le principe de la « monnaie fondante » : si la monnaie était grevée de frais de conservation, les particuliers seraient incités à réduire leurs liquidités au minimum; les dépenses de consommation seraient accrues d'autant.

De même, il reconnaît une part de vérité aux théories socialistes de la sous-consommation. Mais il leur reproche de ne chercher l'accroissement de la demande effective qu'en agissant sur les dépenses de consommation. Étant donnée la théorie du multiplicateur d'investissement, il est normal qu'il accorde sa préférence à une politique d'investissement.

« Personnellement, écrit-il, nous sommes frappé par les avantages sociaux d'une accumulation du capital qui suffirait à mettre fin à sa rareté[13]... »

11. *Ibid.*, p. 226.
12. *Ibid.*, p. 391.
13. *Ibid.*, p. 338.

Mais comment agir sur l'investissement? Nous savons que le flux d'investissement dépend à la fois du taux de l'intérêt et du rendement escompté des capitaux. Il est donc possible d'accroître ce flux en provoquant une baisse du taux de l'intérêt; et si cette politique ne suffit pas à réaliser le plein emploi, pourquoi ne pas confier à l'État la tâche de susciter des investissements supplémentaires?

La direction de l'investissement.

Keynes reste fidèle à l'idée exprimée dans le *Treatise on Money* que la recherche d'un taux d'intérêt faible doit être un objectif essentiel de la politique économique. Dans la mesure où le taux d'intérêt baisse, l'écart augmente entre celui-ci et l'efficacité marginale du capital : le flux d'investissement s'accroît.

Pour obtenir la baisse du taux de l'intérêt, Keynes préconise l'augmentation de la quantité de monnaie, moyen d'action qui appartient à la Banque Centrale. Remarquons toutefois que l'auteur n'y voit pas une panacée : « Si nous sommes tentés de voir dans la monnaie un élixir qui stimule l'activité du système, rappelons-nous qu'il peut y avoir plusieurs obstacles entre la coupe et les lèvres[14]. » L'augmentation de la quantité de monnaie ne fait pas baisser le taux de l'intérêt si les préférences du public pour la liquidité s'accroissent; quant à la baisse du taux de l'intérêt, elle n'exerce pas d'action favorable sur le flux d'investissement si l'efficacité marginale du capital baisse plus que le taux d'intérêt. Nous avons là un aspect caractéristique de la façon dont se développe la pensée de Keynes. A peine exprime-t-il une idée qu'aussitôt il la nuance, la corrige, émet des réserves, si bien qu'il est difficile de condenser ses positions en quelques formules précises.

Au surplus, Keynes doute que l'action exercée par la Banque Centrale soit toujours suffisante pour donner au flux d'investissement le volume nécessaire au maintien du plein emploi. Sa pensée marque ici une certaine évolution

14. *Ibid.*, p. 188.

par rapport au *Treatise on Money*. Le taux de l'intérêt n'est qu'un des deux termes qui gouvernent l'investissement. Dans la *Théorie Générale*, il insiste sur les troubles qui se rapportent au second terme : l'estimation du rendement futur des capitaux.

Il consacre tout un chapitre à montrer qu'en fait la prévision du rendement futur des capitaux ne joue qu'un faible rôle dans les décisions qui poussent les individus à investir. Ceux-ci se laissent surtout guider par *l'état de la confiance*. Les investissements se multiplient sous l'effet d'une vague d'optimisme, ils cessent lorsque des événements politiques ou économiques, quelquefois fortuits, font perdre confiance dans l'avenir.

« ... La prospérité économique, écrit-il, est trop étroitement subordonnée à l'existence d'un climat politique et social qui agrée à la moyenne des hommes d'affaires. Lorsque la crainte d'un gouvernement travailliste ou d'un *New Deal* restreint l'entreprise, cette situation n'est pas forcément la conséquence de prévisions rationnelles ou de manœuvres inspirées par des fins politiques, elle peut être simplement l'effet d'un renversement de la délicate balance de l'optimisme naturel. Lorsqu'on examine les perspectives de l'investissement, il faut donc tenir compte des nerfs et des humeurs, des digestions même et des réactions au climat des personnes dont l'activité spontanée les gouverne en grande partie [15]. »

Telle est la situation de fait. Il n'y aura aucune rationalité dans les investissements tant qu'on s'en tiendra au système du *laissez-faire*. La politique monétaire ne constitue pas un moyen de direction suffisant; il est nécessaire, estime l'auteur, de confier à l'État le pouvoir effectif de contrôler les investisements.

« Pour notre part, écrit-il, nous sommes aujourd'hui assez sceptique sur les chances de succès d'une politique purement monétaire consistant à agir sur le taux de l'intérêt. L'État étant en mesure de calculer l'efficacité marginale des capitaux avec des vues lointaines et sur la base des intérêts sociaux de la communauté, nous nous attendons à le

15. *Ibid.*, pp. 177-178

voir prendre une responsabilité sans cesse croissante dans l'organisation de l'investissement. Car l'estimation de l'efficacité marginale des différents types de capitaux, telle qu'elle est faite sur le marché d'après les principes précédemment indiqués, semble appelée à subir des fluctuations d'une ampleur trop considérable pour qu'on puisse la compenser par des variations pratiquement possibles du taux d'intérêt[16]. »

Keynes va plus loin encore : non seulement il réclame pour l'État le pouvoir de rationaliser le flux d'investissement, mais il préconise aussi des investissements qui, dans un régime de *laissez-faire*, ne seraient pas rentables. S'il était possible d'abaisser le taux de l'intérêt jusqu'à zéro, le flux d'investissement pourrait sans doute être maintenu à un niveau suffisant pour assurer le plein emploi; malheureusement, il existe des facteurs qui fixent au déclin de l'intérêt une limite très supérieure à zéro. Keynes indique, en particulier, l'incertitude quant à l'avenir des taux d'intérêt et les coûts de mise en contact des emprunteurs et des prêteurs. Ces facteurs fixent au taux de l'intérêt une limite inférieure qu'il évalue, dans les circonstances présentes, à 2 ou 2 1/2 à long terme. Il peut se faire, surtout dans les communautés hautement capitalisées à population stationnaire, que l'efficacité marginale du capital tombe au niveau du taux de l'intérêt avant que le plein emploi soit assuré. Si le capital accumulé est très important, le flux d'investissement peut être trop réduit pour que les ressources existantes soient intégralement utilisées.

« Au cours des années d'après-guerre, écrit-il, aux États-Unis et en Grande-Bretagne, la richesse s'est accumulée à un rythme tel que la baisse de l'efficacité marginale du capital s'est trouvée être plus rapide que le déclin du taux de l'intérêt compatible avec l'état des facteurs de structure et des facteurs psychologiques existants; et l'histoire de cette période fournit des exemples pratiques de l'obstacle que la capitalisation peut opposer dans un régime principalement fondé sur le régime du laissez-faire à un volume d'emploi

16. *Ibid.*, p. 179.

satisfaisant et au niveau de vie que les conditions techniques de la production permettent d'établir[17]. »

Nous sommes en présence d'une situation paradoxale : l'accumulation de la richesse nuit à la prospérité! Les nations hautement équipées peuvent souffrir de cette perfection même, et jouir d'un niveau de vie plus faible qu'une nation moins bien pourvue mais dont le flux d'investissement est suffisant pour assurer le plein emploi. Le sort de Midas menace les riches nations industrielles. Mieux vaut alors réaliser des investissements de faible rendement ou même — à la limite — des investissements économiquement inutiles plutôt que de laisser des travailleurs inemployés.

« Si, écrit Keynes, pour une raison quelconque, le déclin du taux de l'intérêt ne peut être aussi rapide que la baisse de l'efficacité marginale du capital... alors, même une diversion du désir de posséder de la richesse vers des biens qui, en fait, ne fournissent aucun produit économique, contribue effectivement à accroître la prospérité. Tant qu'il plaît aux millionnaires de construire de vastes demeures pour se loger pendant leur vie et des pyramides pour abriter leurs dépouilles après leur mort, ou que, regrettant leurs péchés, ils édifient des cathédrales et dotent des monastères ou des missions étrangères, l'époque à laquelle l'abondance du capital s'oppose à l'abondance de la production peut être reculée. En « creusant des trous dans le sol » aux frais de l'épargne, on accroît non seulement l'emploi, mais encore le revenu réel national en biens et services utiles. Mais il n'est pas raisonnable qu'une communauté sensée accepte de rester tributaire de semblables expédients, fortuits et souvent inefficaces, dès lors qu'on connaît les facteurs qui gouvernent la demande effective[18]. »

Finalement, Keynes se prononce pour « une assez large socialisation de l'investissement ». Il admet le principe d'un organisme d'État qui serait chargé de contrôler les investissements et au besoin d'en créer; mais il n'entre pas dans les détails d'application.

Telles sont, brièvement indiquées, les principales consé-

17. *Ibid.*, p. 235.
18. *Ibid.*, pp. 235-236.

quences pratiques qui découlent de la *Théorie Générale*. Elles marquent une rupture très nette avec les idées généralement admises par les économistes libéraux. L'épargne est jetée bas de son piédestal : elle n'est plus cette précieuse vertu dont dépend la prospérité des nations. L'intervention de l'État est justifiée à la fois pour diriger la consommation et pour contrôler l'investissement. De plus, Keynes condamne la politique de réduction des salaires nominaux. Selon lui, loin de favoriser la reprise, cette politique entraîne une extension du chômage[19].

Anti-libéral, Keynes l'est encore dans le domaine du commerce international. Pour lui, une exportation équivaut à un investissement. Il est de première importance pour une nation qu'affecte le chômage d'avoir une balance commerciale favorable. Une nation hautement capitaliste qui ne sait pas prendre les mesures de direction intérieure nécessaire pour assurer le plein emploi est amenée obligatoirement à chercher la diminution de son chômage en s'engageant dans la lutte pour les débouchés extérieurs. Il s'ensuit des conflits économiques internationaux, préludes des conflits militaires. Afin d'éviter ces maux, il convient que le plein emploi soit réalisé à l'intérieur de chaque nation. Et ici nous voyons poindre l'une des idées inspiratrices du plan anglais conçu par Keynes pour régler les futures relations monétaires internationales.

Mais en ce qui concerne la propriété privée, Keynes reste libéral. Il ne voit aucune raison à ce que la propriété des instruments de production cesse d'être individuelle. Il estime d'ailleurs que les buts assignés par lui à la politique économique suffiraient, s'ils étaient atteints, à satisfaire les revendications des travailleurs. Par suite de la réduction du taux de l'intérêt et de l'efficacité marginale du capital, il ne subsisterait plus aucun revenu important qui ne tirât sa source du travail. Ainsi le rentier disparaîtrait et le capital cesserait d'exercer son pouvoir oppresseur. L'état social souhaité par Keynes est, en réalité, un compromis entre le dirigisme étatique et l'individualisme, sauvegarde de la liberté personnelle.

Léon Buquet.

19. *Ibid.*, ch. xix.

CULTURE

MICHEL CARROUGES. *Introduction à la « Peau de Chagrin ».*

Il est facile de se méprendre sur la signification des œuvres en apparence les plus claires. Balzac et particulièrement sa *Peau de Chagrin* en semble une preuve. Le héros de Balzac est constamment tourné vers le futur et hanté par l'imminente consommation du temps. Cette angoisse donne à l'œuvre une valeur qu'on pourrait appeler existentielle pour user d'un mot à la mode et peut-être trop facile.

MAURICE VAUSSARD. *Les précurseurs de l'impérialisme italien* (fin).

LIVRES

CHRONIQUES

JACQUES MADAULE : *Péguy et Romain Rolland.*

HENRI GOUHIER : *Théâtre : « Caligula ».*

GASTON POULAIN : *Le peintre André Lhote.*

ÉMILE DAMAIS : *La saison symphonique 1944-1945.*

JEAN-PIERRE CHARTIER : *Genre français et genre américain.*

PIERRE RAMON : *Radiodiffusion française.*

INTRODUCTION
A *LA PEAU DE CHAGRIN*

Il est plus facile qu'on ne croit de se méprendre sur la signification des œuvres en apparence les plus claires.

L'on a vu, par exemple, Marcel Proust, passer assez souvent pour être seulement le peintre de la vie mondaine et des perversions. Et pourtant le fond de son œuvre était ailleurs. Certaines phrases énigmatiques, qui semblaient perdues parmi les autres, se dégagèrent, se rassemblèrent, retentirent peu à peu comme un leit-motiv et, prenant toujours davantage de force et de précision, révélèrent la présence d'un autre élément. A travers l'épaisse forêt des vices et des vanités, l'on discerne progressivement, surtout par la médiation du temps et de la musique, certaines réalités mystérieuses et ordinairement supra-sensibles de l'existence.

Il semble bien que Balzac, particulièrement sa *Peau de Chagrin*, soit l'objet d'une méprise comparable.

Nous nous laissons prendre au charme de sa narration, à l'extraordinaire intensité de vie de ses héros, à l'atmosphère et au mouvement du monde qu'il sait si admirablement évoquer aux yeux de ses lecteurs. Ceci fait, nous croyons en avoir épuisé la substance. Nous n'agissons pas mieux de même, il est vrai, dans notre vie, car, l'ayant remplie de travaux et de plaisirs, nous croyons en tirer tout le fruit, alors que nous la gaspillons.

Que *La Peau de Chagrin* soit pour une large part une description de la vie et des mœurs, qui en douterait ? La seule question est de savoir si ce roman n'a pas aussi un autre contenu.

On est allé jusqu'à écrire que tout le côté « fantastique » de cette œuvre n'était qu'un prétexte négligeable et que

cette fameuse peau de chagrin elle-même aurait pu faire défaut sans que rien d'essentiel manquât.

Il faut vraiment avoir lu le livre « en diagonale » pour soutenir pareille opinion. L'on pourrait tout aussi bien prétendre que *Vingt mille lieues sous les mers* ne contiennent aucune ennuyeuse litanie de poissons dressée dans le patois des naturalistes, pour ce motif qu'on ne manque pas de les sauter chaque fois qu'il s'en présente. La lecture, en effet, n'est point du tout une opération passive. Elle exige l'apport actif de tout ce que l'on sait et qui se rapporte de près ou de loin au sujet traité et encore la participation sympathique du lecteur. Aussi est-ce tout naturellement que le lecteur de Jules Verne enjambe avec soin tous les endroits où l'abondance des termes savants dépasse le dosage nécessaire pour créer l'ambiance du merveilleux scientifique et que le lecteur dédaigneux du fantastique, ou même simplement inattentif, s'aveugle spontanément sur la signification profonde du récit de Balzac.

Il est d'ailleurs exact que les rappels du fantastique sont relativement rares dans cet ouvrage; l'on doit même admirer une telle forme de merveilleux, car elle exclut toute la bimbeloterie traditionnelle de l'extraordinaire qui encombre comme dans un bric à brac les contes des piètres auteurs. Outre qu'on se lasse bien vite de son accumulation, cette bimbeloterie n'évoque pas le merveilleux, mais l'asphyxie sous le pittoresque et sert d'alibi à l'impuissance créatrice. L'admirable dans *La Peau de Chagrin* est qu'il suffit de quelques relais situés de loin en loin pour répandre sur tout l'ouvrage une lumière étrange qui métamorphose subtilement l'aspect des descriptions réalistes, car elle témoigne à tout instant de la grande zone centrale dans la pensée de Balzac d'où est sortie toute la conception secrète du livre et parce qu'elle permet à la pensée du lecteur de se tenir elle aussi sans cesse en contact avec le même monde intime.

C'est là que réside le tuf, la moelle et le firmament de l'œuvre.

L'idée vivante qui est ce centre, c'est la relation paradoxale de la vie et des désirs : la vie ne s'entretient et ne se développe qu'en se consumant; les désirs engendrent la mort, mais la vie sans les désirs devient désert. C'est l'idée

qui est au fond de toutes les mystiques de l'Asie et de la chrétienté; mais tandis que les mystiques prennent hardiment parti pour le désert, l'homme qui s'attache à la terre demeure la proie enthousiaste et déchirée de ses désirs sans souci de la catastrophe finale.

Cest ce foyer de lumière impitoyable que dévoile Balzac par le mythe de cette peau de chagrin qui se rétrécit au fur et à mesure de l'accomplissement des souhaits et qui ne cesse d'accélérer l'approche de la mort. Il importe peu qu'il fasse l'objet de rappels brefs et rares, car l'intensité d'une pareille lumière rayonne extrêmement loin; elle ne cesse d'éclairer par transparence les scènes décrites par Balzac et de leur donner une signification très supérieure à celle qu'elles pourraient avoir dans bien d'autres romans.

L'on comprend à ce point de vue le caractère génial de l'invention de ce mythe de la peau de chagrin qui lie indissolublement le progrès des désirs et de la mort en nous. Il les signifie en un talisman palpable et visible à tout instant, en un objet dont la possession par le héros est constante et relie souterrainement mais sans aucune solution de continuité tous les moments de son apparition. Et enfin cette possession elle aussi marque l'union indissoluble de l'homme et de sa fatalité.

L'intensité et la pureté du drame est fonction de la sobriété exemplaire de ce qui en fait uniquement le lien et le levier.

Le choix de la peau de chagrin elle-même est remarquable. Ce terme utilise deux mots qui sont éminemment propres à nous affecter de par leur intimité et leur proximité avec ce qui nous est le plus sensible, par la relation qu'ils marquent entre le physique et le moral, entre la chair et le désenchantement. Ce n'est pas pour une plaisanterie obscène que Balzac fait remarquer à Raphaël par un autre de ses héros que le rétrécissement de la peau de chagrin est une antiphrase. Les psychanalystes ne douteraient pas de l'importance de cette observation et ils auraient sans doute raison. Il faudrait seulement dire que ce n'est point exactement une antiphrase, mais une contraction des temps; c'est la figuration d'une conscience qui, en formant le souhait et cédant au désir, possède déjà en elle-même et simultané-

ment toute l'amère saveur exprimée par l'adage : *post coïtum* animal triste. Il est curieux de noter aussi que le naturaliste consulté par Raphaël, au moment où celui-ci espère encore dans la science, prétend que cette peau provient de l'onagre, animal célèbre, dit-il, par ses prostitutions.

La vie tragique de Raphaël de Valentin est dominée depuis son origine par le talisman de la peau de chagrin. Son apparition en cours d'existence n'est évidemment pas un hasard, mais le résultat d'une conjuration ourdie par quelque puissance surnaturelle et ambiguë. Dès lors toute la période antérieure ne peut être considérée comme échappant à cette influence, mais celle de sa formation et des premiers maléfices d'une attente prédestinée. Balzac ne manque pas d'en donner l'impression immédiate en commençant son récit *in medias res* au point de vue chronologique, mais à l'origine de toute l'histoire, dans l'ordre ontologique des causes et de la finalité.

L'on voit ainsi s'éclairer d'une lueur rétrospective cette vie qui fut d'abord recluse dans l'étude, sous le signe de l'autorité paternelle et du culte du *savoir*. Étrangement, Balzac semble l'opposer à tout le reste comme si le savoir était une activité qui n'use pas et qui donne à l'homme la clef de tous les trésors. C'est le même romancier cependant qui montre dans *La recherche de l'absolu* une vie d'homme effroyablement dévorée par la passion du savoir. Et non seulement la vie de ce héros de la science, mais aussi celle de toute sa famille. Qu'importe si le savoir dans la sphère métaphysique où l'on peut situer son essence abstraite est une puissance inépuisable et révélatrice, si par contre l'homme qui s'y adonne n'en est pas le maître, mais la proie! Ce n'est pas en vain que la *libido sciendi* figure au nombre des passions.

Il existe en outre une équivoque redoutable dans le fait que Balthazar Claës, le héros de *La recherche de l'absolu*, confond ce qui fait l'objet somme toute infime de ses travaux avec ce qui seul mérite le nom de recherche de l'absolu. L'alchimie est véritable et efficace, même si elle se trompe dans les détails, pour autant qu'elle ouvre la voie à la chimie; elle est chimère dans la mesure où elle ajoute

à son objet valeur d'absolu. Que de rêves des alchimistes — et des magiciens — sont devenus des réalités ; ils ont changé le décor et les outils de l'existence, mais en quoi la vie humaine a-t-elle changé de plan ? En quoi l'homme s'est-il approché de l'absolu ?

Plus tard c'est le démon des fêtes qui séduit le cœur de Raphaël. Balzac remarque quelque part quelle profonde vérité est contenue dans le mot de « viveur », car il désigne l'homme acharné à poursuivre et à posséder la vie, qui croit la trouver en jouissant de toutes les débauches sans s'apercevoir qu'il se consume irrévocablement et qu'il perdra sa vie en voulant la gagner. Une vérité analogue est aussi incluse dans le terme de « fêtard ».

Le sentiment de la fête est l'un des plus étonnants de la vie. En vertu de quoi, en effet, pouvons-nous bien distinguer de la masse des jours ordinaires certains jours affectés d'une valeur singulière et merveilleuse ? D'où vient cette impression parfois éblouissante que de tels jours ne sont pas de même nature que les autres ? Ce serait une pensée absurde et puérile si en fait il ne nous arrivait pas à nous-mêmes de participer vraiment et par intervalles à des sphères de vie supérieure. Mais comme elles ne se découvrent pas à nous dès aujourd'hui et ici-bas, nous ne pouvons y participer que par l'intermédiaire obscur d'une foi. L'intensité du sentiment de la fête chez l'enfant vient de ce qu'il ne connaît pas cette foi comme foi, mais comme une réalité aussi certaine et brillante que celle de la lumière en plein midi. L'homme, au contraire, portant le lourd privilège de la conscience et usé par la vie doit faire effort pour retrouver cette atmosphère d'innocence et de foi naïve et véridique, mais le fêtard y tournant tout à fait le dos, ne cherchant que le plaisir des fêtes, les voit se dessécher et périr comme les fleurs coupées. Quand la fête n'est plus que le résultat d'une convention du calendrier et du savoir faire des danseuses et des cuisiniers, elle rentre bon gré mal gré dans l'ordre des choses terre à terre dont c'était l'essence de cette fête de faire échapper. Il était naturel que le corps participât à cette allégresse par les plaisirs qui lui sont propres, mais non pas qu'il leur donnât l'autonomie et la suprématie, sinon l'homme détruit précisément ce qu'il poursuivait.

Ainsi se produit souvent ce paradoxe que les jours dits de réjouissance deviennent marqués du plus mortel ennui.

C'est alors cependant que l'on voit se former — ou se reformer sous une forme moderne — l'idée qui élève la débauche à la hauteur d'un mythe. En désespoir de cause, l'homme séparé des profondeurs pures de son être par la débauche se retourne avec transport vers cette puissance qui le dévore et se jette dans la croyance à un soi-disant pouvoir d'illumination et de révélation de l'érotisme.

« Je veux — écrit Balzac — que la débauche en délire et rugissante nous emporte, dans son char à quatre chevaux, par-delà les bornes du monde, pour nous verser sur des plages inconnues. »

Et pourtant qu'apporte-t-elle jamais d'autre que la monotone répétition des plaisirs et le désenchantement ? L'art de Balzac sait mimer avec un entrain endiablé les plaisirs de l'orgie, mais non moins bien l'amère lucidité du réveil, de ce moment où l'homme s'aperçoit que les prodiges et les délices dont il s'était enivré étaient à peu près aussi illusoires que les émotions du théâtre.

S'il est enfin une source de désirs qui est liée intimement à la perte et à la dévastation de l'homme, c'est bien celle-ci, et c'est ce dont témoigne si fortement le mythe de la peau de chagrin lui-même, car il signifie avant tout au fond la lutte contre l'homme des puissances conjurées de la débauche et de la mort.

Balzac ne nous a pas épargné en effet, bien que sous une forme plus mouvementée mais par cela même moins sévère, le spectacle de la fin du débauché. La terreur de son héros devant le rétrécissement inexorable de la peau de chagrin est beaucoup plus affreuse que celle qui accompagnerait la venue d'un fantôme maléfique dans un château solitaire ; elle est toute semblable à l'angoisse de se découvrir des rides et des cheveux blancs, car elle dément cruellement la croyance à l'éternité de la jeunesse et dénonce la proximité de la mort.

L'homme est alors saisi par la hantise de conserver aussi longtemps qu'il se pourra ce feu vacillant ; tel le héros de Balzac il se jette dans la réclusion, voire une parodie de l'ascétisme, par crainte de trop dépenser ses forces. La peur

lui dicte et lui impose des devoirs, que la vertu n'eût jamais pu obtenir. Témoin, par exemple, ce verre déformant que Raphaël interpose entre son œil et les séductions du monde.

Ce détachement amer et parfois très lucide, était-ce donc la science que le débauché poursuivait à travers ses divertissements ?

Au-dessus de tous les plaisirs et de toutes les angoisses pourtant rayonne le pouvoir, merveilleux et fallacieux entre tous, de l'amour.

Avec quels soins et quelle magie Balzac a su peindre l'enchanteresse Fœdora. Femme sans cœur, mais idéalement captivante. Il semblerait que découvrir son secret serait trouver celui d'une vie nouvelle et prodigieusement belle. Raphaël serait-il passé à côté de ce bonheur fabuleux dont il rêve et que Pauline plus tard, en dépit d'apparences momentanées, ne lui donnera pas ? Ce serait cependant folie de le croire. Eût-il possédé Fœdora qu'il n'eût point découvert son secret, car ce secret est de n'en point avoir, mais de feindre. Comment ne pas rappeler ici encore le nom de Proust si tragiquement déchiré par son amour et aux yeux duquel Albertine paraissait affreusement étrangère et lointaine au moment même où il la tenait dans ses bras ?

A ce point de vue, la sévère leçon contenue dans le personnage d'Albertine éclaire plus complètement celui de Fœdora, car il montre qu'en aucun cas le triomphe de l'amour ne peut se confondre purement et simplement avec celui de la possession. La confusion des corps ne suffit point à opérer celle des cœurs ni ne peut assouvir la plénitude du besoin qu'éprouve l'être d'une *communication* totale. Ce qui l'empêche, c'est que ni l'un ni l'autre des deux héros de Proust ou de Balzac ne sort de son moi. Sans l'amour du cœur, l'amour des sens, en dépit de toute l'expérience savante des passions, s'arrête au seuil d'autrui comme au pied d'un mur infranchissable. L'on ne possède le cœur d'autrui qu'en devenant autrui, c'est-à-dire en se donnant, tel est le paradoxe de l'amour qui est vraiment amour, ce qui signifie charité.

Mais n'est-ce pas cet amour qui rayonne du cœur sensible et dévoué de Pauline ? Et n'est-ce pas par une chance insigne que Raphaël la retrouve au moment même où désabusé

de ses folies il est prêt à se livrer à ce parfait amour? D'où vient donc qu'il n'y trouve pas la délivrance, la possibilité de rompre le pouvoir maléfique de la peau de chagrin, autrement dit d'arracher son destin au joug de ses désirs et de l'angoisse de la perdition?

Oui, cet amour pouvait être délivrance, mais encore eût-il fallu que Raphaël sût le comprendre et ne pas seulement aimer l'amour de Pauline, mais être animé d'un amour semblable. Il eût fallu qu'il eût assez de courage pour trouver à travers sa conscience ce que Pauline avait trouvé plus aisément au sein de sa naïveté.

L'amour n'est pas un dieu et ne libère pas par un coup de baguette magique du vieil homme qui vit tenacement en nous. Et surtout l'amour du véritable amour n'est pas encore cet amour. Le malheur de Raphaël fut de se comporter comme s'il attendait tout de Pauline sans reconnaître qu'il devait de toute nécessité lui donner lui aussi un pareil amour.

Bien insuffisant à ce point de vue est ce retour à la nature que Raphaël s'efforce d'opérer en Auvergne. « Il tenta de s'associer au mouvement intime de cette nature et de s'identifier assez complètement à sa passive obéissance pour tomber sous la loi despotique et conservatrice qui régit les existences instinctives. Il ne voulait plus être chargé de lui-même... Il essayait de se glisser dans le sanctuaire de la vie. »

Vain effort! car le besoin de plénitude qui est en l'homme ne se satisfait pas d'une participation sensible et sentimentale à l'âme des saisons et de la terre; il ne lui faut pas moins que la communication intime avec une foi et une certaine innocence; une enfance nouvelle et plus haute, ayant traversé le feu de la conscience. Croire que l'on retrouvera la voie d'enfance par le retour à la nature, c'est renverser ici (comme en beaucoup de cas) la hiérarchie réelle des causes, car si le rapport de la communion avec la nature et de l'enfance est réciproque, c'est d'abord l'enfance qui donne cette communion et non pas l'inverse. Et, d'autre part, elle est infiniment plus vaste et plus riche que la seconde, car elle ne contient pas seulement en elle la participation à la seconde, mais aussi à toutes les richesses de la vie intérieure.

En dépit des espoirs de la magie, ce ne sont pas les rites qui permettent de communier avec les dieux, mais les dieux qui permettent qu'on communie avec eux par les rites. Et les rites ne valent pas par eux-mêmes, mais par cette participation.

D'une façon analogue, par l'extase devant la nature, Raphaël obtenait un champ plus vaste pour l'épanouissement de son moi, mais rien de cette libération qu'il souhaitait. Toujours son angoisse et son destin l'écartaient de Pauline; il n'eût pu la retrouver qu'en renonçant à ce moi égoïste et fermé jusque dans l'amour. Il n'eût pu la trouver qu'en la cherchant elle-même au lieu de se chercher lui-même en elle. C'est pourquoi la nature n'était pas une voie, car elle était seulement un champ de conquête, de bonheur et d'oubli alors qu'il lui fallait entrer dans la folie du dévouement. Être déchargé de soi-même n'est pas à un moindre prix.

La monade humaine n'a point de porte; pour en sortir il faut que des coups soient *frappés* et qu'il s'y ouvre une profonde fissure. Il faut s'élever jusqu'à cette fraternité du sacrifice et du dévouement dont témoignent, par exemple, certains personnages de Claudel et de Dostoïevski.

Qu'on ne dise pas que Raphaël a échoué parce que ses plaisirs et ses pouvoirs étaient limités, car la possession de la peau de chagrin accordait à ses désirs la toute-puissance, fût-ce au prix d'une approche plus hâtive de la mort. Peut-être croira-t-on qu'il n'a pas su en profiter ? Disons en tout cas que Balzac a traité ce thème dans toute son ampleur avec une incomparable maîtrise dans *Melmoth réconcilié*, où son héros obtient encore la toute-puissance; et le romancier s'exprime ainsi :

« En puisant à pleines mains dans le trésor des voluptés humaines il en atteignit promptement le fond. Cette énorme puissance, en un instant appréhendée, fut en un instant exercée, jugée, usée... Ses facultés agrandies avaient changé les rapports qui existaient auparavant entre le monde et lui... Les femmes et la bonne chair furent deux plaisirs si complètement assouvis, du moment où il put les goûter de manière à se trouver au-delà du plaisir, qu'il n'eut plus envie de manger, ni d'aimer... Riche de toute la terre, et pouvant la franchir d'un bond, la richesse et le pouvoir ne

signifièrent plus rien pour lui... Les insensés qui souhaitent la puissance des démons, la jugent avec leurs idées d'hommes, sans prévoir qu'ils endosseront les idées du démon en prenant son pouvoir, qu'ils resteront hommes et au milieu d'êtres qui ne peuvent plus les comprendre. Le Néron inédit qui rêve de faire brûler Paris pour sa distraction, comme on donne au théâtre le spectacle fictif d'un incendie, ne se doute pas que Paris deviendra pour lui ce qu'est pour un voyageur pressé la fourmilière qui borde un chemin. Les sciences furent pour Castanier ce qu'est un logogriphe pour celui qui en sait le mot... Il se sentit à l'étroit sur la terre, car son infernale puissance le faisait assister au spectacle de la création dont il entrevoyait les causes et la fin. »

Quel réquisitoire plus terrible pourrait-on prononcer contre la magie et en même temps contre les formes de séduction qui nous captivent ?

Au-dessus de nous toujours et dominant tous les autres prestiges s'élève une sublime exigence dont la nature même est de ne pouvoir se rassasier et de requérir l'ouverture de notre être aux flots de l'Infini.

Si nous nous retournons encore une fois vers Proust on ne peut manquer d'être frappé par le fait que le thème essentiel de son œuvre, comme celui de *La Peau de Chagrin*, est le temps perdu, mais tandis que Proust paraît surtout orienté vers le passé pour y découvrir l'essence mystérieuse du temps, le héros de Balzac est constamment tourné vers le futur (alors même qu'il paraît complètement enfoncé dans le labyrinthe des choses passagères) et hanté par l'imminente consommation du temps, c'est-à-dire la mort.

C'est la présence de cette angoisse qui donne une signification si profonde et si terrible à cette œuvre de Balzac.

Michel Carrouges.

LES PRECURSEURS DE L'IMPERIALISME ITALIEN

(*Fin*)

Penseur moins vigoureux qu'Oriani, styliste moins raffiné que d'Annunzio, Enrico Corradini a cette seule supériorité d'avoir élaboré une doctrine cohérente en toutes ses parties à l'heure où la jeunesse italienne, déprise du socialisme, cherchait de nouveau sa voie, et de l'avoir orientée vers le nationalisme. En lui nous trouvons un chef d'école qui se sait et se veut tel, qui sort de sa tour d'ivoire, voyage à l'étranger, observe, confronte, se répand en discours et en commémorations, collabore à maints journaux et revues, et préparera directement, sur le plan intellectuel, le succès du fascisme.

Le caractère fragmentaire de son œuvre politique, où il n'y a pas un seul livre comparable à *L'Avenir de l'intelligence* et moins encore aux *Déracinés* ou à *La Colline inspirée*, ne laisse subsister de lui qu'un nom plutôt que des textes. Ses ouvrages les plus répandus en Italie, *L'ombre de la vie*, *Le Nationalisme italien*, *L'heure de Tripoli*, *Sur les routes du nouvel Empire*, *L'unité et la puissance des nations*, etc..., échelonnés de 1908 à 1929, sont des reportages de presse ou des recueils d'articles et de conférences. Le dernier et le plus organique, *La Réforme politique en Europe* (1929), n'est qu'un abrégé fort peu original des doctrines étatistes et autoritaires qui à cette date avaient acquis déjà droit de cité ou allaient l'obtenir en Italie, en Allemagne et ailleurs. Quant à la première partie de son œuvre proprement littéraire, faite de drames, de romans et de nouvelles, elle ne lui aurait acquis aucune notoriété durable s'il n'y avait greffé de bonne heure une activité politique. Les biographes les plus prévenus en sa faveur, tels que P. L. Occhini, reconnaissent que la plupart de ces ouvrages de jeunesse n'ont aucune consistance. Des personnages de l'un d'eux, ce critique nationaliste écrit qu'

avec les meilleures intentions on n'arrive pas à les concevoir dans la réalité... Ce sont de pauvres êtres imaginés à froid.

D'un autre, publié en 1899, il reconnaît qu'on y voit Corradini sous la domination, le pouvoir absolu de Gabriel d'Annunzio [28].

D'Annunzio est en effet le chef de chœur des jeunes gens qui se groupaient à la fin du XIXe siècle dans la rédaction de la revue florentine *Il Marzocco*. Ils appartiennent à ce qu'on a pu appeler la « phase esthétisante » de l'élaboration nationaliste. Mais lorsque celle-ci deviendra plus ferme et plus consciente chez ses promoteurs, Corradini n'acquerra pas une plus sûre maîtrise de son art. Ses deux romans à thèse, *La patrie lointaine* et *La guerre lointaine*, — qui le mettent lui-même en scène à deux moments différents de sa vie, — malgré le bruit fait autour d'eux dans les milieux nationalistes [29], ne méritent pas qu'on s'y arrête. L'introduction sous des noms d'emprunt de personnages épisodiques qui désignent Carducci, Oriani, Crispi, etc., n'arrive pas à échauffer l'atmosphère singulièrement froide de ces créations artificielles. C'est seulement dans son *Jules César*, drame en cinq actes dont une première version parut en 1902 et une seconde, revue et modifiée, en 1926, que Corradini, qui avait longuement médité ce grand sujet, atteint une réelle puissance d'évocation.

En César, à l'heure où s'effondrent les institutions républicaines et où les anciennes classes dirigeantes s'épuisent dans les guerres civiles, il voit le héros immanent de la race, la personnification même de Rome. L'homme s'élève d'acte en acte devant les autres et devant lui-même, par exemple en accordant à Brutus, contre le gré de ses propres amis, la grâce des patriciens vaincus à Pharsale, dépouille peu à peu l'aspect du partisan pour assumer celui du chef d'État, du fondateur d'Empire. Lorsqu'il tombe sous le poignard des conjurés, après qu'il vient d'exposer aux sénateurs son projet de porter la guerre chez les Parthes, puis d'atteindre la Caspienne et le Caucase pour regagner la Germanie et la Gaule à travers la Scythie en élargissant l'empire de Rome jusqu'aux confins du monde connu, c'est un double parricide qui le terrasse, et Brutus ne frappe pas seulement en lui son père, mais le père et l'incarnation de la patrie.

En novembre 1903, Corradini fondait à Florence la revue *Il Regno* avec le concours de quelques jeunes écrivains qui se sépareront bientôt de lui pour constituer le groupe de *la Voce*, —

28. P. L. Occhini, *Enrico Corradini scrittore e nazionalista*, Rome, G. Garzoni Provenzani, 1914, pp. 73 et 89.
29. *La patria lontana* est « notre roman », écrivait Federzoni à son apparition, en 1910.

Papini, Prezzolini, Borgese entre autres, — et qu'unit en cette aurore du mouvement nationaliste un même désir de contribuer à « l'ascension du peuple italien », un même dégoût de la lâcheté bourgeoise, qui cède et s'abandonne devant « l'ignoble socialisme », de la dictature du nombre brut, de la démocratie inorganique. Chez Corradini, la conscience nationale s'est réveillée au lendemain d'Adoua. Devant la défaite invengée, pire encore : acclamée par beaucoup comme une libération et un avantage, il a senti la vanité de son égocentrisme, l'insuffisance de son idéal de pur lettré. Au cours des années troubles qui vont de 1896 à 1902, où les éléments réactionnaires étalent leur impuissance à discipliner les forces montantes du prolétariat autrement que par la violence policière et l'état de siège, où les conservateurs du Sénat demandaient que le gouvernement employât l'armée à faire les récoltes pour briser les grèves agraires, son sentiment intime d'un déséquilibre pernicieux dans la vie nationale ne peut que devenir plus aigu. Bientôt les voyages qu'il entreprendra à l'étranger l'aideront à entrevoir le remède, les remèdes plutôt, car à l'époque la pensée de Corradini et de ses amis se cherche encore et ils sont loin de présenter à leurs compatriotes un corps de doctrines parfaitement agencé.

Ainsi, quand éclate la guerre russo-japonaise, sont-ils perplexes et divisés en leurs sympathies. Parce que les socialistes font des vœux pour le Japon et que le plus brillant sans doute des leaders syndicalistes, Arturo Labriola, discerne que l'inévitable défaite russe hâtera en ce pays la révolution et entraînera la ruine des autres élites bourgeoises de l'Europe, ils se croient obligés de prendre parti pour la Russie. Papini notamment, si indépendant d'allures et de pensée, déjà si spontanément iconoclaste, s'obstine, pour des raisons extrinsèques, dans un pronostic déraisonnable. Corradini hésite; mais quand certains de ses collaborateurs exaltent la splendide leçon de foi et de cohésion nationales qu'offrent les soldats-citoyens de l'Empire nippon, il sent que la victoire doit leur appartenir et lui-même ne tarde pas à les magnifier, à les donner en exemple à ses compatriotes divisés.

Désormais, il va chercher surtout ce qui pourrait à la fois les unir et les élever en dignité. De ses voyages d'études et d'information en Argentine, au Brésil, en Tunisie, il revient avec deux idées justes. En Amérique du Sud, vers laquelle se dirigent des masses croissantes d'émigrants originaires de l'Italie méridionale, il constate que ceux-ci y font figure d'esclaves ou peu s'en faut. Énergiques, nombreux, honnêtes, ils ne jouent aucun rôle dans leur nouvelle patrie, n'y ont pas accès, même enrichis, à la société mondaine, y perdent rapidement — dès la seconde génération — la conscience de leur nationalité pour se dire avec

fierté « Argentins », « Brésiliens », mais non plus Italiens. Les enfants d'émigrés ne parlent même plus leur langue maternelle. Cette désaffection se heurte, d'ailleurs, à l'indifférence d'autorités diplomatiques et consulaires somnolentes, mesquines, parfois, comme à Rio, si pauvrement installées qu'on en a honte.

Corradini comprend que pareil état de choses peut sans doute être amélioré, mais non radicalement changé. Si le prestige de la latinité est en Amérique du Sud représenté uniquement par la France; si le monde des affaires et financier ne fait attention qu'à l'Angleterre, aux États-Unis et à la France encore, c'est que l'émigrant italien arrive d'ordinaire dans ces pays sans instruction, sans capitaux, souvent sordide, désaxé matériellement et moralement, fort de sa seule bonne volonté. Créer des œuvres d'éducation, d'assistance, de placement, c'est une nécessité urgente, liée du reste au problème de l'amélioration des conditions d'existence du prolétariat rural *en Italie même*; mais quoi qu'on fasse, ces centaines de milliers d'hommes qui, d'un flot ininterrompu, vont assurer la prospérité de nations étrangères représentent pour la mère patrie une force irrémédiablement perdue. A la courte vue des économistes qui se réjouissent de l'émigration comme d'une source de richesse nationale par les envois d'argent qui en résultent, et d'un dérivatif aux progès du paupérisme dans la métropole, il oppose donc la thèse plus large et plus vraie que seules des colonies *en terres italiennes* constitueraient pour le pays un profit authentique. Ces terres, il faut donc les acquérir.

Sa seconde idée juste, c'est que dans un État dépourvu de grandes richesses naturelles, soumis à de lourds devoirs d'équipement national, conséquence de sa tardive unification, le progrès général de l'ensemble du peuple pose un problème de production bien plutôt que de distribution. Mieux répartir l'impôt, lutter contre les privilèges injustifiés, il le faut sans doute; mais cela n'augmentera pas la somme de la richesse commune. Avant tout, il faut produire plus et mieux.

Sur ces deux idées, qui n'ont rien de très neuf et ne sont pas, d'ailleurs, particulières à Corradini, mais qui trouvaient alors peu d'écho en Italie, il va en greffer une troisième, celle-ci plus personnelle mais aussi plus contestable et plus dangereuse : c'est le mythe des « nations prolétaires » opposées aux « nations ploutocratiques ». Corradini y voit un moyen de détacher les masses ouvrières du socialisme en leur montrant la solidarité inéluctable qui lie entre eux tous les facteurs de production d'un pays déterminé, — capital, technique, travail, — et l'avantage qu'auraient ces masses à transporter du terrain social au terrain national leurs revendications de classe. La lutte est partout dans le monde

et il faut lutter pour triompher. Mais lutter internationalement contre le patronat est un leurre, lutter dans une étroite solidarité nationale contre des concurrents mieux pourvus peut être un devoir en même temps qu'une bonne affaire. Timide encore au temps de la guerre de Libye, — où l'Italie n'affronte dans la Turquie qu'une *cliente* du grand capitalisme, — c'est pourtant à cette occasion que le terme de « nations prolétaires » sort de l'ombre des cénacles pour s'offrir à l'attention publique lorsque le poète Giovanni Pascoli, émule et continuateur de Carducci, s'écriera : « La grande prolétaire s'est ébranlée. »

Corradini toutefois n'aperçoit qu'un des aspects du problème. Son horizon restreint de littérateur égaré dans la politique lui représente comme adversaires possibles d'une Italie grandissante et d'une Allemagne déjà formidablement équipée, une France jugée décadente parce que malthusienne, et une Angleterre — — cette Angleterre qu'il admire encore éperdument, comme tout bon Italien depuis Alfieri — ployant sous le poids même de son patrimoine séculaire. Il n'accorde aucune place aux États-Unis et à la Russie, qu'il ignore ou qu'il ne comprend pas. Par là toutes les données de la question sont faussées. La coalition qui trente ans plus tard brisera, à peine née, la puissance italienne, qu'il contribue à pousser vers une impasse, est en germe dans les imprudentes formules qu'il lance à des foules crédules et dépourvues d'esprit critique.

A l'égard de la Russie spécialement, son incompréhension éclate dans la façon dont il parle de Tolstoï. En ce géant près duquel il fait, littérairement, figure de pygmée, il ne voit, à l'époque de la guerre russo-japonaise, que le censeur implacable de la pourriture de sa propre patrie et il s'indigne d'une si sacrilège audace.

A-t-il le document certain, précis et net, permettant d'accuser et de condamner, — se demande-t-il ? Si même il l'avait, s'il possédait les preuves que la responsabilité de la présente guerre est d'un petit nombre de canailles, quand même il aurait sous les yeux les preuves de leurs canailleries, il devrait maintenant se taire.

Et plus loin

Je dis que le Tsar lui-même, blême aujourd'hui devant le spectre de la défaite, ses ministres corrompus eux-mêmes, ses courtisans voleurs eux-mêmes, les trafiquants de Corée et de Mandchourie, les joueurs de Moscou et de Pétersbourg eux-mêmes, je dis que tous ces gens, à supposer qu'eux seuls, pour leurs fins les plus iniques, soient coupables de la présente guerre, répugnent moins à la conscience humaine que l'acte accompli aujourd'hui par Léon Tolstoï et que son

homuncule tout amour et toute paix, qu'il présente avec colère, depuis vingt ans, à la stupidité du monde [30].

Pas un instant Corradini ne se dit que si le gouvernement tsariste, pourtant peu accessible à la pitié et aux considérations opportunistes, a toléré que s'élevât librement sur le sol russe la voix du plus grand de ses écrivains, alors même qu'elle le condamnait impitoyablement; si celui-ci a pu y vivre et bientôt y mourra selon son idéal, entouré de la vénération de tout un peuple, c'est apparemment qu'il y avait à cela des raisons bien profondes, que la haute administration impériale, mieux placée que Corradini pour en juger, estimait inviolables. Mais la leçon ne devait pas profiter au jeune champion du nationalisme et à ses pareils, qui découvraient dans la guerre — la guerre de conquête en particulier — l'antidote à tous les maux de l'humanité.
Là encore, on retrouve à la base du raisonnement corradinien des analogies vicieuses, cette faiblesse de tous les logiciens inexperts.

Sans la guerre, nous ne serions pas — s'écrie-t-il. Si parmi tant d'États entre lesquels nous étions divisés, pas même un n'eût voulu la guerre, peut-être ne serions-nous pas.
Et nous ne serons pas sans la guerre. Nous fûmes jadis un troupeau d'esclaves et aujourd'hui nous sommes un peuple, mais nous ne serons jamais une nation sans la guerre; nous ne serons jamais tels que nos pères nous voyaient des yeux de l'espérance, quand ils versaient leur sang [31].

Il n'y a là qu'une constatation historique. De même qu'il n'y a que la constatation d'une loi historico-biologique à proclamer :

Les nations sont nées parce qu'elles ont eu un antagoniste, et, d'une certaine manière, elles ne sont pas autre chose que la consolidation d'un état de guerre permanent, des unes contre les autres... Supprimez la lutte et vous supprimez la vie. L'homme ou se tient debout pour lutter ou gît à l'état de cadavre et se remplit de vers. Autrement dit, la vie humaine est par essence dramatique. Or, l'union de tous les peuples (contre qui ?), en supprimant dans le drame l'antagoniste, supprimerait le drame lui-même; en supprimant la lutte, il supprimerait la vie; ou, plutôt, il renforcerait les luttes à l'intérieur de chaque pays [32].

30. Enrico Corradini, *La vita nazionale*, Siena, Tipogr. S. Bernardino, 1924 [réédition d'articles de jeunesse parus surtout dans *Il Regno*], pp. 144 et 146-147.
31. Cité par P. L. Occhini, *op. cit.*, p. 229.
32. E. Corradini, *Il Nazionalismo italiano*, Milan, Trèves, 1914, p. 12 (paru d'abord dans *L'Ombra della vita*, Naples, 1908).

Et encore :

Les moissonneurs de vies romains sont sacrés. Napoléon est sacré. Les conquérants demeurent sous la sainteté du destin. En réalité, la guerre est une nécessité pour les nations qui sont ou tendent à devenir impérialistes, quand elles ne tendent pas vers la mort... Le monde entier est impérialiste, à l'extérieur ou à l'intérieur, et il y a aujourd'hui un impérialisme des prolétaires qui s'appelle socialisme. Le monde entier est impérialiste, et l'état du globe n'est qu'un impérialisme des hommes sur les autres vivants et sur les choses... L'anthropomorphisme est un aspect de cet impérialisme qui parvient jusqu'au ciel et crée l'Olympe. La morale n'est qu'un autre aspect du même impérialisme... C'est pourquoi l'inviolabilité de la vie humaine et le pacifisme sont à reléguer parmi les vieilles idoles, dans le patrimoine idéaliste et sentimental des hommes du passé... Dans vingt ans, sinon auparavant, toute l'Italie sera impérialiste [33].

Voilà le grand mot lâché : impérialisme, — dès 1908. Toute l'action postérieure de Corradini et de ses amis tendra à le traduire dans les faits. Mais comment ? Quelle guerre entreprendre ? Quels adversaires choisir, puisqu'il n'y a qu'en théorie nécessité vitale pour l'Italie d'affronter l'aventure guerrière et qu'en fait personne ne la menace. L'animal sait d'instinct quel est son ennemi, l'organisme aussi se défend suivant sa loi interne contre le microbe pathogène. Où trouver dans le monde humain, soumis à la réflexion et à la raison, cette sûreté d'interprétation ? Aussi allons-nous voir, après les affirmations sonores et tranchantes du nationalisme à ses débuts, ses représentants osciller bien des fois dans leurs déductions et voiler sous des sophismes l'échec de plus en plus évident de leur idéologie.

Maurice Vaussard.

33. E. Corradini, *op. cit.*, pp. 15-17.

LIVRES

MARQUIS DE LUPPÉ : *Mérimée.* Albin Michel, 1945. Un vol. grand in-8 de 240 pp., illustré de 16 planches en hélio, 112 fr.

La vie « secrète » de Mérimée était jusqu'ici aussi peu connue qu'était célèbre son œuvre. Mais grâce à la découverte de nombreuses lettres inédites, l'activité et la physionomie de ce parfait nouvelliste nous sont révélés sous des aspects entièrement nouveaux.

Le marquis de Luppé, dont on se rappelle le beau livre sur Lamartine, nous trace ici, du père de Carmen, un portrait plus fouillé et plus nuancé que les précédents. De la bataille romantique dont Mérimée se libèrera bientôt à la cour du Second Empire dont il fut le boute-en-train, l'auteur nous le montre en privé comme en public et sans séparer à aucun moment sa vie sentimentale de sa vie professionnelle. « *Homo duplex* », a-t-on dit de lui; nous sommes cependant obligés d'admettre que notre caractère n'est généralement guère différent du sien.

A. LAFONS.

GEORGES HERMENT : *Évadé d'Allemagne.* Grasset, 1945. Un vol., 320 pp., 87 fr.

« Ce livre est dédié à la gloire de l'évasion et à tous ceux qui se sont donné la peine de la tenter. »

Il ne s'agit pas de l'évasion — seule possible à tenter au camp — d'un bataillon d'architectes ni d'une armée de sanitaires qui, une fois reconnus tels (!) après de multiples tractations pour ne pas dire maints trafics, furent rapatriés officiellement en masse.

Non, G. Herment glorifie ici la véritable évasion, celle que l'on préparait patiemment et que l'on tentait d'un « Arbeitkommando » parce qu'on « n'en pouvait plus » et qui passait pour miraculeuse lorsqu'on l'avait, comme lui, réussie malgré ses risques, ses embûches.

L'auteur nous retrace toutes les étapes de sa captivité. Il est intéressant et sincère. Mais le critique constate une fois de plus — ici à propos d'Hammerstein — combien l'interprétation d'une chose peut différer selon les interprètes, malgré leur mutuelle sincérité.

A. LAFONS.

PEYRREFITE : *Les Amitiés particulières.* Marseille, Vigneau, 1944.

J'ai pensé, en refermant *Les Amitiés particulières*, à la phrase fameuse de Nicole sur l'écrivain qui « *est un empoisonneur... non des corps, mais des âmes* ». Rarement le poison a été distillé avec autant de sublime adresse que par M. Peyrrefite. Il est à peine besoin de revenir sur le mal que contient en lui ce livre; c'est une sorte de condensé, obtenu par la chimie la plus parfaite, du Mal en soi. D'autres se sont fait un devoir de dénoncer cet aspect du livre. J'aimerais mieux aller, s'il se peut, jusqu'à la racine même du mal

et montrer en quoi cet ouvrage, quoi qu'on en ait dit, n'est pas un chef-d'œuvre de classicisme dans la ligne du roman français, parce que, loin d'observer avec exactitude la vérité et de la décanter, il en altère les données avec une sorte de machiavélisme qui n'est peut-être pas entièrement conscient.

Comment l'auteur s'y prend-il ? D'abord en donnant à son livre je ne sais quoi de lisse et de limpide, un coulant dont l'unité harmonieuse, en fondant tous les éléments dans une atmosphèree suave et ouatée, retire du drame cette part d'aspérité et de ténèbres qu'il ne peut pas ne pas comporter. Tout ici, même ce qui, psychologiquement, est du domaine du noir, devient tendrement lumineux. Tout ce qui implique un choc, un heurt, se fait aussi aisé et fluide que le permet l'art souverain du narrateur. Cette impression de naturel et d'aisance, *cette innocence du style*, crée un climat où nous sommes prêts à tout admettre.

Des deux personnages essentiels, le premier, Georges de Sarre, est d'un cynisme si accompli qu'il abolit non seulement les notions morales, mais même la réalité d'un conflit intérieur entre certaines tendances instinctives et certaines exigences de l'âme. Ou plutôt celles-ci sont tantôt réduites à leur plus ténue consistance, tantôt muées en d'autres tendances — comme la peur — qui jouent seules le rôle de censure. Qu'un garçon d'un âge si tendre puisse nous faire songer par moments à Valmart — alors qu'à d'autres heures il nous rappellerait plutôt Chérubin — il y a là non point exactement une invraisemblance, mais une si curieuse singularité que le livre qui nous la peint ne peut rester que comme un monstre. Or tout ce qui relève du classicisme est, faut-il le redire, doué d'un universalisme certain — depuis *La Princesse de Clèves* jusqu'à *La Porte étroite*. S'il ne s'agit point toujours de caractères communs (il s'en faut de beaucoup) au moins l'auteur classique vise un cas dont la nature offre d'assez nombreux exemplaires. On ne prétend point que les amitiés particulières soient chose rare : M. Peyrefitte paraît témoigner d'une sûreté d'information devant laquelle il faut nous incliner. Mais que ces amitiés puissent offrir à la fois cette espèce de pureté diamantine et cette intensité passionnelle, qu'elles puissent à la fois évoquer la Grèce et Fra Angelico, alors nous nous refusons à voir là autre chose qu'une rencontre si extraordinaire que le caprice de l'auteur nous semble avoir contribué plus que les données de son expérience à bâtir ce scénario dangereusement séduisant.

Le petit Alexandre pourrait sembler de nature à rester un personnage romanesque, s'il n'était trop romanesque pour être véritable. D'ailleurs, tout ici est à fleur de peau. Les troubles et les remous qui ne manqueront pas de se produire dans l'être de cet enfant nous sont soigneusement dérobés. Il y a dans cette technique une légèreté (dirons-nous une mauvaise foi ?) assez surprenante. Au risque de paraître trop pédant, nous affirmerons qu'un chapitre de Freud ferait justice de l'invention littéraire de M. Peyrrefite (un jour peut-être viendra où les trois quarts des observations psychologiques des romanciers tomberont en poussière devant les investigations des savants). Notre auteur parle comme si le subconscient n'existait pas, comme s'il n'y avait rien que cette surface d'eau claire ridée par les seuls zéphyrs. Nous ne croyons pas à cette histoire. Si l'on veut nous proposer cette vérité, il s'agit d'un abus de confiance. Et nous allons voir que le même procédé, pour atteindre un but à la fois opposé et parallèle, est utilisé dans la peinture du collège.

Rarement le nihilisme le plus discrètement sarcastique s'exerce avec plus de délicatesse apparente contre les établissements religieux. On songe à l'art d'un Pascal nourri (et aussi altéré) par les ressources d'un Gide (dont relève à tant d'égards la personnalité de M. Peyrefitte). Mais il n'est pas malaisé de prendre en défaut cette ironie et cette impitoyable dissection : remarquons simplement que, dans les trois quarts du livre, l'auteur ne nous livre de l'esprit et de la discipline des Pères que ce qui transparaît à l'extérieur et prête le flanc au ridicule. Sur les sources profondes de ces manifestations, le foyer spirituel d'où sont nées ces étincelles, silence total. Sous des apparences de tact et d'objectivité, c'est ici le truquage de Voltaire. Il est facile de déconsidérer un enseignement en n'en faisant saillir que les aspects où sa valeur se dégrade ou se minimise. Il y a toujours quelque chose de ridicule dans la sainteté, vue sous un certain angle. Le refus délibéré d'approfondir la psychologie des Pères était d'ailleurs nécessaire au plan de l'auteur. Par une

sorte de curieux paradoxe, il ne pouvait obtenir que grâce à l'irradiation des zones de clarté extérieure, ce caractère un peu équivoque du livre, cette ambiguïté qui en fera le ragoût pour tant de lecteurs aisés à prendre. Il ne fallait pas qu'un certain coefficient de gravité et de profondeur donné à l'esprit du collège et à la personne des Pères vînt contrarier la douceur aérienne, la légèreté d'Ariel dont s'enveloppe l'amitié des deux garçons. Le collège de Saint-Claude servait de repoussoir à la beauté dont se pare l'idylle des *Amitiés particulières*, elle la justifiait, la rendait plus séduisante, *et en faisant appel chez le lecteur à des éléments d'ordre esthétique*, sollicitait son adhésion pour ce qui incarnait la grâce et la poésie en face du grotesque ou du dérisoire. Il y a dans ce travestissement du réel tout au long du livre une sorte de subterfuge qui enlève toute crédibilité à l'histoire qui nous est offerte. Il semble bien qu'elle ne puisse susciter de la part des lecteurs sains d'autre sentiment que la curiosité.

HENRI AGEL.

LOUIS-GRIMAUD : *Histoire de la liberté d'enseignement en France*, préface de R. BEUNANT. Deux vol., t. I : *L'Ancien Régime*; t. II : *La Révolution*. B. Arthaud, édit., Grenoble et Paris, 1945.

M. Louis-Grimaud se doutait-il, tandis qu'il accumulait patiemment, pendant près de cinquante années de recherches, les fiches qui devaient lui permettre de reprendre l'*Histoire de la liberté d'enseignement*, qu'il avait en 1898 publiée comme thèse de doctorat, que l'édition définitive de son ouvrage paraîtrait à un moment où elle revêtirait un caractère d'aussi brûlante actualité ? Non, sans doute. Il avait eu raison de penser que cette immense question méritait une enquête menée sans défaillance pendant une vie de labeur : il se trouvera récompensé par la reconnaissance des lecteurs qui vont aujourd'hui se jeter sur son ouvrage.

Les deux premiers volumes d'une histoire qui commence au XVIIIe siècle pour atteindre bientôt, nous l'espérons, la période contemporaine, offrent un tableau du régime scolaire en France à la fin de l'Ancien Régime et une étude des transformations qui bouleversèrent l'état ancien pendant la Révolution, jusqu'au coup d'État de Brumaire. Devant un sujet immense et au milieu d'une récolte de documents des plus fructueuses, M. Louis-Grimaud ne s'est pas un instant laissé détourner de l'objet propre de son enquête : montrer quels ont été les principes et les réalisations de chaque régime en matière de liberté d'enseignement.

L'expression de *liberté d'enseignement*, il le montre fort bien, est moins claire à l'analyse qu'elle ne paraît d'abord, lorsqu'on la formule : il peut s'agir de la liberté d'apprendre, c'est-à-dire de la latitude laissée aux intéressés (enfants et familles) de choisir les maîtres qui dirigeront leur formation; ou de la liberté d'enseigner, c'est-à-dire de la faculté pour les individus ou pour certains corps de répandre, sans empêchement des autorités, les opinions ou les connaissances auxquelles ils sont attachés. Sous cette seconde forme, la liberté d'enseignement semble bien historiquement avoir toujours été tenue pour un corollaire de la liberté religieuse.

L'Ancien Régime ne se posait pas, à proprement parler, le problème qui nous préoccupe si fort. Dans un pays entièrement catholique, où l'unité de religion est une loi de l'État, l'ordre public commande que l'Église répande l'enseignement. L'Église admettait que tout individu pût enseigner, en ce sens que tout catholique pouvait exercer, dans les collèges ou les petites écoles, sans avoir à justifier d'aucune autorisation : mais évidemment la liberté n'existe ici qu'à l'intérieur d'un cadre religieux infrangible. Dans le dernier siècle de la monarchie, l'existence des dissidents dans l'État, la résistance protestante et la polémique philosophique, amènent certains esprits généreux à poser le principe que le droit des pères de famille de diriger l'éducation de leurs enfants est un droit naturel antérieur à ceux de la société, et qu'ainsi la loi ne peut les en priver. Le problème de la liberté est posé.

Vient la crise révolutionnaire. Elle bouleverse et ruine l'ensemble du vieil édifice scolaire, puisque l'armature en était fournie par l'Église catholique, qui perd successivement les moyens d'assurer la vie des écoles, le concours

des congrégations religieuses condamnées à disparaître, et enfin, avec le serment civique, la liberté d'expression. Jusqu'à la fin de la Législative, malgré les doléances qui montent de toutes parts, les Assemblées ne trouvent pas le temps de procéder à une réorganisation. Mais plans et projets théoriques germent nombreux, qui contribuent presque tous à familiariser les esprits avec la notion philosophique de la liberté d'enseignement droit premier de l'individu, faculté inhérente à la personne humaine. Avec la Convention thermidorienne, la loi Lakanal du 27 brumaire, puis la Constitution de l'an III affirment solennellement ce principe.

De 1795 à 1798, la France connaît un régime de liberté scolaire, plus ou moins traversée ou contrariée par la politique du Directoire exécutif, inquiet de voir les écoles officielles désertes, alors que les établissements particuliers, relativement nombreux, quoique anarchiques, connaissent la faveur des familles. Dans les milieux politiques reparaissent à plusieurs reprises des projets inspirés de la prétention jacobine du droit de l'État à assurer l'éducation du futur citoyen, de préférence ou à l'exclusion du droit paternel. Mais aucun projet « d'éducation commune » n'aboutit, et jusqu'à l'avènement de Bonaparte, le principe de liberté que la Révolution a inscrit au fronton de sa construction scolaire, souvent contesté, souvent entamé par des mesures de circonstance que dicte l'aversion des gouvernants pour le clergé, romain surtout, demeure cependant intact.

Cette étude remarquable, dont nous ne donnons que le dessin général, est vraiment l'œuvre d'un historien. M. Louis-Grimaud a lu une quantité exceptionnelle de documents, d'ouvrages et d'articles; il les interprète avec soin et avec une sagacité toute objective (à plusieurs reprises, il corrige d'une manière opportune les jugements sommaires d'auteurs comme Bourgeois, qui ont plié la réalité à leurs préjugés). Les lecteurs qui « n'aiment pas les notes » s'effraieront de voir les bas de pages aussi chargés de références, dont parfois la substance aurait pu être assimilée au texte. Mais les travailleurs seront reconnaissants à l'auteur de tant de richesses révélées. Les uns et les autres lui sauront gré d'avoir su, à la fin de cette première période, dégager des conclusions d'une portée très large où l'histoire rejoint la philosophie.

A. Latreille.

PIERRE BARBIER : *Brute le Magnifique ou la vertu humiliée*. Paris, Éditions du Seuil, 1945. In-16, 218 pp.

Un livre haut en couleur, aux phrases émouvantes dans leur dureté.

Une vie ratée comme celle de Brute... Brute le magnifique... Qu'est-ce ? Fort peu de chose en regard de l'humanité, et pourtant c'est une somme énorme de souffrances presque insurmontables pour un homme seul, un homme complètement et désespérément seul, puisqu'il n'a pas la foi, seul appui de l'âme humainement isolée.

Ce désespoir de ceux qui croient leurs souffrances perdues — source d'égoïsme, même pour les âmes d'élite — ce désespoir est justement et fortement décrit, comme après, au seuil de la mort, ce vague et lointain espoir d'un avenir meilleur pour les autres... tous les autres.

Victime de la dure vie et d'un complexe d'infériorité initial, Brute le Magnifique est un symbole, que chacun peut-être comprendra à sa manière; mais un symbole tout de même.

M. Pierre Barbier a su nous rendre participants de la souffrance, du désespoir parfois, qui déborde de son livre. C'est le meilleur éloge qu'on puisse lui faire.

Maxence Herrand.

PIERRE-ANDRÉ MAY : *Le Matin*.

Peut-on dire de l'œuvre de M. Pierre-André May qu'elle est excellente ? Non. Peut-on dire qu'elle est mauvaise ? Encore bien moins.

Car ce livre, qui n'est pas mal fait, se situe exactement dans ce qu'on est convenu d'appeler la moyenne... Moyenne aimable... Moyenne qui suppose encore un assez bon travail, un consciencieux travail.

Ces souvenirs de l'adolescence d'un homme ne nous touchent qu'en proportion des souvenirs personnels qu'ils peuvent nous rappeler.
C'est un livre miroir, assez fidèle, assez évocateur.
Je suppose que l'auteur... heureux mortel... a atteint là son but.

MAXENCE HERRAND.

EMMANUEL D'ASTIER : *Sept Jours*. Paris, Éditions de Minuit, 1945. In-8, 88 fr.

Remarquable évocation d'un temps heureusement révolu; œuvre courte et originale d'un véritable écrivain, à la manière éminemment française.
Ces tableaux de la guerre secrète que des Français ont mené en France... pour la France... vous émeuvent et vous prennent. Ils vous font revivre les temps tragiques où nul n'était sûr le soir de se réveiller libre le lendemain.
Emmanuel d'Astier a bien fait de mettre son style, son originalité et son métier d'écrivain au service des souvenirs héroïques de ce temps inhumain; et c'est avec une émotion profonde que ceux qui ont été les acteurs de ces drames revivront ceux-ci en lisant *Sept Jours*, livre de la Résistance secrète... livre de l'âme française...

MAXENCE HERRAND.

JOSEPH CALMETTE : *Chute et relèvement de la France sous Charles VI et Charles VII*. Un vol., 253 pp. Hachette, 1945, 60 fr.

Avant de vivre ces dernières années si pleines d'épreuves pour notre pays, il était devenu banal de dire que le règne de Charles VI avait marqué l'époque la plus sombre de l'histoire de France. En lisant le savant ouvrage de M. Joseph Calmette, on est à chaque instant saisi par l'analogie qui existe entre cette époque (il s'agit des règnes de Charles VI et Charles VII) et la nôtre.
Que de ressemblances entre le roi de Bourges et l'État de Vichy ! Que de traits identiques entre ces factions (Armagnacs et Bourguignons) et ces partis que nous avons vus rivaux pour se disputer les lambeaux de notre patrie.
Et que dire du miracle de Jeanne d'Arc et de celui de la croix de Lorraine que nous venons de vivre ?
Il ne faudrait cependant pas croire que le seul intérêt de l'œuvre de M. Calmette réside dans cette identité. Il en est d'autres et qui sont trop nombreux pour que nous puissions les énumérer tous.
Il faut lire le livre de M. Calmette, de qui le grand talent et la science complète méritent le plus vif intérêt et la plus sincère admiration.

CLAUDE COLIN.

GIOVANNI COMISSO : *Les agents secrets de Venise au XVIIIe siècle*. Traduction de LUCIEN LELUC. Grasset. Un vol., 260 pp., 100 fr.

L'ouvrage de M. Comisso est un recueil choisi de rapports de basse police. Rédigés par des « indicateurs » (ils portaient à Venise au XVIIIe siècle le nom plus élégant de « confidents »), ils constituent le plus souvent de simples dénonciations et en ont gardé, malgré les ans passés, toute leur abjection.
C'est véritablement de la toute petite histoire et qui ne peut intéresser que des spécialistes. Nul doute que M. Camisso n'ait eu beaucoup à faire pour retrouver ces documents. Mais tant de travail était-il nécessaire pour nous prouver que l'humanité ne s'est pas améliorée depuis Casanova et les inquisiteurs d'État ?

CLAUDE COLIN.

HENRY D'ESTRE : *Bonaparte, Les années éblouissantes (1796-1797).* Plon, 1944. Un vol in-8 couronne, 375 pp., 60 fr.

Si je devais exprimer tout le bien que je pense de ce livre, une page entière n'y suffirait pas. Il fait suite aux *Années obscures* que couronnait naguère l'Académie Française. Amateurs d'histoire en particulier, Français en général qui tous avez un faible pour le « Petit Caporal », procurez-vous ce livre. C'est une merveilleuse histoire, grouillante de vie et réconfortante à l'extrême. Tranchons d'un mot, c'est un régal.

ANDRÉ LAFONS.

PIERRE CHAMPION : *Henri III roi de Pologne.* Un vol., Grasset, 322 pp., 135 fr.

C'est toute l'aventure polonaise d'un prince français qu'a retracée, avec le plus grand soin, et dans tous ses détails, M. Pierre Champion dont l'érudition et le talent n'étaient jamais en défaut.

Combien de Français imaginent ce qu'était la Pologne au XVI[e] siècle ? Combien savent les péripéties multiples, les intrigues innombrables de ce règne d'un prince de chez nous sur un trône étranger ? L'auteur ne s'est pas contenté de nous retracer tous les épisodes politiques de cette aventure. Il nous fait vivre dans l'intimité du roi, au milieu de ses courtisans, et c'est un précieux document sur une époque lointaine et sur une contrée bien mystérieuse.

Les chapitres les plus passionnants, à notre gré, car ils retracent les derniers jours d'Henri à Cracovie, sa fuite éperdue vers la France, sont les derniers. Mais tout l'ouvrage est rempli d'un puissant intérêt qui ne fait que grandir à mesure que la figure d'Henri, roi de Pologne, puis de France, apparaît, se dessine et s'affirme magistralement.

J. PAUL-BONCOUR : *Entre deux guerres.* Souvenirs sur la III[e] République. T. I : *Les luttes républicaines, 1877-1918.* Plon, éditeur.

Il y a quelques mois, M. Paul-Boncour prenait la parole à l'Assemblée Consultative. Ce fut pour les auditeurs et pour les délégués issus de la Résistance, presque tous ordinairement et maladroitement prolixes, une révélation... enfin un orateur!

Un orateur agréable à considérer (Léon Daudet, avec un irrespect apparent, l'avait surnommé Robespierrot) avec des gestes en harmonie avec les paroles. Un orateur qui savait marier avec élégance la solidité du fond et la délicatesse de la forme.

Ne serait-il qu'orateur, M. Paul-Boncour mériterait de figurer parmi ces grands notables de la III[e], de cette III[e] honnie par excès d'ignorance à l'égard de ceux qui la servirent en même temps qu'ils servirent la France, mais il fut un de ces serviteurs qui, comme tant d'autres, vinrent à la politique par le barreau, puis au Parlement après le très utile stage dans les cabinets ministériels.

L'auteur des mémoires, dans ce premier tome, retouche avec précision le portrait un peu flou et conventionnel qu'a laissé son « patron » Waldeck-Rousseau aux hommes d'aujourd'hui, Waldeck-Rousseau qui joignait au plus sincère dévouement à la République le sens aigu des affaires de l'État.

Successivement, M. Paul-Boncour retrace les événements saillants du début de ce siècle et fait revivre les personnalités marquantes de cette époque et les événements : les grèves, les conflits diplomatiques, les soubresauts qui font pressentir la grande guerre.

Chemin faisant, avec un juste orgueil, l'auteur rappelle les grands principes qui guident sa vie d'homme politique : une démocratie rénovée par l'intégration du syndicalisme dans la nation à l'intérieur; la sécurité collective appuyée par une force internationale à l'extérieur.

Enfin son témoignage précis sur le rôle respectif des chefs militaires et des responsables civils pendant l'autre guerre achève de donner à ces souvenirs un attrait de choix.

PEGUY ET ROMAIN ROLLAND

On a scandaleusement abusé de Péguy entre 1940 et 1944. Il était invoqué par la propagande officielle comme le patron de la « révolution nationale ». C'est le destin des grands morts qui ne peuvent plus se défendre d'être ainsi exploités par les partis. Nous avons vu plus triste. Le propre fils de Péguy, son aîné, ce Marcel qui porte le prénom de l'inoubliable ami, Marcel Baudouin, n'hésitait pas à embarquer son père jusque sur le char boueux de la collaboration, et il faut pourtant dire que le livre de Marcel Péguy n'était pas tout à fait dénué d'intérêt, à cause de certains détails de biographie que Marcel était seul à connaître, et aussi parce que nous y pouvions voir s'exprimer une espèce de revanche de la famille Baudouin qui est, comme on sait, celle de la veuve de Péguy. Il n'est donc pas jusqu'aux plus amères tristesses de la vie de Péguy qui n'aient été exposées sur la place publique.

Quant au contresens qui enrôlait Péguy sous les bannières du maréchal Pétain, on doit reconnaître, pour être tout à fait juste, qu'il ne datait pas de 1940 et de la « divine surprise », mais qu'il avait commencé de se produire dans les dernières années de Péguy, lorsqu'on célébrait son retour au catholicisme, sa condamnation du « monde moderne » et son patriotisme comme un désaveu de son passé socialiste et de son rôle au temps de l'affaire Dreyfus. Que Péguy n'ait lui-même jamais autorisé une pareille interprétation de sa pensée ne suffisait pas à l'écarter. L'amitié de Barrès et celle de Massis, la lutte contre de communs adversaires semblait, sur plus d'un point, la justifier. Le livre par ailleurs très honnête et très utile que M. Jean Delaporte, en 1943, a consacré à la *Connaissance de Péguy* [1], n'est pas exempt lui-même de cette erreur d'interprétation. Il faut dire pourtant que, malgré ses défauts, cet ouvrage exhaustif demeure capital pour quiconque veut dominer une matière abondante et riche à l'excès, pour qui veut en saisir la secrète et profonde unité.

Le livre de Romain Rolland [2] ne le remplace, ni ne le complète. Il est d'un autre ordre. D'abord, c'est un témoignage, sinon celui d'un ami, du moins celui d'un compagnon fidèle. Qu'après avoir écrit sur Michel Ange, Beethoven et Tolstoï, après avoir suivi Ramakrishna et Vivekananda, l'auteur de *Jean-Christophe* et d'*Au-dessus de la mêlée* ait consacré à Péguy les dernières années de sa vie, les dernières forces de sa pensée et de son cœur, il y a là un hommage qui honore autant

1. *Connaissance de Péguy*, 2 vol., Plon, 1944.
2. 2 vol., Albin Michel, 1944.

celui qui le rend que celui auquel il est rendu. Mais en outre ce livre est un livre de passion. Et cette passion est lucide; c'est une passion de vérité. Tous les ouvrages que nous avions lus jusqu'à présent sur Péguy étaient écrits par des disciples. Ils parlaient de Péguy comme d'un maître dont on étudie les enseignements. Dans le livre de Rolland, Péguy n'est pas mort; c'est tout frémissant de vie et précisément de cette vie charnelle, qu'il s'entendait si bien à exalter, que Péguy est évoqué ici. Et Romain Rolland parle en admirateur, mais non pas en disciple. Non seulement Rolland ne fut jamais le disciple de Péguy, dont on sait quels abîmes le séparaient; mais il ne cesse pas de se considérer comme son égal et de parler en cette qualité.

Par là, quelques réserves que l'on puisse faire sur tel ou tel détail, le livre qu'il consacre à Péguy est tout justement, il me semble, cette apologie, dont on n'imagine pas que Péguy aurait pu l'écrire lui-même, mais dont il fallait qu'elle fût écrite pour écarter tous les malentendus qui ont fleuri ces dernières années. Parce que Romain Rolland n'était pas catholique; parce qu'il avait été séparé de Péguy, en 1914, par le plus tragique dissentiment, il avait qualité pour nous donner ce Péguy non-conformiste, ce Péguy qu'aucune formule n'enferme, ce Péguy dont aucun parti ne peut se réclamer sans le trahir, qui nous manquait encore. Certes, je suis bien loin de méconnaître la valeur de tout ce qui a été écrit jusqu'à présent sur Péguy. Il me suffira d'évoquer, presque au hasard, l'ouvrage déjà cité de Delaporte, ceux de Halévy, des Tharaud, de Daniel-Rops, de Secrétain, de Mounier, dont aucun n'est indifférent, dont aucun ne manque d'apporter une note juste pour qu'on sente que, ce qu'il nous fallait encore, ce n'étaient ni des études biographiques, ni des travaux dogmatiques. Mais précisément cette parole d'un adversaire qui fut pourtant un ami, d'un compagnon qui fut pourtant un égal.

Le monde de Péguy et celui de Rolland semblent, au premier regard, incommensurables. L'intéressant est d'abord de voir par où ils se touchaient, par où ils se comprenaient. C'est ensuite que Romain Rolland a dû, pour être fidèle à Péguy, faire un noble et généreux effort, mais le seul, à bien dire, qui ait une valeur probante. Voici donc Péguy vivant, et dont on ne se débarrassera plus, désormais, comme on voudra. Il est là tout entier avec l'âcreté de ses humeurs, avec ses injustices de polémiste, avec ces coups de sang qui lui envahissaient soudain le visage lorsqu'il était en proie à une grande colère rentrée, une colère qui s'épanchait ensuite en monstrueux et admirables cahiers de polémique. Il est là avec sa faiblesse et ses tourments, avec ce découragement qui le guette et dont il sort par un travail acharné, le génie étant chez lui, plus que chez personne d'autre, le fruit de la douleur. C'est, par exemple, au moment où il a les meilleures raisons de désespérer qu'il écrit ce poëme unique à l'espérance qu'est le *Porche du Mystère de la deuxième vertu*. Ce n'est pas un philosophe, bien que ses écrits philosophiques contiennent plus de substance que beaucoup de thèses universitaires. Ce n'est pas un politique, non seulement parce qu'il oppose à la politique la mystique, opposition qui ne nous apparaît pas aujourd'hui le meilleur de sa pensée, mais encore et surtout parce qu'il est incapable d'accepter une autre discipline que celle qu'il a librement choisie. Ce n'est pas

un chef, bien qu'il ait comme personne le sens et la pratique même de l'autorité... Je pourrais multiplier à l'infini ces phrases négatives. Mais, s'il n'est ni ceci, ni cela, il est un très grand écrivain, l'un des plus grands de notre langue.

Et ce n'est pas rien. Comment il l'est peu à peu devenu; comment son génie, qui semble d'abord lui avoir été caché, s'est fait jour; comment il est passé de la prose à la poésie, c'est Romain Rolland qu'il faut entendre nous le dire. Non pas à la manière des professeurs, par des analyses savantes et subtiles, à travers lesquelles on voit peu à peu se former d'emprunts un langage, mais en ouvrier qui parle d'un bon ouvrier, et qui s'incline sans fausse humilité devant sa maîtrise. Un écrivain de cette sorte se forme tout seul. Il jaillit lentement du terroir et des circonstances. Jamais Péguy n'écrit qu'il n'y soit contraint par quelque nécessité intérieure ou extérieure. C'est une nécessité, par exemple, que sa première *Jeanne d'Arc*, qui lui fit déserter l'École Normale; une nécessité encore que ce *Dialogue de la cité harmonieuse*, où il pensait ne tenir la plume que pour le compte de son ami Baudouin. D'un bout à l'autre on ne trouve, dans les œuvres de Péguy, que des écrits de circonstance. Même ses plus grands poëmes, *Ève*, par exemple, sont à mettre sous cette rubrique.

Jamais non plus frondaison plus ample n'a jailli d'un jardin plus étroit et plus fermé. La culture de Péguy est restée jusqu'à la fin celle qu'il avait reçue au lycée d'Orléans et au collège Sainte-Barbe. Il ignorait complètement les littératures étrangères, mais il était nourri des littératures classiques, je veux dire la grecque, la latine, mais aussi la française que, du reste, il n'en séparait pas. C'était une seule ligne, ou plutôt, pour parler son propre langage, une même lignée. Il ignorait presque la peinture et la musique. Parmi les modernes, il y avait Hugo, sur lequel, comme sur Corneille, il était à peu près intarissable. Des derniers venus, il ne savait rien, ne lisant pas, à moins que leurs œuvres n'eussent été publiées par *Les Cahiers de la Quinzaine*. Ce que la lecture ne lui avait pas appris, ce n'étaient pas les voyages qui pouvaient le lui avoir enseigné, car il n'était jamais sorti de France, n'avait été qu'une fois au sud de la Loire, et toute sa vie, en somme, s'est écoulée entre Orléans, Paris et Chartres. Jamais on n'a été plus étroitement français que Péguy.

Combien différent, sur ce point comme sur tant d'autres, de Romain Rolland, esprit inquiet et voyageur, qui s'était ouvert de tout temps à tous les vents de l'Europe et du monde. Mais ce que Péguy perdait en étendue, il le gagnait en profondeur. Profondeur qui est une profondeur d'histoire, ou plutôt — ce qui conviendrait mieux à ce bergsonien — profondeur de durée concrète. C'est la suite des temps et la succession des empires qui lui sont familières, avec une place très spéciale pour la France, nation prédestinée et qui continue le double témoignage de l'antiquité profane et de l'antiquité biblique. Je ne crois pas qu'on puisse exagérer l'influence de Bergson sur Péguy. En vérité, la rencontre de la philosophie bergsonienne a été l'événement capital de sa vie. Je serais tenté de le dire plus important que la conversion même, en ce sens que, sur le plan psychologique, la conversion ne fut que la conclusion d'un long travail, dont la découverte du bergsonisme avait été le point de départ.

Étroit, profond, rectiligne, ce Péguy que Romain Rolland nous restitue n'est pourtant pas sans diversité, foisonnement, ni déchirements. Il avait un terrible orgueil, cet orgueil des hommes du peuple qui vous jettent fièrement leur origine à la face, de peur que vous ne la leur reprochiez. Il ne supportait pas de servir en second, ni sous une discipline autre que celle qu'il s'était à lui-même imposée. Ce fut l'origine de sa rupture avec les socialistes et de la fondation des *Cahiers de la Quinzaine*. Un solitaire, au fond, bien qu'il prétendît à former une équipe. Mais l'équipe des *Cahiers*, c'était lui, au point qu'il permettait tout à ses collaborateurs, quitte à leur répondre de belle encre, comme il fit pour Halévy dans *Notre Jeunesse*.

Aux *Cahiers*, Péguy ne cesse de lutter contre l'indifférence générale, contre des difficultés matérielles sans cesse renaissantes, et qu'aucun succès d'estime n'atténue sérieusement; contre des adversaires aussi, dont il grandit démesurément l'hostilité et la puissance. C'est le « parti intellectuel », la Sorbonne, la lourde maison d'en face; c'est, plus généralement, le « monde moderne », auquel des catholiques comme Fernand Laudet ne sont certes pas étrangers. Ainsi, tout au long de ses pamphlets, Péguy écrit sa propre légende, une légende qui n'est pas sans analogies avec celle que le père Hugo avait dressée jadis en une montagne d'alexandrins. Légende épique, où tout figure, depuis les héros d'Homère jusqu'à M. Lavisse. Ce que Péguy continue, ce n'est, en effet, pas autre chose que l'histoire de France, l'histoire du peuple français, toujours pareil à lui-même, des Croisades à la Révolution, et que le parti intellectuel a entrepris sournoisement de détruire et de dénaturer. Nous touchons ici une note fondamentale de la personnalité de Péguy : le goût et le sens de l'héroïsme. Le fracas des batailles, et celui, plus volontiers, des batailles glorieuses, mais perdues, ne cesse de retentir dans sa tête. Il en remplit ces *Quatrains* que nous a récemment révélés l'édition de ses *Œuvres poétiques* [3]. On voit là quelles furent ses images obsédantes, images de guerre et de prière, d'honneur et de tendresse.

Car, je l'ai dit, ce grand cœur fut un cœur déchiré. Aux approches de la quarantaine, il fut saisi d'un profond et mystérieux amour, et il semble que la poésie n'ait en lui déployé ses grandes ailes que du fond de cet abîme de misère, où l'honneur de sa vie privée faillit sombrer. C'est l'heure tout ensemble, et presque simultanément, de la conversion et de la tentation. Ce qu'il est allé offrir à Notre-Dame de Chartres, au cours de ses fameux pèlerinages, ce ne sont pas ses enfants, comme le bûcheron du *Porche*, mais c'est l'amour immolé au devoir, c'est le bonheur sacrifié à l'honneur. Jamais il ne fut ensemble plus cornélien et plus chrétien. On sait à quelle hauteur il mettait *Polyeucte*. Voici du même coup le détachement de Polyeucte et le renoncement de Sévère. C'est qu'en *Polyeucte* s'unissent, pour Péguy, l'une et l'autre antiquité, la païenne et la chrétienne. De l'une à l'autre est visible et palpable la continuité dont il a reçu de Bergson révélation. Nulle part le livre de Romain Rolland n'est plus pathétique que lorsqu'il nous fait assister, jour après jour, à ces combats et à ces sanglantes victoires. Il faut, pour les comprendre, et pour

3. 1 vol., La Pléiade, 1941.

les interpréter correctement, ne jamais perdre de vue les grandes puissances de l'intercession. Notre-Dame de Chartres, sainte Geneviève, patronne de Paris, et Jeanne d'Arc, protectrice d'Orléans, « Orléans qui êtes au pays de Loire ».

A défaut de la femme trop aimée, de la femme aimée en vain, voici les trois grandes médiatrices féminines, les canaux par où la grâce afflue au cœur de Péguy, comme au cœur de la France, car ils ne sont, en vérité, qu'un seul et même cœur. On peut dire, en effet, sans exagérer, que la voix de Péguy fut, entre 1905 et 1914, la voix même de la patrie qui se préparait sans le savoir à la plus longue et à la plus douloureuse épreuve de son histoire, à une épreuve qui n'a de comparable que celle qu'elle subit au début du XVe siècle, l'époque précisément de Jeanne d'Arc.

On peut, je le sais bien, discuter cette France de Péguy, et la juger partiale et partielle. On aurait beau jeu à lui opposer celle de Jaurès, ou celle même de Romain Rolland. Mais l'angoisse qu'a fait lever dans son cœur l'alerte de 1905; l'atmosphère de veillée d'armes qui n'a cessé de régner, en dépit des apparences, jusqu'en 1914; la préparation secrète à l'immense sacrifice de toute une génération, c'est cela qui retentit inlassablement dans les proses, même polémiques, et dans les vers de cette période. Or, il se trouve que 1905 n'a pas été un « point de rebroussement » dans la vie de Péguy, mais qu'au contraire cette grande date est le nœud de toutes ses fidélités. S'il y a un homme qui n'ait jamais trahi, c'est bien celui-là. Sa seconde *Jeanne d'Arc* ne fait que reprendre la première, celle qu'il avait écrite du temps qu'il était socialiste. C'est la même révolte contre « le mal universel humain », le même refus de la damnation temporelle, et aussi de l'éternelle, la même revendication de la justice et de la liberté. N'est-ce pas au nom de la justice que Péguy avait lutté, du temps de l'affaire Dreyfus ? N'est-ce pas pour que la France ne se mît point, ne demeurât point en état de péché mortel ? Et c'était la faim et la soif de la justice pareillement qui avait armé le bras de Jeanne d'Arc. Il ne s'agissait pas seulement pour elle de bouter les Anglais hors de France et de restaurer le droit, il s'agissait encore de lutter contre le mal et la misère, d'être une sainte enfin qui réussisse, une sainte qui soit en même temps un chef de guerre.

Or, à peine sauvée du péché mortel où elle avait failli persister, voici que la France, livrée aux politiciens et aux intellectuels, est une fois de plus menacée au cœur. Et, cette fois, il ne s'agit plus de son salut éternel, mais de son salut temporel. En vérité, ils sont inséparables, « car le surnaturel est lui-même charnel... et l'arbre de la grâce est raciné profond ». Il faut donc que, pour Péguy, la France et la chrétienté se confondent, et non pas seulement la France et la chrétienté, mais indissolublement les deux antiquités. Les Français n'ont pas seulement vaincu à Valmy et à Bouvines; ils ont vaincu aussi, déguisés en Grecs ou en Romains, à Salamine et à Zama. C'est toujours la même barbarie qui se redresse, et c'est toujours, en face, l'affirmation de la même liberté. Car Péguy ne sépare pas la justice de la liberté. Ce n'est pas parce qu'il est le plus juste, mais c'est bien plutôt parce qu'il est le plus libre que le Dieu de Péguy contemple avec une dilection particulière ce peuple français, qu'évoque encore

la parabole de l'enfant prodigue. On peut sourire de telles exagérations. Mais, chez Péguy, elles ne sont pas seulement naïves et spontanées. Elles sont nécessaires. Rien n'est plus éloigné du nationalisme intégral et de la « France seule » que ce patriotisme qui ne nie aucunement les autres peuples, mais qui, simplement, les ignore, pour n'en considérer que quatre : le peuple d'Israël, le peuple élu; le peuple grec, peuple de la tragédie et de la raison; le peuple romain, peuple de l'ordre et de la justice; le peuple français enfin, qui a reçu le triple héritage. Se battre et mourir pour cette cité terrestre, c'est le seul moyen de rendre possible un jour la cité harmonieuse.

Romain Rolland, dont la position fut tout autre, a pourtant bien vu tout cela, et il l'a bien dit, avec une chaleureuse et lucide compréhension qui honore son esprit tout autant que son cœur. Ici, en effet, nous sommes au-delà de la raison, dans le domaine des raisons que la raison ne connaît pas. Quiconque veut savoir de quoi est fait un Français de France doit lire et relire Péguy. Chaque nation s'attribue sans doute une mission universelle. Mais, pour la France, il s'agit moins de vaincre que de n'être pas vaincue, afin de conserver au monde un irremplaçable trésor. C'est ainsi que nous avançons, dans la vie de Péguy, jusqu'au terme fatal, jusqu'à cette *Note conjointe sur M. Descartes*, qui s'achève, le 1er août 1914, sur une phrase interrompue. Quand retentit l'appel des armes, on sait comme Péguy était prêt. Au point que l'attente lui avait parue longue, en dépit des livres qu'il portait encore dans sa tête, et dont il parlait quelquefois au fidèle Lotte. Je crois que nous ne devons rien regretter, car il était au bout de la carrière qu'il pouvait fournir. Il est parti lui-même sans aucun regret, « soldat de la République, pour la dernière des guerres et le désarmement général ». Au soir du premier jour de la bataille de la Marne, après des semaines de retraite, à vingt-deux kilomètres de Paris, le 5 septembre 1914, il a été tué d'une balle au front sur le plateau de Villeroy.

Il ne pouvait finir autrement. Jamais destin n'est apparu plus achevé que celui-ci. Les vers prophétiques qu'il consacrait, dans *Ève*, à « ceux qui sont morts dans une juste guerre » sont dans toutes les mémoires, et ceux-là même qui ne savent presque rien de Péguy en savent au moins ce morceau. C'est qu'il est là tout entier, en effet, avec son inflexible droiture qui l'a précipité dans la mort comme elle l'avait guidé à travers la vie. Cette mort qui était selon son ordre, qu'il avait voulue et appelée, parce qu'il était las de la vie et de sa longue misère, si elle l'achève, elle ne l'interrompt pas, et Romain Rolland l'a bien vu et admirablement dit dans son magnifique épilogue. La leçon de Péguy, soldat de l'honneur, champion de la vérité et paladin de l'espérance, n'est pas une leçon de mort, mais une leçon de vie. Il faut que la France, au lendemain de sa libération et de sa victoire mouillée de larmes, l'écoute longuement et l'entende. Je ne puis, en terminant ces trop courtes notes, que citer les lignes par lesquelles Romain Rolland achève son livre. C'est le plus fraternel, le plus noble, le plus pathétique adieu qu'un frère d'armes, au seuil de sa propre mort, adresse au frère d'armes tombé trente ans plus tôt dans ce combat où l'un d'entre eux avait cru pouvoir demeurer au-dessus de la mêlée. Ils sont aujourd'hui réunis dans la mort

et dans la gloire. Ils expriment deux aspects différents, mais complémentaires, d'une même patrie, d'un même élan. Péguy a creusé plus volontiers dans les profondeurs, tandis que Rolland se plaisait sur les cimes où soufflent les quatre vents du monde. Mais l'appel des profondeurs et celui des cimes aujourd'hui se rejoignent. Ils ne sont qu'un même cri vers la même jeunesse. Voici comment s'exprime Romain Rolland, mort au seuil du christianisme, et qui a témoigné, avec une vigueur qui ne laisse place à aucun doute, du christianisme de Péguy dans les dernières années de sa vie :

« Mais c'est notre droit d'offrir aux jeunes hommes de la France et du monde, au-delà de cette gloire de la mort, un but à leurs élans, d'un attrait moins funeste que celui de cette *Via Appia*, — la voie bordée de tombeaux. Fidèles à Péguy, nous en appelons de Péguy à Péguy. Du héros de 1914, las de la vie et ivre de la sacrifier, nous en appelons au vainqueur rayonnant de la fin du *Mystère de la Charité*, en 1910, qui convie « ses bons soldats » à la vie et non pas à la mort, — à la paix laborieuse et féconde, qui fera de cette terre « un com-« mencement du ciel, l'entrée du Porche, pour toute l'humanité... ».

Puis, que le chef de guerre, ayant fini sa tâche...
Avec ses bons soldats retourne à la maison...
Et tous les ans laboure et fasse la moisson...
Le pain de chaque jour et le pain du grand Jour.
. . . .
Que toute humanité batte du même cœur...
Que toute humanité batte comme un seul cœur.

Jacques Madaule.

THEATRE

Caligula est une œuvre à la fois plus obscure et plus dramatique que *Le malentendu*, la première pièce de M. Albert Camus portée sur la scène. Il n'est nullement contradictoire de la juger à la fois plus obscure et plus dramatique. Il y a, au théâtre, une espèce d'obscurité qui entretient le spectateur ou le lecteur dans un état de tension vigilante, quand elle est assez captivante pour le contraindre à guetter le rayon de lumière qui la dissipera : telle est, par exemple, celle de l'intrigue policière. Dans la mesure où le personnage de Caligula se présente à nous comme une énigme, son cas nous sollicite un peu comme celui d'un crime non signé. Nous voulons savoir qui est Caligula avec cette impatience qui excite la curiosité jusqu'à la découverte de l'assassin.

Il ne s'agit, bien entendu, que d'une analogie, au sens vrai, c'est-à-dire philosophique de ce mot. Analogie bienveillante, d'ailleurs, car elle offre peut-être le seul point de vue permettant de regarder cette pièce comme une œuvre de théâtre. Sans doute, il y a dans le texte même des possibilités d'extériorisation scénique; il est clair, à la lecture, que l'auteur voit ses personnages : tel mot doit s'achever dans un geste, telle bouffonnerie de l'empereur n'est possible qu'à la condition d'être sans paroles. Sans doute aussi, bien que l'on soit assez loin d'un style de théâtre, il y a de vrais mots de théâtre, c'est-à-dire des mots qui vont droit au but. Pourtant, si le personnage de Caligula ne s'impose pas au spectateur comme une énigme et ne l'entraîne pas, de force, dans le jeu d'un problème, que pourraient bien signifier ces quatre actes ?

L'énigme n'est pas ici un fait à expliquer. Ce n'est pas davantage une âme à déchiffrer. Le pire contre-sens serait, croyons-nous, de situer le problème au niveau de la psychologie. L'intérêt que M. Albert Camus entend éveiller est d'ordre métaphysique. Caligula et son adversaire Cherea ont avant tout des idées personnifiées; ce qui ne veut certes pas dire qu'ils sont sans vie : celle des idées peut être passionnée. Autour de ces deux lutteurs, des ombres, gardes, chevaliers, patriciens, des ombres aux gestes de marionnettes. Entre le couple héroïque et la figuration, une silhouette qui esquisse un caractère, Coesonia, la maîtresse de l'Empereur, et une figure d'homme, le très jeune Scipion, dont la haine arme contre le meurtrier de son père un cœur de poète prédisposé à deviner et aimer l'artiste Caligula jusque dans les folies du despote.

On comprendra mieux ce que représente Caligula à travers ce que représente l'adversaire digne de lui, Cherea. Ce dernier professe une philosophie du bonheur, où l'harmonie est une valeur, le sens de la mesure une vertu. Si nous comprenons bien, Cherea ne se préoccupe pas de fonder cette éthique en raison; quand il déclare : « Je crois qu'il y a des actions qui sont plus belles que d'autres », cet honnête homme se garde bien de dire comment est justifiée cette hiérarchie. Là est, d'ailleurs, plus que dans le rôle de Caligula, la source du pessimisme qui imprègne la pièce entière : si Caligula perd, il ne reste

guère à l'esprit qu'une espèce de conformisme sociologique plus ou moins camouflé en morale esthétique.

« J'ai envie de vivre et d'être heureux, je crois qu'on ne peut être ni l'un ni l'autre en poussant l'absurde dans toutes ses conséquences... » Telle est la profession de foi de Cherea. Elle éclaire la conduite de Caligula. Celui-ci entend d'abord être un homme libre. Or, la liberté se heurte à la notion d'impossible. Un homme libre ne se réalise parfaitement que dans un univers où rien n'est impossible. De là le thème étrange et persistant de l'Empereur qui demande la lune : il n'y a là aucune signe de folie, mais le symbole choisi et lucide d'une liberté qui se pose dans l'absolu. Mais si la négation des impossibilités physiques se heurte aux lois de la nature, celle des impossibilités morales ne peut se heurter qu'aux lois de la société : elle ne rencontre donc aucun obstacle quand elle est le fait d'un tyran que son pouvoir met au-dessus des lois de la société. Il suffit alors que la conscience prenne contre elle-même cette assurance qu'est ce mépris. Un homme libre ne peut avoir des semblables, car leur liberté exigerait un respect qui limite la sienne. Le mépris fait descendre sa liberté sur la terre, il l'exprime en une multiplicité d'actes libres et, précisément parce qu'il justifie, il y a en lui une espèce de douceur. Caligula assassine, vole, avilit...

Il y a dans le désir de liberté le vieux rêve humain d'être semblable aux dieux. L'empereur qui demande la lune sait bien qu'il ne peut conquérir les attributs du Premier moteur. Du moins, sa liberté doit-elle l'élever jusqu'à l'imitation de la morale divine. « Il n'y a qu'une façon de s'égaler aux dieux : il suffit d'être aussi cruel qu'eux. » Quant à savoir pourquoi les dieux sont cruels plutôt que miséricordieux, c'est ce qu'il ne faut pas demander. « On ne comprend pas le destin et c'est pourquoi je me suis fait destin, dit encore Caligula. J'ai pris le visage bête et incompréhensible des dieux. »

Mais Caligula s'est laissé écraser par son rôle. « Je n'ai pas pris la voie qu'il fallait, je n'aboutis à rien. » Quelle était donc la voie qu'il fallait prendre ? « Ma liberté n'est pas la bonne. » Quelle est donc la bonne ? Ce n'est certainement pas l'éthique de Cherea que l'échec de Caligula justifie, bien qu'elle triomphe avec le premier coup de poignard reçu par l'empereur. Serait-ce celle de Scipion ? « Tout prend en moi le visage de l'amour. » Ceci pourrait aller très loin, dans une direction, toutefois, que l'auteur semble exclure de sa perspective. A la fin du quatrième acte, l'énigme de la vie de Caligula est éclaircie, mais celle de sa mort la remplace aussitôt.

Ici, il n'est pas sûr que la pièce apporte au spectateur et même au lecteur les éléments d'une réponse. Peut-être faut-il se reporter au mythe de *Sisyphe* : « Qu'est-ce que l'homme absurde ? Celui qui, sans le nier, ne fait rien pour l'éternel [1]. » Celui-là comprend vraiment que « l'espoir est le contraire de l'absurde » [2], et sa liberté est une indifférence supérieure à toute espérance, quelle qu'elle soit. Or, dit Caligula, « je vis, je tue, j'exerce le pouvoir délirant du destructeur, auprès de quoi celui du destructeur paraît une singerie ». Et c'est quelques minutes après cette définition de son plaisir qu'il se jette dans le « grand vide où le cœur s'apaise ». S'il avait atteint à l'indifférence de l'homme absurde, son cœur n'aurait eu nul besoin d'apaisement. N'y avait-il pas trop d'espoir encore dans l'élan de Caligula par-delà les possibles ? Sa rage destructrice et incohérente n'était-elle pas encore une quête du bonheur ?

1. *Le mythe de Sisyphe*, p. 93.
2. *Ibid.*, p. 54.

Alors surgirait la vraie question, celle que l'auteur lui-même paraît fuir : ne sommes-nous pas condamnés à choisir entre la joie de détruire et la joie de créer ? toute troisième voie n'est-elle pas une simple abstraction ? Le concret, c'est l'absurdité, si l'on veut, mais sous toutes ses formes, avec l'absurdité de la bonté, avec l'absurdité de l'amour, avec la folie du sacrifice.

Dans une interview, M. Albert Camus explique ainsi son personnage : « Si sa vérité est de nier les dieux, son erreur est de nier les hommes. Il n'a pas compris qu'on ne peut tout détruire sans se détruire soi-même... Caligula consent à mourir pour avoir compris qu'aucun être ne peut se sauver tout seul et qu'il ne peut être libre contre les autres hommes [3]. » On eût aimé trouver dans la pièce elle-même un porte-parole plus explicite de cet humanisme qui condamne Caligula. Si c'était Cherea, dirait-il à l'Empereur : « *Je le comprends et je t'approuve.* Mais tu es gênant et il faut que tu disparaisses » ? L'interprétation que M. Albert Camus donne aujourd'hui de son œuvre ne correspond-elle pas à ce qu'il pense en 1945 ?

Ceci poserait, d'ailleurs, la question des différences entre le texte de 1938 publié en 1944 [4] et le texte joué au Théâtre Hébertot. Un court dialogue a été ajouté dans l'acte III entre les scènes III et IV : un conjuré vient dénoncer le complot, et le mépris de Caligula montre clairement qu'il veut la mort, ce « suicide supérieur » dont parle M. Albert Camus dans son interview. Mais, surtout, en tête de l'acte IV, une scène a été ajoutée qui, complétée par quelques retouches à la fin de la scène IX du même acte, modifie singulièrement le rôle du jeune Scipion. Dans l'œuvre écrite, le jeune poète reste dans le complot : Scipion et Cherea sont les deux premiers conjurés qui frappent Caligula de leur poignard. Dans l'œuvre jouée, celui qui fut l'ami le plus intime et presque le disciple de Caligula ne peut ni rester fidèle à l'assassin de son père ni participer à son meurtre. Il s'en va... Peut-être est-ce en donnant plus d'ampleur à ce rôle que M. Albert Camus pourrait éclairer le sens de son drame.

Dans quelle mesure peut-on nier les dieux sans nier les hommes ? Telle serait alors la vraie question qu'illustre l'énigme de la vie et de la mort de Caligula.

La pièce est mise en scène au Théâtre Hébertot par M. Paul Œtly : c'est une vraie réussite; le rythme de cette œuvre si difficile a, je crois, été trouvé. Le décor unique de Luis Miquel est fort beau (le second acte qui devrait se dérouler dans la maison de Cherea ne nous fait donc pas quitter le palais impérial). Les costumes de Marie Viton sont inspirés des fresques de Tavan et donnent des images beaucoup plus colorées que celles de la Rome néo-classique. Le groupe des patriciens forme une espèce de chœur en tête duquel on remarquera la composition sobre et nuancée de M. François Darbon. Les figures de Coesonia, de Cherea et Scipion n'ont pas tout le relief qu'elles mériteraient. Excellente interprétation d'Helicon, le familier de l'Empereur à l'ironie glacée. Enfin il y a la révélation de M. Gérard Philippe dans Caligula : ce jeune acteur est destiné à jouer les rôles pour lesquels Georges Pitoëff nous manque tellement. La voix n'est pas posée et les notes hautes restent criardes, mais il y a en lui une variété de dons et de tons, une force dramatique, un art des attitudes et du geste vraiment exceptionnels.

HENRI GOUHIER.

3. *Le Figaro*, 25 septembre 1945.
4. Gallimard.

LE PEINTRE ANDRE LHOTE

I. — L'homme

Dans son quartier Denfert-Rochereau, il y a un bon chien de gros lion vert « Défense Nationale » entre les pattes de qui se fane une gerbe : il y a un cimetière Montparnasse, qui ressemble à un plan en relief poussiéreux, et, de temps à autre, une fête foraine.

Sous une affiche intacte encore, une Tour Eiffel plaquée contre une grande croix noire : « Les Anglo-Américains sont venus. Paris pleure ses morts », qui date de l'occupation, un accordéoniste accompagne un chanteur à entonnoir : « Hourrah ! pour nos libérateurs ! »

A gauche d'une impasse, dans une maison régulière dont un sous-Majorelle a plaqué le revêtement extérieur du rez-de-chaussée, et au troisième étage d'un escalier ciré, demeure André Lhote. Il ouvre lui-même la porte, hume l'air d'un nez impertinent et rit aimablement.

Il a le rire aisé, ce petit Méridional, alerte et frisé, un rire bref qui fait pétiller ses yeux bruns et qui est comme le refrain de ses phrases chantantes.

Il a été un des tout premiers à trouver poétiques ces objets au charme saugrenu qui font le bonheur des cœurs simples. Il possède la plus jolie des collections de cartes postales populaires et il n'est entouré que par des masques nègres, une bouteille de la Passion remplie de bulles de ludions, une mince Vénus dressée dans un globe d'eau, un miroir concave, un navire aux voiles gonflées dans une bouteille, une main posée sur un oiseau, en porcelaine pâle, des presse-papiers emprisonnant des geysers de couleurs vitrifiées, une guérite tricolore abritant, l'un et l'autre bien raides, M. Félix Faure et S. M. Nicolas II.

— Je cherche une musique à y greffer : *La Marseillaise !*

Les meubles dénotent le même goût trop rare de la fantaisie, de l'intelligence qui se rit et qui s'attendrit. Une chaise est une façon de trône baroque, incrustée de nacres et d'une mosaïque de centimètres carrés reflétant toutes les images. Son siège offre une scène d'escarpolette, hésitante et délicate ainsi qu'une décalcomanie.

— Quand la parodie arrive à ce degré ! s'enthousiasme André Lhote. Quelle époque de bonne humeur que celle de Napoléon III ! Quelle époque aussi de grande ébénisterie ! Après cela, cela a été la fin, et Lévitan.

Lhote présente à la fenêtre une plaque de verre illustrée pour lanterne magique.

— Cela, c'est du Chagall. Je la lui donnerai quand il reviendra d'Amérique.

« Ce pain en forme de méduse est espagnol. Admirez-le. Pas une trace de dents ! Ces coquillages ont été peints par une grande-duchesse russe. Quel métier ! Cette cruche du XVIIIe, je l'ai trouvée dans la barricade de la rue Frédéric-Peysson lors de la libération de Paris, en prenant des photos. Ce n'était pas commode de prendre des photos. Le

peuple se méfie toujours des peintres. Il confond les peintres, les photographes et l'espionnage. »

II. — L'histoire

André Lhote ne paraît pas très amusé par le récit de son histoire; il revient continuellement à Chagall, avec qui, après l'armistice imaginaire, il habita Cordes, à notre ami Robert Delaunay, qui repose à Montpellier, sous un cadre de buis où Joseph et Caroline Delteil mettent parfois des fleurs, au docteur Allendy, dont Montpellier fut l'avant-dernière étape, et qui avait un nom ailé, un regard angélique. Va encore aux événements du temps :

— Entre Staline et Hitler, entre le communisme et les trusts, il faut choisir.

Son sourire réapparaît :

— Je suis né à Bordeaux le 5 juillet 1885. Je viens d'écrire à ma mère pour lui demander l'heure, car je connais un amateur (il pèse 230 kgs) qui n'achète un tableau qu'après avoir fait l'horoscope de son auteur. Il veut être sûr du développement des talents...

« Jusqu'à treize ans je suis allé en classe, puis mes parents m'ont mis chez un voisin ébéniste. J'ai fait de la sculpture ornementale, des cols de cygne, jusqu'à vingt ans. Je peignais le dimanche, j'écrivais pour moi-même. Puis j'ai tout fichu en l'air. A Bordeaux, on n'achète que les laissés pour compte du Salon des Artistes Français. J'ai alors créé un petit cours de perspective pour les « demoiselles du Brevet Supérieur ». Ma mère ou ma sœur assistaient à ces cours, parangons de vertu. Mon gain était de soixante-dix centimes par jour : je réservais deux centimes aux achats pour la peinture. J'achetais la *Revue Blanche*, le *Mercure de France*. Je me suis instruit moi-même. En 1910, première exposition particulière chez Druet. André Gide, Marius et Ary Leblond, Maurice Denis, Apollinaire m'ont acheté... En 1911, j'ai vu Braque, Picasso : les ai trouvés dogmatiques et prétentieux. Après mon exposition chez Druet, qui avait été un succès, on s'est détourné de moi. La même chose est arrivée à Jacques Villon : lui et moi sommes les deux sacrifiés du cubisme. C'est peut-être nous quand même qui irons le plus loin. Alain Fournier et Jacques Rivière, qui avait posé pour moi avec sa femme, ne m'ont pas lâché...

« J'oubliais... En 1908, j'avais exposé pour la première fois au Salon d'Automne et chez les Indépendants. Et puis j'ai continué à peindre et à écrire... »

III. — La doctrine

André Lhote me répond de vive voix :

— Je suis venu au monde de la peinture avec le livre de Mérimée sur les fresques de Saint-Savin. J'en ai fait des relevés, ce qui explique mon art encore très linéaire. Puis j'ai fait une incursion dans le réalisme et le clair-obscur. J'ai voulu faire le tour de toutes les techniques. J'ai voulu *savoir*...

« Pour cela, j'ai fait beaucoup de croquis dans les musées. Pour atteindre la synthèse, j'ai fait le maximum d'abstraction.

— Le but que je veux atteindre ? Concilier la ligne, la couleur et le clair-obscur. En bref, retrouver Saint-Savin à travers Rembrandt.

— La peinture d'imitation ne saurait donner aucune ivresse. Que serait la peinture si elle n'était considérée comme un moyen de rêve-

rie métaphysique ? d'ivresse dyonisiaque ? Peindre, c'est résoudre un problème.

— Pour Duhamel, le type du peintre, c'est Vlaminck, le ruminant à truelle. Duhamel s'est octroyé le droit de se poser des problèmes. Pourquoi le refuse-t-il aux autres ? « Vlaminck, a-t-il écrit, a restitué le paysage qu'il traverse. » Qu'il traverse ? Par les pieds ! et non par l'esprit !

— Boucler la boucle, répéter sa jeunesse à travers son expérience... La couleur et la ligne, voilà ma jeunesse. Puis j'ai découvert, en raison de Cézanne, ce qui tue la ligne : le volume.

— Albert Gleizes veut revenir au byzantin, et nie ce qui s'est fait depuis. Je crois au contraire qu'il n'y a pas d'accident qui ne puisse devenir noble, s'il n'est soumis aux lois techniques.

— Il ne faut pas faire abstraction de l'impressionnisme et du cubisme.

— Le problème, dans nos périodes d'incertitudes, est de retrouver le génie inventif de la France. Les improvisations murales ont été étonnantes dans les églises françaises jusqu'au XVIe siècle. Le problème ? Honnêteté et goût du risque. Incorporer de force le cubisme et l'impressionnisme ? Nous sommes impressionnistes de nature. Surmontons l'impressionnisme, mais mettons-le dans une ligne décorative plus ou moins chargée de tons froids ou chauds. Ce n'est que par ce moyen que nous reconstruirons ce que le cubisme a disloqué, l'arabesque due à la lumière.

— Les méandres sont des éléments dyonisiaques, et les Romans l'ont bien compris, dont toutes les lignes dansent une danse idéalisée.

— Ce que l'on fait à vingt ans n'est pas viable. Il faut l'authentifier par le talent. C'est une histoire du temps retrouvé. On court après soi-même, mais il faut du temps, beaucoup de temps.

— Il faut toujours demander à un peintre : l'humanité, le respect du corps humain, le respect des lois essentielles de la peinture.

***

J'ai demandé à André Lhote — à cause de ses livres — sa doctrine écrite. Voici son texte inédit, qu'il intitule : *Un esprit nouveau* (*Plan*).

1) Les méthodes changent, le but de l'art demeure; transfigurer le réel.

Il ne s'agit pas pour l'artiste de répéter les œuvres du passé. C'est un truisme. Il s'agit de recommencer l'effort dont témoignent les chefs-d'œuvre des maîtres. Cet effort consiste à choisir, dans la nature contradictoire (et proprement illisible, puisqu'elle est grimoire écrit en un nombre considérable de langues différentes), quelques éléments, de les porter à un degré d'exaltation maxima et de leur laisser suggérer tous les éléments sacrifiés.

2) Idéal chiffré des classiques.

On s'entend sur tout cela, mais on diffère d'avis sur la méthode à employer. L'âge classique choisissait intellectuellement, *au nom d'une doctrine enseignée. Il y avait un canon de beauté hérité des Grecs (décadents), des règles de composition, des recettes chiffrées, bref un idéal auquel il s'agissait de se conformer en bénéficiant d'une marge suffisante réservée à la sensibilité et au caprice individuel.*

3) La sensation remplace l'idéal classique. Plus de « canons » d'usage général : des « illusions » d'usage particulier.

Tout cela a changé depuis que quelques peintres, Monet le premier, se mirent en tête de choisir, non plus intellectuellement et selon des ordres reçus, mais instinctivement, en ne tenant compte que de leurs sensations. Ils ont prouvé par des chefs-d'œuvre indiscutables que la sensation avait le pouvoir de transfigurer le monde visible aussi efficacement que les systèmes classiques. Intelligence ici, instinct là, aboutissent à servir l'esprit, à spiritualiser le monde des formes matérielles.

4) Pourquoi cette évolution était inévitable.

L'art est condamné à devenir de plus en plus communautaire, c'est donc le sentiment le plus répandu qui deviendra moteur. La sensation appartient à tous, si quelques privilégiés seulement en voient les prolongements spirituels. Mais le grand public est cependant capable de s'intéresser aux répercussions, sur le plan plastique, de cette opération par laquelle l'artiste note et amplifie ses réactions devant le monde des apparences. Il suffit de lui expliquer le mécanisme physio-phychologique de la création de l'œuvre d'art moderne.

5) Pouvoir fabulateur de la sensation.

La sensation est donc devenue l'unique source d'inspiration du peintre. Elle lui propose des figures nouvelles qui peuvent cependant rentrer dans les cadres rythmiques classiques (puisque le rythme a ses lois éternelles) mais qui diffèrent totalement des figures anciennes, basées sur l'imitation. Pour imiter une forme, il faut la percevoir telle qu'elle est, il faut jeter sur elle un regard intellectualisé, faire abstraction de sa sensation. « Le plaisir de sentir est-il donc si fort ? » Cette réflexion reprise par Benda est d'un temps révolu, intellectualisée à l'extrême et ignorant ou voulant ignorer les phantasmes de l'impression, le charme des illusions d'optique (sauf celles codifiées par la perspective italienne). La Fontaine, parlant du bâton trempant dans l'eau, disait : « S'il me paraît brisé, ma raison le redresse. » Aujourd'hui, au lieu de la rectifier, on accentue la brisure. Le fabuliste tenait à son histoire, et à la morale qu'elle dégageait. Mais il y a une autre fable, celle-là même de la métamorphose des formes senties. C'est pourquoi l'impressionnisme a sonné le glas de l'anecdote. Celle-ci n'a plus d'action sur la disposition nouvelle des figures. Pourquoi faire gesticuler des personnages puisqu'il suffit de les considérer d'une certaine façon pour qu'ils se meuvent au-dedans d'eux-mêmes, si j'ose dire, et deviennent autre chose que ce qu'ils sont, comme se tord et se transfigure une branche dans un brasier. On peut exceptionnellement envisager de raconter quelque chose, mais avec des figures transformées par l'action (l'action se racontant à travers ces figures à la façon dont le feu se raconte à travers la branche tordue), au lieu que ce soit elles, les formes, qui racontent l'action par leur disposition plus ou moins théâtrale.

6) Méthode pour tirer parti de la sensation.

L'expérience nous montre la difficulté qu'éprouvent les artistes en général à sentir fortement le spectacle naturel. L'habitude les pousse, au lieu de se livrer corps et âme à l'illusion psycho-physiologique, à ne

faire qu'un avec l'objet, à maintenir au contraire la distance qui les en sépare, à rechercher sous ces apparences la structure véritable de l'objet, en un mot, à redresser le bâton brisé. Il y a une habitude académique de voir, il y a peu de héros de la vision inspirée. A talent égal, ne rencontre-t-on pas dans le passé Vélasquez, photographe des formes, qui s'oppose au Greco, peintre illuminé, grand inventeur de formes ? Pour maintenir les objets dans leurs proportions véritables, les anciens les plongeaient dans une lumière idéale, ils dirigeaient sur eux certains éclairages propres seulement à en souligner les particularités. Seul le Greco se sert de la lumière pour le transformer. Il répète sur des figures inventées l'action explosive de la lumière et cette façon qu'a le dessin de quitter le contour des formes pour se continuer au-dedans d'elles. Prenez un vase et considérez-le dans la pénombre d'une pièce : il est à peine transformé par le clair-obscur; mettez-le en plein soleil : les parties éclairées semblent plus grandes, les parties ombrées plus petites et le dessin intérieur tout à fait indépendant du profil du vase : ce liséré central d'ombre est une figure tout à fait irréelle, et je passe sous silence les reflets déformateurs.

7) Toute perception sincère aboutit à un cataclysme.

Une allumette placée verticalement sur une autre horizontale paraît plus grande que cette dernière. Les mâts sont plus longs qu'il ne faut proportionnellement aux vergues du navire, c'est-à-dire que leur rapport est faussé. Selon que l'œil parcourt le spectacle de bas en haut ou de long en large, les règles de la perspective changent. Les natures « ivres-mortes » de Cézanne sont senties, car les bouteilles ne sont jamais verticales : les natures-mortes d'un Vollon ne sont pas senties. Les maisons d'une rue en pente oscillent sur leurs bases. A Montmartre, pas une maison n'est debout, etc., etc. Mais le travail dévastateur du regard ne s'arrête pas là : deux objets se confondent sur leurs points d'égale « valeur ». La vision synthétique rassemble en un bloc fermé des figures qui s'ouvrent pour s'unir. D'autres fois, ce sont de véritables suppressions, comme les doigts, si l'on regarde au travers, les barreaux de la cage, si l'on regarde l'oiseau; la hampe du drapeau; les cordages s'effacent dans la voile éclatante, etc. Dans cette prise de possession des phénomènes plastiques, la synthèse précède l'analyse, elle fournit l'ossature du spectacle. Mais l'analyse, elle aussi, a un pouvoir transfigurateur. En fouillant l'objet en tous sens, l'œil perçoit des reflets, des ombres et accidents divers qui, dès qu'on les met en évidence, ont un effet déformant sur l'ensemble de la figure.

8) Découverte du pouvoir idéalisateur de la couleur.

Le cubisme qui créa, par la double perception synthétique et analytique des formes, une véritable entreprise de dématérialisation de l'univers, se devait d'ajouter à ce travail de spiritualisation en cultivant le pouvoir transfigurateur de la couleur. Il y eut un moment, en 1917, où le cubisme expirant (comme école) se confondit avec le fauvisme intellectualisé et toujours vivant de Matisse. Il y eut des échanges entre les deux écoles dont bénéficièrent les deux camps.

9) La couleur implique le retour au signe expressif.

Cet élan vers la couleur s'affirma pendant la seconde guerre et ne cesse de prendre de l'ampleur; il conduisit naturellement à la suppression du modelé et au triomphe de l'écriture plastique (la couleur

ne se modèle pas). Le tableau devient un espace clair tout entier dévoué à la lumière, et les objets déformés par la sensation s'inscrivent sur ce fond illuminé en signes différenciés à l'extrême. Toutes les possibilités de combinaisons plastiques sont envisagées. La peinture retourne ainsi à ses sources.

10) Une Renaissance plastique française s'ébauche, qui fait la part de l'homme, et fait passer l'art, de l'expérience individuelle, au plan universel.

Ce retour est une fatalité. La chose est « dans l'air ». Simultanément, et sans que les artisans de cette Renaissance se fussent concertés, de toutes parts surgissent des encouragements à ce retour à l'écriture plastique dont notre moyen âge a fait un si large et admirable emploi. D'une part, c'est le Musée de la Fresque, de l'autre, des publications sur Tavant, Saint-Savin, etc. Il est évident que tout concourt à faire de notre époque quelque chose de grand au point de vue plastique et humain. Tout permet d'espérer que les expériences individuelles qui ont abouti à mettre sur pied une technique renouvelée et promise à une longue vie (puisque née de la sensation) seront mises au service de l'homme et de l'Apocalypse des temps nouveaux. Déjà l'on peut voir que la composition rythmique des éléments découlant logiquement les uns des autres, s'engrenant les uns les autres et faisant du tableau un microcosme, est un premier pas vers l'Universel.

IV. — L'ŒUVRE

Au début, l'art d'André Lhote participait de l'expressionnisme. Le culte que l'artiste vouait bientôt à Cézanne ne tarda pas à l'amener à ordonner ses tableaux sur des bases géométriques dont il n'hésita pas à laisser la structure apparente. Mais, au contraire des cubistes spécifiquement abstraits, André Lhote n'abandonne jamais la nature. Il en souligne les contours, il l'accuse, à l'aide de courbes ou de droites uniques alors que la nature — si elle connaissait le trait — se présenterait sous un aspect de succession indéfinie de courbes et de droites infinitésimales, et même d'interpénétration. André Lhote, pour qui le cœur et l'esprit ont autant d'importance l'unique l'autre, s'ingénie à trouver un terrain d'entente entre l'abstrait et le concret dans le domaine plastique, un équilibre que beaucoup considèrent indéfendable parce que sacrifiant l'unité, alors qu'il engendre un rythme en quelque sorte syncopé, qui n'appartient à aucun autre peintre. Ces compositions semi-géométriques et semi-naturelles, André Lhote les baigne de couleurs très vives, nues, sans modelé, qui font de son œuvre un prisme éclatant.

GASTON POULAIN.

LA SAISON SYMPHONIQUE 1944-1945

En cette période de l'année où les mois consacrés aux vacances endorment l'activité musicale, il est bon de regarder un peu en arrière, de parcourir en esprit les programmes entendus au cours de l'hiver et du printemps afin d'établir une sorte de bilan provisoire de la production musicale contemporaine et d'essayer de dégager les tendances principales de l'ensemble des œuvres nouvelles données en première audition.

Au cours des derniers mois, les concerts de musique de chambre reprenant peu à peu leur activité ont présenté de nombreuses œuvres nouvelles où toutes les tendances s'affirment, celle-là restant dans une certaine ligne traditionnelle, c'est-à-dire comportant peu de néologismes de langage, cette autre au contraire portant en elle une sève nouvelle dont on verra par la suite les possibilités de durée.

Le théâtre lyrique ne nous a rien apporté de neuf. Il faut dire à décharge que la saison a été fortement handicapée par la température rigoureuse de l'hiver et le manque de chauffage, et aussi par la situation difficile résultant du manque de direction administrative stable — on sait que les deux grands théâtres, l'Opéra et l'Opéra-Comique, viennent d'être dotés respectivement de Reynaldo Hahn, musicien pour qui ce genre n'a pas de secrets et Albert Wolff retour d'Amérique du Sud, ce qui donne à penser que le prochain exercice sera plus riche et plus fécond.

Enfin les concerts symphoniques. Je ne parlerai pas des nombreux, si nombreux « galas » au bénéfice d'œuvres privées ou officielles qui ne nous apporteront rien à glaner dans le domaine de la découverte artistique, ni aucun enrichissement culturel. Visant d'abord à atteindre une clientèle étendue, ils ne comportent que des programmes de « variétés » présentés par de grandes vedettes à la mode ou des orchestre de danse. Un seul, celui dirigé par Martinon, comportait un programme qui réunissait le *Magnificat* de Bach et le psaume de J. Martinon, œuvre de classe dont c'était la deuxième audition.

Les programmes de la Radio ou des « associations » remettaient tout d'abord en évidence, en première audition ou non, des compositeurs dont les noms avaient disparu de l'affiche sous l'occupation (français ou étrangers) : Milhaud, Durey, Martinu, Harsanyi, Prokoffieff, Hindemith, etc.

On eut aussi à Paris la primeur d'œuvres nouvelles de compositeurs russes : Miaskowsky, Schostakovitch, œuvres sincères et généreuses, mais se servant d'un langage peu fertile en nouveautés.

Au cours d'un concert d'orchestre de la « société privée de musique de chambre », on put faire connaissance d'une pièce de S. Nigg où la fermeté de pensée ne s'affirme pas encore totalement, et des « danses

concertantes » de Strawinsky, à l'architecture claire et sûre, d'une vie rythmique débordante.

La Radio, entre autres choses, fit entendre l'oratorio « Saint François d'Assise » de Rosenthal, les « Éloges » de Durey, le « Psaume » de Rivier d'une intense intériorité, la messe de Tomasi, etc.

Les « liturgies intimes » de Messiaen figuraient à un programme de « la Pléiade ». Dans l'œuvre de cet auteur, ces pages me paraissaient être celles qui accrochent le plus directement l'auditeur : certains moments sont pleins d'une délicate tendresse fort attachante.

Chez Lamoureux, mentionnons un expressif « Hymne à Apollon » de Fernande Decruck.

Mais l'association qui est en tête du palmarès des premières auditions est incontestablement les concerts Pasdeloup : en effet, on peut relever parmi les programmes de cet orchestre : la « Ballade » pour saxo et orchestre de Tomasi, « l'Ile de la fée » de Ed. Marc, la « Messiade » (chœur et orchestre) de R. Falcinelli, la « Symphonie brève » de Lermyte, la « Quête sans fin » (chœur et orchestre) de M. Landowski, « Danses populaires » de Bacarisse, « Églogue et pastorale » de R. Corniot, « Afro-american symphony » du compositeur noir W. Grant Still, « Moïse », oratorio de J. Rollin, l' « Hymne à la Vie » de J. Martinon, etc.

C'est aussi le comité de Pasdeloup qui a fondé le « prix de composition des associations » qui a été décerné cette année à Borsari pour une symphonie solidement charpentée et d'un élan généreux.

Toutes ces œcvres, pour diverses qu'elles soient de tempérament ou de langage, laissent toutefois percevoir, semble-t-il, une tendance générale vers la musique d'expression, le goût des œuvres de dimension importante, où le lyrisme tend à prendre la plus grande place. Si, après la guerre de 1914-1918, on put noter une tendance marquée vers la musique de divertissement, l'après-guerre 1944 donne plutôt l'impression de se diriger vers un art où l'extériorisation sensible sera le souci principal — art qui paraît dominé par la gravité, la profondeur, l'élan vers les grands problèmes humains ou spirituels —, voici, je crois, la constatation qui s'impose le plus nettement à l'attention dès qu'on examine les productions musicales nouvelles.

Émile Damais.

GENRE FRANÇAIS ET GENRE AMÉRICAIN

Il ne faut pas chercher à définir l'esprit français. Depuis l'esprit gaulois jusqu'à celui de Voltaire, on a attribué généreusement cette étiquette à tous les aspects de notre littérature. Pourtant, quand on voit un film comme *La cage aux Rossignols*, on a le sentiment que jamais il n'aurait pu être produit ailleurs qu'en France. Il est curieux qu'au pays des films « noirs » ce genre fasse justement mentir le principe qu' « avec de bons sentiments on ne fait pas de bonne littérature » (peut-être le cinéma n'est-il pas littérature ?). Ce film n'est pas une grande œuvre; tout son charme vient d'un certain ton, d'une certaine délicatesse dans l'exécution. Tout son charme vient de Noël-Noël. Un Noël-Noël sans l'accent d'Ademaï, mais avec toutes les ressources de son personnage timide et déshérité et je ne sais quel art de chansonnier pour découvrir et émouvoir les sentiments tendres du public. Ici c'est bien lui l'auteur du film, scénariste, dialoguiste et acteur excellent; le metteur en scène s'efface un peu, un peu trop en ce qui concerne les qualités techniques du film; mais nous y gagnons une unité de ton assez rare et l'expression complète d'un talent.

Le sujet semble décidément tenter le cinéma : il s'agit encore d'enfants difficiles, dans une barbare institution de redressement, qu'une nouvelle méthode va transformer. Depuis *Prison sans barreaux* jusqu'au *Carrefour des Enfants perdus*, nous croyions avoir épuisé le sujet en passant de l'atmosphère trouble de la prison de femmes à l'enthousiasme bon garçon et un peu factice des mouvements de jeunesse du style « Révolution nationale ». Ici nous sommes bien plutôt dans la ligne de la « Maternelle » et, sans qu'il s'agisse cette fois d'un grand chef-d'œuvre, nous retrouvons l'attendrissement de ceux qui abordent le monde des enfants avec des ressources inépuisables de sympathie et de bonté. Quant à la peinture du malheureux pion, elle nous fait penser plutôt au grand *Good bye Mr. Chips* avec un rien du *Petit Chose*.

Tout cela pourrait faire un bien mauvais film faussement attendrissant et bêtifiant. Ce qui le sauve c'est, avec la discrétion de Noël-Noël qui sait ne jamais insister, le naturel et la vérité des Petits Chanteurs à la Croix de Bois dont l'équipe joue les rôles d'enfants. Ils ont tous d'excellentes têtes de gosse de Belleville ou de Montmartre; on croirait revoir tous les poulbots de la *Maternelle* grandis d'une dizaine d'années. Bien entendu, les chœurs des Petits Chanteurs sont une des beautés du film, d'autant qu'ils n'interviennent pas dans l'action comme les divertissements des films américains : c'est par la musique que Noël-Noël transforme la sombre prison en cage aux rossignols. Tous les enfants jouent au naturel leur passion du chant, et la scène où la forte tête, soliste étonnant, se voir éliminer du chœur, puis celle où son visage s'éclaire quand on lui permet de chanter, sont des passages inoubliables.

Le cinéma a déjà ses traditions, et les réalisateurs ont senti qu'il fallait un artifice pour présenter cette histoire de collège. Cela nous

vaut une introduction, un peu longue peut-être, avec Noël-Noël en camelot dans l'inévitable monde des journalistes pressés, des garçons de bureau roublards et des midinettes sentimentales. Le procédé utilisé pour lier ce cadre « très cinéma » à l'histoire même vaut d'être noté et rapproché de celui que nous analysions dans *Mr. Chips*. Voici encore un film au passé; il est présenté comme l'illustration d'un roman autobiographique de Noël-Noël qu'on nous lit par passages. Par instant, la voix de la lectrice intervient comme un commentaire, ce qui nous vaut des scènes que seul permettait le cinéma muet (c'est le procédé qu'utilise Chaplin dans sa version récente de la *Ruée vers l'or*). Introduction au présent et récit au passé, intervention d'un narrateur, voilà des procédés de narration cinématographique dont il faut étudier l'emploi dans le cinéma contemporain.

Au total, un bon film, sans trop grandes prétentions, mais fait avec goût, et une tentative réussie pour sortir des poncifs du cinéma lugubre ou malsain.

*
* *

Dans un tout autre genre on peut revoir rectuellement deux films américains, *Vous ne l'emporterez pas avec vous* et *Madame et son clochard*, sur lesquels on pourrait faire les mêmes remarques en les appliquant cette fois à l'Amérique. Jamais on ne réalisera ailleurs qu'à Hollywood ces comédies, un peu loufoques mais pleines d'humour et de bons sentiments qui plaisent par la perfection de l'exécution et par un ton inimitable.

Il ne s'agit pas ici d'attendrir le public, mais de l'entraîner dans le rythme endiablé d'une historiette pleine de drôleries et de personnages charmants et inconsistants. C'est le triomphe de la bonne humeur sans prétention.

Les personnes sérieuses en France n'admettront jamais qu'on puisse se plaire à de pareilles âneries, mais il n'est pas si fréquent de découvrir un divertissement bien fait. Et puis la farce est un genre qui relève d'un esprit sain et ne mérite pas notre mépris, d'autant qu'il n'est pas si facile de « faire rire les honnêtes gens ».

JEAN-PIERRE CHARTIER.

RADIODIFFUSION FRANÇAISE

On doit à la vérité de constater une amélioration sensible dans le détail des programmes de la Radiodiffusion française; mais le plan d'ensemble, valable jusqu'au mois d'octobre de cette année, est toujours aussi mal équilibré. On nous excusera de ne parler, au moment où paraîtra cette chronique, que d'un passé dont, plus que d'autres, nous souhaitons la mort. Les erreurs, les tentatives malheureuses, nous voudrions qu'elles ne laissent que l'enseignement de ce qu'il ne faut pas faire.

La première erreur fut de ne distribuer à chaque service que des tranches horaires trop courtes à la fois pour permettre aux écrivains et aux artistes de donner une œuvre véritable et pour satisfaire le public, lassé d'entendre défiler dans une même soirée une poussière d'émissions disparates, coupées par le sacro-saint bulletin d'information dont le laconisme et l'absence de véritable sens du journalisme ridiculisent nos antennes.

La seconde erreur fut de tolérer la très mauvaise qualité technique des transmissions. Si les services artistiques de la musique, de la littérature et de l'art dramatique ont accompli ces derniers mois un effort sympathique quant à la qualité moyenne des textes et de la mise en onde, il est inadmissible qu'un redressement parallèle n'ait pas eu lieu dans le domaine technique. On publie des tableaux très convaincants sur les progrès obtenus dans la réduction des taches (des zones) de mauvaise écoute; mais il y a toujours de mauvaises connexions, des coupures constantes de courant. A ceci également on devait remédier et sans plus attendre.

Certains ont estimé que notre dernière chronique manquait de sévérité : « Ah ! nous dirent-ils, si vous étiez à l'intérieur de la maison, vous en eussiez vu bien d'autres et c'est un réquisitoire que vous eussiez écrit. » Le rôle du critique n'est pas forcément d'étaler le linge sale en plein vent; mais il est d'essayer de dire loyalement ce qui est.

La Radio est un monstre à peu près ingouvernable. Le public doit savoir que, dès avant guerre, la Radio d'État était un lieu où le désordre intérieur et le fonctionnarisme empêchaient le bon travail. Mais surtout, le public doit savoir que, depuis 1939, cette maison est devenue une véritable cour des miracles. Les recrutements massifs ont porté le personnel administratif et technique à plus de trois mille personnes; le schéma intérieur est ahurissant, certains services sont au moins doublés sous le prétexte inavoué de caser tel ou tel individu qui refuse d'avoir des relations avec tel autre, lequel devrait être normalement son chef hiérarchique. Le résultat est une guerre de bureau à bureau, des retards devenus légendaires, des erreurs parfois graves, un laisser-aller général, un manque d'autorité croissant de la part des chefs et une atmosphère d'intrigues politiques qui n'arrange rien.

La Radio, qui devrait être un organisme à l'esprit toujours en éveil, aux réflexes rapides, ressemble étrangement au diplodocus préhistorique : une tête infime pour un corps de mastodonte. On sait ce qu'il advint du diplodocus !

Un journaliste bien intentionné essayait récemment d'exciter l'opinion sur le budget de la Radiodiffusion française : le milliard et demi, dont six cent cinquante millions aux seuls services artistiques,

quel scandale, disait ce jeune homme. Ce jeune homme, — il ne peut qu'être très jeune et très inexpérimenté en la matière, — raisonne comme un fonctionnaire de la rue de Grenelle pour qui toute la radio est affaire de paperasse. Le scandale n'est pas que les appareils de téléphonie sans fil transmettent des programmes, lesquels sont toujours chers; mais que l'essentiel serve d'alibi à l'existence de services pléthoriques inutilement chers.

Le scandale est que la Radiodiffusion française occupe trente-trois immeubles dans Paris, ce qui multiplie les frais suivant une progression facile à calculer; c'est qu'un service possédant un personnel en surnombre ne puisse être contraint à céder à un service moins favorisé les dactylos ou les secrétaires en disponibilité. Le scandale est que les services techniques passent des marchés à l'étranger pour des appareils qu'on pourrait fabriquer en France dans des conditions de garantie, de prix et de délais au moins aussi avantageux; le scandale est que la Radio soit une pétaudière où personne ne puisse commander.

L'incident Alex Virot est une belle illustration de cet état d'anarchie. Le chef du service des reportages, mécontent d'obtenir l'antenne avec un retard de dix minutes, houspille les techniciens responsables au micro. Les techniciens répondent en sabotant toutes les émissions de ce reporter, ou plus exactement en les remplaçant à l'émission par un programme de musique enregistrée. Professionnellement, les deux parties ont tort. Et le maître de maison ?... Justement ! Aucune sanction n'a jamais été prise contre qui que ce soit. Manque d'autorité personnelle de la part du directeur général ? En apparence, oui ! En fait, la maison en est arrivée au degré où personne ne peut plus diriger.

L'histoire du diplodocus, vous dis-je ! On a laissé le corps devenir si important que la tête perd tout contrôle et même, quand elle le voudrait, il lui est impossible de faire réagir les membres dans le temps voulu.

Hélas ! Ce n'est plus un secret pour personne qu'un mois après la libération de Paris, l'administration, — on entend bien qu'il ne s'agit pas des lampistes et des dactylos, — conspirait déjà, manœuvrait pour obtenir le départ du directeur général actuel [1]. J'avoue ne pas connaître le nom du fou qui désirait le remplacer !

Il y a pourtant ce miracle chaque jour renouvelé par lequel les ondes transmettent des programmes; un miracle qui tient simplement au fait que des réalisateurs, comme on dit si laidement, aiment leur métier, et que les services artistiques sont secondés par des équipes techniques de studios qui ne renâclent pas à la besogne. Je le dis pour ceux-ci, comme pour ceux-là, sans aucune vaine flatterie. Il y a de très mauvaises émissions (le talent n'est pas chose si commune), mais il y en a de très bonnes. On aimerait voir les accroupis de l'Ad-mi-nis-tra-tion accomplir un effort de redressement aussi sensible.

PIERRE RAMON.

1. Nous ne défendons pas particulièrement un homme en place, nous dénonçons un état d'esprit.

Le Gérant : E. AUBIN.

Imprimerie E. AUBIN ET FILS. — LIGUGÉ (Vienne). — 10-45.

D. L., 4e trimestre 1945. — Imprimeur, n° 21.